

bioMérieux S.A.

Société anonyme au capital de 12.029.370 euros
Siège social à Marcy l'Etoile (Rhône)
673 620 399 RCS LYON

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL
RELATIF A L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2008**

A – COMPTES ANNUELS

Cf. document ci-joint intitulé « Comptes sociaux clos au 31 décembre 2008 ».

bioMérieux SA

COMPTES SOCIAUX CLOS AU 31 DECEMBRE 2008

bioMérieux SA
COMPTE DE RESULTAT

<i>En millions d'euros</i>	Jan 08 - Dec 08 12 mois	Jan 07- Dec 07 12 mois	Jan 06 - Dec 06 12 mois
VENTES MARCHANDISES & PRODUITS FINIS	557,0	512,4	494,1
PRODUITS ACTIVITES ANNEXES	42,2	40,5	36,4
CHIFFRE D'AFFAIRES (note 21)	599,2	552,9	530,5
PRODUCTION STOCKEE (ENCOURS + PDTS FINIS)	5,0	5,1	-1,8
PRODUCTION IMMOBILISEE	4,4	6,2	7,8
PRODUCTION ACTIVE	608,6	564,2	536,5
ACHATS	-225,3	-209,1	-194,5
VARIATIONS STOCKS M.P./INSTRUMENTS	2,4	2,7	1,5
SERVICES EXTERIEURS	-137,8	-123,0	-98,1
VALEUR AJOUTEE	247,9	234,8	245,4
IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	-9,0	-13,0	-13,2
SALAIRES ET CHARGES (note 22)	-168,3	-160,7	-154,7
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	70,6	61,1	77,5
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	-34,3	-33,9	-19,7
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	-5,0	-4,4	-11,9
RESULTAT D'EXPLOITATION	31,3	22,8	45,9
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS (note 25)	-3,0	-1,3	-2,0
PRODUITS ET CHARGES DES PARTICIPATIONS	50,4	10,8	33,1
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	78,7	32,3	77,0
RESULTAT EXCEPTIONNEL (note 27)	0,3	2,9	-1,4
PARTICIPATION DES SALARIES	-2,6	-1,0	-3,2
IMPOT SUR LES BENEFICES (note 28)	2,3	-1,0	-10,5
BENEFICE NET	78,7	33,2	61,8
RESULTAT PAR ACTION (a)	1,99	0,84	1,57

(a) En l'absence d'instrument dilutif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action

bioMérieux SA
BILAN

ACTIF <i>En millions d'euros</i>	NET 31/12/2008	NET 31/12/2007	NET 31/12/2006
ACTIF IMMOBILISE			
. Immobilisations incorporelles (note 3)	31,8	32,9	35,1
. Immobilisations corporelles (note 4)	130,2	125,9	120,4
. Immobilisations financières (note 5)	289,1	221,8	212,4
TOTAL	451,1	380,6	367,9
ACTIF CIRCULANT			
. Stock et en-cours (note 6)	83,2	76,8	67,2
. Clients et comptes rattachés (note 7)	186,0	164,9	151,7
. Autres créances d'exploitation (note 8)	21,4	14,0	14,8
. Créances hors exploitation (note 8)	13,4	12,6	4,8
. Disponibilités (note 10)	26,0	33,5	13,7
TOTAL	330,0	301,8	252,2
ECART DE CONVERSION ACTIF (note 12)	4,9	1,5	0,7
TOTAL ACTIF	786,0	683,9	620,8
PASSIF	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
CAPITAUX PROPRES (note 13.2)			
. Capital (note 13.1)	12,0	12,0	12,0
. Primes	63,5	63,5	63,5
. Réserves	230,9	227,5	195,6
. Provisions réglementées et subventions (note 14)	28,6	26,7	25,2
. Résultat de l'exercice	78,7	33,2	61,8
TOTAL	413,7	362,9	358,1
PROVISIONS (note 15)	32,5	34,4	28,1
DETTES			
. Emprunts et dettes financières (note 16.2)	139,0	106,7	80,1
. Fournisseurs et comptes rattachés (note 17)	113,9	103,3	81,6
. Autres dettes d'exploitation (note 17)	72,0	65,0	61,7
. Dettes hors exploitation (note 17)	12,6	10,5	10,7
TOTAL	337,5	285,5	234,1
ECART DE CONVERSION PASSIF (note 18)	2,3	1,1	0,5
TOTAL PASSIF	786,0	683,9	620,8

bioMérieux SA

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

<i>En millions d'euros</i>	Jan 08 - Déc 08 12 mois	Jan 07 - Déc 07 12 mois	Jan 06 - Déc 06 12 mois
Résultat net	78,7	33,2	61,8
Dotation nette aux amortissements et aux provisions	32,1	63,3	40,2
Résultat sur opérations en capital	0,7	-3,2	1,4
Mali de fusion	0,2	0,0	0,0
Capacité d'autofinancement	111,7	93,3	103,4
Variation des stocks	-7,4	-7,8	0,3
Augmentation des créances clients	-21,1	-13,2	-22,3
Augmentation des dettes fournisseurs et autres BFRE	8,6	25,5	6,8
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	-19,9	4,5	-15,2
Variation de la dette nette d'impôt	1,2	-9,2	-3,3
Autres besoins en fonds de roulement hors exploitation	-2,9	0,3	0,7
Variation totale du besoin en fonds de roulement	-21,6	-4,4	-17,8
Flux liés à l'activité	90,1	88,9	85,6
Investissements industriels	-32,0	-31,7	-53,7
Cessions d'immobilisations industrielles	4,5	5,4	2,0
Variation de la dette sur immobilisations	1,8	1,7	-1,2
Titres de participations	-72,7 (1)	-26,4 (2)	-5,5 (3)
Variation nette des avances et prêts aux filiales	-3,7	-14,2 (4)	20,0
Augmentation des autres immobilisations financières	2,4	-0,5	-0,6
Flux liés aux activités d'investissement	-99,7	-65,7	-39,0
Distribution de dividendes	-29,8 (5)	-29,9	-18,1
Fonds propres	-29,8	-29,9	-18,1
VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET (HORS INCIDENCE DES FLUCTUATIONS DE CHANGE)	-39,4	-6,7	28,5
ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET			
Endettement net à l'ouverture	73,2	66,4	94,7
Incidence des fluctuations de change	0,4	0,1	0,2
Variation de l'endettement net :	39,4	6,8	-28,5
- Endettement confirmé	62,0	2,8	-0,1
- Disponibilités et autres concours bancaires courants	-22,6	4,0	-28,4
Endettement net à la clôture (note 16.2)	113,0	73,3	66,4

(1) Dont acquisition titres AB bioMérieux -68,7 M€, souscription augmentation de capital de HK Investment -3,6 M€

(2) Dont acquisition titres BTF -11,6 M€, souscription augmentation de capital de bioMérieux Afrique du Sud -8 M€

(3) Dont acquisition titres Relia -6,8 M€

(4) Dont prêt bioMérieux Espagne -10 M€

(5) Distribution de dividendes selon l'Assemblée Générale du 12 juin 2008

1. REMARQUES PRELIMINAIRES	7
1.1 NOUVELLES FILIALES	7
1.2 ACQUISITION DE SOCIETES	7
1.3 CESSIONS PARTIELLES DE TITRES DE PARTICIPATION.	7
1.4 RESTRUCTURATION BIOMERIEUX JAPON	7
1.5 ABSORPTION SNC STELHYS	7
1.6 CESSION MRC5	8
1.7 SUBVENTION ADNA	8
1.8 MESURES FISCALES	8
2. NOTES & PRINCIPES COMPTABLES	9
2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9
2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9
2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10
2.4 STOCKS	10
2.5 DISPONIBILITES	10
2.6 PROVISIONS	10
2.7 INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE	10
2.8 ECARTS DE CONVERSION	11
2.9 DIVIDENDES RECUS	11
2.10 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	11
2.11 RESULTAT PAR ACTION	11
2.12 INSTRUMENTS FINANCIERS	11
2.13 TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET	11
2.14 GROUPE DE CONSOLIDATION	12
2.15 INTEGRATION FISCALE	12
3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14
5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15
5.1 FILIALES ET LES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2008	15
6. STOCKS ET EN-COURS	18
7. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	18
7.1 CREANCES RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE L'ACTIF	18
8. AUTRES CREANCES	18
8.1 DETAIL DES CHARGES COMPTABILISEES D'AVANCE	19
9. ECHEANCES DES CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES	19
10. DISPONIBILITES	19
10.1 PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTION GRATUITES	20
11. EVALUATION DES ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT	20
12. ECARTS DE CONVERSION ACTIF	20
13. CAPITAUX PROPRES	20

13.1	CAPITAL SOCIAL	20
13.2	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	21
14.	PROVISIONS REGLEMENTES	21
15.	PROVISIONS	22
15.1	PROVISIONS POUR RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES	22
15.2	PROVISIONS	22
16.	ENDETTEMENT NET	23
16.1	REFINANCEMENT DE LA DETTE	23
16.2	ECHEANCIER DE LA DETTE NETTE	23
17.	FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	23
17.1	DETTES RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN	24
17.2	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	24
17.3	ECHEANCES DES DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	24
17.4	DETAIL DES CHARGES A PAYER	24
18.	ECART DE CONVERSION-PASSIF	25
19.	POSTES DU BILAN CONCERNANT DES ENTREPRISES LIEES	25
20.	ENGAGEMENTS FINANCIERS	25
20.1	ENGAGEMENTS DONNES	25
20.2	ENGAGEMENTS REÇUS	25
20.3	INSTRUMENTS DE COUVERTURE	26
20.3.1	RISQUE DE CHANGE	26
20.3.2	RISQUE DE TAUX	27
20.4	INFORMATION EN MATIERE DE CREDIT BAIL	27
20.5	COMPLEMENTS DE RETRAITES, INDEMNITES DE DEPART ET ASSIMILEES	27
20.6	DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION	27
20.7	AUTRES ENGAGEMENTS	28
21.	VENTILATION DU CHIFFRE D' AFFAIRES	29
22.	FRAIS DE PERSONNEL	29
23.	REMUNERATION ALLOUEES AUX ORGANES DE DIRECTION	29
24.	FRAIS DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT	29
25.	FRAIS FINANCIERS NETS	30
25.1	DETAIL DES FRAIS FINANCIERS NETS	30
25.2	ECARTS DE CHANGE	30
26.	ENTREPRISES LIEES : CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS	30
27.	RESULTAT EXCEPTIONNEL	31
28.	RESULTAT ET IMPOT	31
28.1	VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES	31
28.2	RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES	31
28.3	EVOLUTION DE LA CHARGE FISCALE FUTURE	32

1. REMARQUES PRELIMINAIRES

1.1 NOUVELLES FILIALES

Courant mars 2008, la société a procédé à l'ouverture d'une filiale à Singapour. Les titres de cette société ont été souscrits pour une valeur de 0,1 M€.

bioMérieux SA a repris à bioMérieux Chine les titres de la société HK Investment Ltd, mise en place dans le cadre de la création avec la société Shanghai Kehua Bio-engineering Co., Ltd. d'une entreprise commune, basée à Shanghai (Chine), dénommée Shanghai bioMérieux Bio-engineering Co., Ltd. et dont le groupe détient (60%).

Par ailleurs, la filiale bioMérieux Moyen Orient (Dubai) a été créée en octobre 2008.

1.2 ACQUISITION DE SOCIETES

En juin 2008, bioMérieux SA a acquis la société suédoise AB Biodisk rebaptisée AB bioMérieux, pour une valeur de 68,7 M€ (643 MSEK).

Par ailleurs, en décembre 2008, la société a acquis auprès de la société SYSMEX le fonds de commerce relatif à la distribution en France des instruments de la gamme UF (50, 100, 100I et 500I) pour une valeur de 0,8 M€.

1.3 CESSIIONS PARTIELLES DE TITRES DE PARTICIPATION.

Dans le cadre de la joint-venture créée entre les sociétés bioMérieux Japon et Sysmex, bioMérieux SA a cédé à la société Sysmex 34% du capital de sa filiale au Japon, pour une valeur de 1,9 M€ (304 MJPY). Cette opération s'est traduite par la constatation d'une moins-value de cession d'un montant de 0,1 M€.

En date du 27 août 2008, bioMérieux SA a cédé pour un montant de 0,8 M€ (9,4 MZAR) à la société Litha 26% du capital de sa filiale en Afrique du sud. Cette opération qui avait été précédée par une réduction de capital de cette filiale d'un montant de 3 M€ (30 MZAR), s'est traduite par la constatation d'une moins-value de cession de 0,5 M€.

1.4 RESTRUCTURATION BIOMERIEUX JAPON

En date du 31 mars 2008, bioMérieux SA a consenti une aide à bioMérieux Japon pour un montant de 1,5 M€ (240 MJPY) destinée à couvrir les frais de restructuration de sa filiale.

1.5 ABSORPTION SNC STELHYS

En date du 18 février 2008, bioMérieux SA a absorbé par Transmission Universel de Patrimoine la société SNC STELHYS. Cette absorption s'est traduite par la constitution d'un mali de fusion qui s'élève à 0,2 M€.

1.6 CESSION MRC5

En date du 3 octobre 2008, la société a cédé à la société RD Biotech, le fonds de commerce constitué par son activité de production et de commercialisation de cellules diploïdes humaines dites "MRC5". Cette cession s'est traduite par un produit exceptionnel de 0,6 M€.

1.7 SUBVENTION ADNA

La société a reçu l'accord de l'OSEO ANVAR pour l'octroi de subventions et d'avances remboursables dans le cadre du projet ADNA "Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches Thérapeutiques".

La société a ainsi comptabilisé en 2008 une subvention de 4,2 M€.

1.8 MESURES FISCALES

Le crédit d'impôt recherche bénéficie de nouvelles dispositions de la loi de finance 2008 qui porte son taux à 30% des dépenses éligibles, contre 10% l'année précédente. Ainsi, le crédit d'impôt recherche 2008 représente 11,5 M€ contre 4,2 M€ en 2007.

2. NOTES & PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément au règlement n°99-03 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999.

2.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles correspondent à des brevets et licences amortis principalement sur une durée de 5 ans et des logiciels informatiques, amortis sur 3 à 6 ans selon leur durée probable d'utilisation.

Ces immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les immobilisations incorporelles acquises moyennant le paiement de redevances indexées sont évaluées lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise en fonction d'une estimation des redevances qui seront versées pendant la période contractuelle. Cette estimation est ensuite ajustée en fonction des redevances effectivement versées.

2.2 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de fabrication. Conformément au nouveau règlement sur les actifs, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2005, des composants sont comptabilisés et amortis distinctement dès lors qu'ils ont un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et une durée d'utilité différente de celle de l'immobilisation principale. Les seules immobilisations corporelles concernées par cette approche sont les constructions. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation retenues sont :

Matériels et outillages	3 à 10 ans
Instruments *	3 à 5 ans

**Instruments placés ou utilisés en interne*

Pour les immeubles, les durées d'amortissement sont adaptées à chaque composant :

Gros œuvre	30 à 40 ans
Second œuvre et installations	10 à 20 ans

Lors de la première application du nouveau règlement sur les actifs, en 2005, les résultats du calcul rétrospectif ont conclu à une surévaluation globale des amortissements à l'ouverture de 4,4 millions d'euros, traitée comme suit :

Reprise nette des amortissements comptables	-4,4 M€
Dotations aux amortissements dérogatoires	7,7 M€
Report à nouveau	-3,3 M€

Lorsque des événements ou modifications de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles, la valeur nette de ces actifs fait l'objet d'une analyse. Si leur valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée pour ramener les actifs à leur valeur de réalisation.

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres immobilisés sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

Une dépréciation des titres de participation est constatée dès lors que leur valeur d'utilité devient inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur est estimée en tenant compte du chiffre d'affaires, des dettes financières et des éventuels actifs technologiques et immobiliers de la participation en cause.

Les autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation si leur valeur de marché devient inférieure à leur coût d'acquisition. En particulier, la valeur de marché des titres cotés correspond au cours moyen du dernier mois de l'exercice.

Les autres immobilisations financières comprennent les actions acquises dans le cadre d'un contrat de liquidité avec une société d'investissement, destiné spécifiquement à la régulation de son cours de bourse. Les actions achetées sont évaluées au cours de bourse moyen du dernier mois de l'exercice.

2.4 STOCKS

Les stocks sont évalués au coût de revient ou à la valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure.

Les stocks de matières premières et consommables sont valorisés au prix d'achat majoré des frais accessoires selon la méthode FIFO (premier entré-premier sorti). Les stocks d'en-cours de production et de produits finis sont valorisés au coût standard de production, corrigés des écarts constatés en cours d'exercice.

2.5 DISPONIBILITES

Les disponibilités comprennent à la fois la trésorerie immédiatement disponible et les placements à court terme.

Parmi les placements à court terme figurent 172 500 actions propres dont 97 500 achetées au cours de l'exercice 2008 dans le cadre d'un plan d'actions gratuites mis en place à la suite des Assemblées Générales mixtes des 9 juin 2005 et 12 juin 2008. Conformément à l'avis du CNC du 6 novembre 2008, les actions propres affectées aux plans en cours n'ont pas été dépréciées en fonction du cours de bourse.

2.6 PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges sont établies conformément au « règlement sur les passifs » (C.R.C. 2000-06).

2.7 INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ses engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite dont l'évaluation est cependant conforme aux principes actuariels et comptables de la norme IAS 19.

2.8 ECARTS DE CONVERSION

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération établie sur la base d'un cours moyen cumulé. Les différences de changes relatives aux opérations commerciales résultant des écarts de cours entre la date d'enregistrement des opérations et la date de leurs paiements sont comptabilisées dans les rubriques correspondantes du compte de résultat (comptes d'achat et de vente).

Les créances et dettes libellées en devises sont converties sur la base des taux de change à la clôture de l'exercice ou, si une couverture a été mise en place, sur la base des taux de couverture. Les différences résultant de cette évaluation ont été inscrites en écart de conversion actif ou passif. Les écarts de conversion actifs sont provisionnés, la charge de la dotation étant comptabilisée dans les comptes d'achats ou de ventes lorsque la dette ou la créance concerne une opération commerciale.

Les gains et pertes de change latents sont compensés lorsqu'ils concernent une même devise, un même tiers et des échéances voisines.

2.9 DIVIDENDES RECUS

Les dividendes reçus sont enregistrés pour leur montant net des retenues à la source imposées par les pays d'origine.

2.10 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.11 RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action (résultat de base) est obtenu en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

2.12 INSTRUMENTS FINANCIERS

La société n'utilise des instruments financiers qu'à des fins de couverture, pour réduire les risques résultant des fluctuations des cours de change et des taux d'intérêt, qu'ils portent sur des actifs ou des passifs existant à la clôture de l'exercice ou sur des transactions futures.

2.13 TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT NET

Le tableau de variation de l'endettement net explique les variations de l'endettement, c'est-à-dire de l'ensemble des emprunts et dettes financières, quelle que soit leur échéance, diminué des disponibilités et concours bancaires courants.

Il distingue :

- les flux liés aux opérations,
- les flux liés aux investissements,
- les flux relatifs aux fonds propres.

La capacité d'autofinancement de l'exercice correspond à la somme du résultat net, des dotations aux amortissements, des dotations nettes aux provisions (provisions pour dépréciation et provisions pour risques et charges) sous déduction des plus ou moins-values sur cession d'immobilisations.

2.14 GROUPE DE CONSOLIDATION

La Société établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels des filiales sont intégrés globalement lorsque bioMérieux en détient le contrôle effectif et par mise en équivalence lorsque la Société a une influence notable.

La société entre dans le périmètre de consolidation par intégration globale de la société Mérieux Alliance S.A. (17 rue Bourgelat, 69002 - Lyon)

2.15 INTEGRATION FISCALE

Depuis le 1^{er} janvier 2005, la société bioMérieux S.A. est la société mère du groupe d'intégration fiscale constitué par elle-même et la société S.A.S. bioMérieux INTERNATIONAL.

3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

COMPOSITION <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements & dépréciations	Valeur nette 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2007	Valeur nette 31/12/2006
Brevets, technologies	31,3	19,7	11,6	14,6	19,0
Logiciels	21,9	19,2	2,7	3,0	2,4
Fonds de commerce	11,3	0,0	11,3	10,5	10,5
Avances et acomptes	6,2	0,0	6,2	4,8	3,2
Autres	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0
Total	71,0	39,2	31,8	32,9	35,1

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements & dépréciations	Valeur nette
31 DECEMBRE 2006	62,1	27,0	35,1
Acquisitions / Augmentations	5,0	6,7	-1,7
Cessions / Diminutions	-0,6	-0,1	-0,5
31 DECEMBRE 2007	66,5	33,6	32,9
Acquisitions / Augmentations	5,8	6,6	-0,8
Cessions / Diminutions	-1,3	-1,0	-0,3
31 DECEMBRE 2008	71,0	39,2	31,8

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

COMPOSITION <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements & dépréciations	Valeur nette 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2007	Valeur nette 31/12/2006
Terrains	8,2	0,3	7,9	7,0	7,0
Constructions	139,9	72,4	67,5	70,6	68,6
Matériels et outillages	112,6	84,7	27,9	26,2	24,6
Instruments immobilisés	43,8	34,4	9,4 (a)	11,2 (a)	10,5 (a)
Autres immobilisations	21,7	16,0	5,7	5,7	5,6
Immobilisations en-cours	7,0	0,0	7,0	1,3	2,1
Avances et acomptes	4,8	0,0	4,8	3,9	2,0
Total	338,0	207,8	130,2	125,9	120,4

(a) Les instruments immobilisés sont, pour la plus grande partie, installés chez des tiers

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Amortissements & dépréciations	Valeur nette
31 DECEMBRE 2006	303,2	182,8	120,4
Acquisitions / Augmentations	26,7	20,7	6,0
Cessions / Diminutions	-9,7	-9,2	-0,5
31 DECEMBRE 2007	320,2	194,3	125,9
Acquisitions / Augmentations	26,1	21,5	4,6
Cessions / Diminutions	-8,3	-8,0	-0,3
31 DECEMBRE 2008	338,0	207,8	130,2

5. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

COMPOSITION <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Provisions	Valeur nette 31/12/2008	Valeur nette 31/12/2007	Valeur nette 31/12/2006
Titres de participation	288,0	57,5	230,5	166,9	170,2
Autres titres immobilisés	9,5	8,0	1,5	2,3	4,3
Créances rattachées	54,8	0,0	54,8	51,0	36,8
Autres	2,3 (a)	0,0	2,3	1,6	1,1
Total	354,6	65,5	289,1	221,8	212,4

(a) Dont 18 931 actions propres, pour un montant de 1 080 173 euros et 40 Sicav CA AM pour un montant de 864 960 euros détenues au 31 décembre 2008 dans le cadre d'un mandat donné à la société Crédit Agricole Cheuvreux (cf note 2.3).

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
31 DECEMBRE 2006	245,3	32,9	212,4
Acquisitions / Augmentations	59,3	35,7 (a)	23,6
Cessions / Diminutions	-19,0	-4,8	-14,2
31 DECEMBRE 2007	285,6	63,8	221,8
Acquisitions / Augmentations	91,1	4,5	86,6
Cessions / Diminutions	-22,2	-2,8	-19,4
31 DECEMBRE 2008	354,6	65,5	289,1

(a) Dont dépréciation des titres bioMérieux bv 34,4 M€.

5.1 FILIALES ET LES PARTICIPATIONS AU 31 DECEMBRE 2008

Voir tableau ci-après.

	Capital		Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de détention en %	Valeur d'inventaire des titres détenus avant dépréciation	Valeur d'inventaire des titres détenus après dépréciation	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Chiffres d'affaires total du dernier exercice	Bénéfices nets ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
	(Devises en millions)		(Devises en millions)		(En millions d'euros)	(En millions d'euros)	(En millions d'euros)	(Devises en millions)	(Devises en millions)	(En millions d'euros)	
A - FILIALES (50 % au moins du capital détenu par bioMérieux) :											
. AB bioMérieux	SEK	0,2	132,0	100,0%	68,7	68,7	1,4	80,7	56,6		17/06/08 - 31/12/08
. ABG Stella	USD	0,0	418,8	100,0%	55,5	55,5		589,6	118,7	38,1	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Afrique Occidentale	EUR	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1		0,1	0,0		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Argentine	ARS	0,5	14,1	100,0%	5,4	5,0		45,5	3,6		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Colombie	COP	0,5	9,0	100,0%	2,2	2,2		27,7	0,4	0,2	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Brésil	BRL	48,8	-6,6	100,0%	24,0	24,0		83,7	-0,8		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Allemagne	EUR	3,5	4,7	100,0%	3,8	3,8		58,6	2,9	2,0	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Autriche	EUR	0,1	0,0	100,0%	0,1	0,1	2,4	16,0	-0,1	0,9	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Belgique	EUR	0,3	2,7	100,0%	0,3	0,3	0,5	23,3	1,1	1,4	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Chili	CLP	1 686,6	646,7	100,0%	3,1	3,1		5 356,6	138,5		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Corée	KRW	1 000,0	1 189,0	100,0%	0,7	0,7		24 243,2	-372,3	0,3	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Danemark	DKK	0,5	4,9	100,0%	0,5	0,5		38,8	2,0	0,2	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Finlande	EUR	0,0	0,2	100,0%	0,1	0,1	0,3	3,7	0,1		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Grèce	EUR	2,0	0,3	100,0%	4,1	4,1		15,8	0,0		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Bénélux BV	EUR	0,0	3,7	100,0%	0,1	0,1	1,2	32,7	1,3	2,0	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Chine	HKD	1,5	66,4	100,0%	4,6	4,6		370,0	20,1	1,3	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Hongrie	HUF	3,0	23,8	100,0%	0,0	0,0		6,4	7,0		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux HK Investment LTD	HKD	41,2	-2,6	100,0%	3,6	3,6		0,0	-2,6		04/08/08 - 31/12/08
. bioMérieux Inde	INR	60,8	-8,5	100,0%	1,4	1,4		828,1	21,0		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Italie	EUR	9,0	15,3	100,0%	12,8	12,8	20,5	95,0		1,5	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Japon	JPY	0,5	-1,4	66,0%	3,9	1,8	6,4	4,5	-0,2		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Espagne	EUR	0,2	15,9	100,0%	0,3	0,3	10,8	57,4	1,8		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Moyen-Orient	AED	0,1	-0,1	100,0%	0,0	0,0	0,1		-0,1		15/10/08 - 31/12/08
. bioMérieux Norvège	NOK	2,8	2,8	100,0%	0,3	0,3		42,0	2,0	0,3	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Pologne	PLN	0,4	40,7	100,0%	1,5	1,5		100,5	8,3	2,4	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Portugal	EUR	1,6	8,5	100,0%	2,0	2,0	0,8	19,9	1,1	1,1	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux République Tchèque	CZK	0,2	9,4	100,0%	0,0	0,0	0,8	128,3	-2,0	0,2	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Russie	USD	0,3	-1,3	100,0%	0,2	0,0		13,5	-0,8		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Russie OOO	RUB	5,7	-13,5	100,0%	0,2	0,2			-13,5		05/09/08 - 31/12/08
. bioMérieux Suède	SEK	0,5	6,0	100,0%	0,2	0,2	0,3	53,9	3,5	0,1	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Suisse	CHF	0,4	2,8	100,0%	0,6	0,6		26,7	1,8	0,9	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Thaïlande	THB	35,0	47,9	100,0%	0,9	0,9		294,4	6,7		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Turquie	EUR	3,3	22,0	100,0%	2,7	2,7		36,8	6,5	1,2	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Angleterre	GBP	0,0	6,8	100,0%	1,2	1,2		32,4	1,7	1,1	01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux BV	EUR	22,7	-28,2	100,0%	53,3	0,0	1,5	30,0	1,9		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Singapour	SGD	0,1	0,1	100,0%	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1		16/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux International SAS	EUR	0,0	0,0	100,0%	0,1	0,0		1,3	0,0		01/01/08 - 31/12/08
. BTF	AUD	4,1	-0,9	100,0%	11,9	11,9		6,9	0,2		01/01/08 - 31/12/08
. South Africa	ZAR	50,0	13,8	74,0%	3,7	3,7	2,3	221,9	13,8		01/01/08 - 31/12/08
. bioMérieux Algérie	DZD	58,0	-6,5	100,0%	0,6	0,6		0,0	-8,3		01/01/08 - 31/12/08
TOTAL FILIALES					274,7	218,8					

	Capital		Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de détention en %	Valeur d'inventaire des titres détenus avant dépréciation	Valeur d'inventaire des titres détenus après dépréciation	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Chiffres d'affaires total du dernier exercice	Bénéfices nets ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
B - PARTICIPATION (5 à 50 % du capital détenu par bioMérieux)											
. Théra conseil	EUR	0,3	0,2	1,8%	0,0	0,0		1,6	0,0		01/01/07 - 31/12/07
. Bergerie Combe aux Loups	EUR	0,1	0,6	20,0%	0,0	0,0		3,4	0,0		01/01/07 - 31/12/07
. Inodiag	EUR	0,1	0,0	1,8%	0,9	0,0		0,8			01/01/07 - 31/12/07
. Exonhit	EUR	0,4	9,3	5,2%	4,2	4,2		4,2	-8,9		01/01/08 - 31/12/08
. GeNeuro	CHF	0,4	10,7	9,8%	0,1	0,1		0,1	1,6		01/01/08 - 31/12/08
. Relia diagnostic systems Inc	USD	0,0	2,4	15,0%	6,8	6,8					
. Labtech LTD	USD	11,5	1,4	9,8%	1,3	0,6		2,3	0,7		01/07/07 - 30/06/08
TOTAL TITRES DE PARTICIPATION					13,3	11,7					
C - AUTRES TITRES											
. Sofinnova Ventures II NV	USD	0,5	-0,5	1,0%	0,0	0,0		N/A	0,0		01/01/08 - 31/12/08
. Europroteome AG	EUR			8,8%	2,0	0,0					01/01/08 - 31/12/08
. Sofinnova IV	USD	70,6	-64,9	0,6%	0,2	0,0		N/A	-0,3		En cours de liquidation
. Dynavax	USD	0,0	9,8	1,0%	2,4	0,1		25,1	-23,9		01/01/08 - 30/09/08
. Oscient Pharma	USD	1,4	-82,1	0,2%	3,5	0,0		60,4	-53,2		01/01/08 - 30/09/08
. Avesthagen	INR	42,1	1 360,4	3,8%	1,4	1,4		332,3	-1 41,2		01/04/07 - 31/03/08
TOTAL AUTRES TITRES					9,6	1,5					
TOTAL GENERAL					297,5	232,0					

6. STOCKS ET EN-COURS

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Matières premières	23,1	22,3	19,9
En cours de production	23,0	21,6	20,6
Produits finis et marchandises	43,3	38,2	33,7
Total valeur brute	89,4 (a)	82,1	74,2
Dépréciation	-6,2	-5,3	-7,0
Total valeur nette	83,2	76,8	67,2

(a) Dont valeur brute des stocks liés à l'instrumentation : 21,7%
Dont stocks contrôlés enregistrés conformément au nouveau règlement sur les actifs 2,7 M€.

7. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients	186,9	165,8	152,6
Dépréciation	-0,9	-0,9	-0,9
Valeur nette	186,0	164,9	151,7

7.1 CREANCES RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DE L'ACTIF

Créances représentées par des effets de commerce <i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients et comptes rattachés	0,6	0,3	0,6
Total	0,6	0,3	0,6

8. AUTRES CREANCES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes	0,8	1,0	1,1
Charges constatées d'avance	3,7	3,4	5,3
Autres créances d'exploitation	17,4	9,6	8,4
Total valeur brute	21,9	14,0	14,8
Dépréciation	-0,5	0,0	0,0
Valeur nette créances d'exploitation	21,4	14,0	14,8
Autres créances hors exploitation	13,4	12,6	5,6
Total valeur brute	13,4	12,6	5,6
Dépréciation	0,0	0,0	-0,8
Valeur nette créances hors exploitation	13,4	12,6	4,8

8.1 DETAIL DES CHARGES COMPTABILISEES D'AVANCE

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Inscrites dans les achats	0,0	0,0	0,1
Inscrites dans les services extérieurs et autres	3,2	2,0	3,0
Inscrites dans les charges de gestion	0,5 (a)	1,4	2,2
Total	3,7	3,4	5,3

(a) Dont redevances sur concessions de brevets 0,5 M€.

9. ECHEANCES DES CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES

<i>Valeur nette en millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Clients	186,0	164,9	151,7
- Créances à moins d'un an	182,5	162,8	148,5
- Créances à plus d'un an	3,5	2,1	3,2
Autres créances d'exploitation	21,4	14,0	14,8
- Créances à moins d'un an	20,7	13,3	13,2
- Créances à plus d'un an	0,7	0,7	1,6
Créances hors exploitation	13,4	12,6	4,8
- Créances à moins d'un an	13,0	12,3	4,8
- Créances à plus d'un an	0,4	0,3	0,0

10. DISPONIBILITES

Les disponibilités comprennent la trésorerie disponible et les placements à court terme.

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Placements de trésorerie (a)	24,4	30,9	11,3
Disponibilités	1,6	2,6	2,4
Total	26,0	33,5	13,7

(a) Détail des placements de trésorerie

	2008	2007	2006
Libellé	172 500 actions propres	120 900 actions propres	78 800 actions propres
Montant net	11,1 M€	7 M€	3,7 M€
Classification	Actions	Actions	Actions
Code Isin	FR0010096479	FR0010096479	FR0010096479
Libellé	Certificats dépôt	Certificats dépôt	Certificats dépôt
Montant	11,3 M€	18,9 M€	7,6 M€
Classification	Monétaire euro	Monétaire euro	Monétaire euro
Code Isin	N/A	N/A	N/A
Libellé	Sicav CAAM COR	Sicav BFP	
Montant	2 M€	5 M€	
Classification	Monétaire euro	Monétaire euro	
Code Isin	FR0010251660	N/A	

10.1 PLAN D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

	Plans d'attribution gratuite d'actions	
Société	bioMérieux SA	bioMérieux SA
Date de l'AG mixte (délégation donnée au conseil)	09-juin-05	12-juin-08
Nombre d'actions susceptibles d'être attribuées	1% du capital (394 537)	200 000
Bénéficiaires	Mandataires sociaux / Salariés	
Conditions d'acquisition des droits	Durée de présence 2 ans	
Période d'incessibilité	Conservation pendant 2 ans à partir de l'acquisition	
Nombre d'actions attribuées en 2008	15 000	10 000
Nombre d'actions cumulées au 31/12/2008	286 000	10 000
Nombre d'actions effectivement remises en 2008	160 500	0
Nombre d'actions effectivement remises cumulé au 31/12/2008	198 500	10 000
Nombre d'actions annulées en 2008	0	0
Nombre d'actions restant à remettre au 31/12/2008	87 500	10 000
Nombre d'actions restant à attribuer au 31/12/2008	0	190 000

Compte tenu des 172 500 actions déjà acquises au 31 décembre 2008 par bioMérieux SA, l'ensemble du plan d'attribution est couvert au 31 décembre 2008.

11. EVALUATION DES ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

Il n'existe pas de différence d'estimation significative entre l'évaluation au bilan et la valeur du marché de ces éléments.

12. ECARTS DE CONVERSION ACTIF

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Sur dettes d'exploitation	0,1	0,0	0,0
Sur dettes financières	0,1	0,4	0,0
Sur créances commerciales	3,7	1,1	0,7
Sur créances hors exploitation	1,0	0,0	0,0
Total	4,9	1,5	0,7

13. CAPITAUX PROPRES

13.1 CAPITAL SOCIAL

Au 31 Décembre 2008, le capital social, d'un montant de 12 029 370 euros, est composé de 39 453 740 actions, dont 25 314 590 portent un droit de vote double. La référence à la valeur nominale de l'action a été supprimée par décision de l'Assemblée Générale du 19 mars 2001. Il n'existe aucun droit ou titre à caractère dilutif en cours de validité au 31 décembre 2008.

Au cours de l'exercice 2008, il n'y a eu aucun mouvement sur le nombre d'actions en circulation.

Au 31 décembre 2008, la Société détient :

- 18 931 actions d'autocontrôle dans le cadre du contrat d'animation de son titre délégué à un prestataire externe (cf note 5). Au cours de l'exercice 2008, elle a acheté 114 506 actions propres et en a cédé 98 021.
- 172 500 actions d'autocontrôle destinées en partie à l'attribution gratuite d'actions autorisée par l'Assemblée Générale mixte du 9 juin 2005.

13.2 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves & Report à Nouveau	Provisions réglementées	Subventions	Total
31 DECEMBRE 2006	12,0	63,5	257,4	25,1	0,1	358,1
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	33,2	0,0	0,0	33,2
Distribution de dividendes	0,0	0,0	-29,9	0,0	0,0	-29,9
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5
31 DECEMBRE 2007	12,0	63,5	260,7	26,6	0,1	362,9
Résultat de l'exercice	0,0	0,0	78,7	0,0	0,0	78,7
Distribution de dividendes	0,0	0,0	-29,8	0,0	0,0	-29,8
Autres mouvements	0,0	0,0	0,0	1,9	0,0	1,9
31 DECEMBRE 2008	12,0	63,5	309,6	28,5	0,1	413,7

PROVISIONS REGLEMENTES

<i>En millions d'euros</i>	Amortissements dérogatoires	Provisions pour hausse de prix	Total
31 DECEMBRE 2006	24,1	1,0	25,1
Dotations	5,6	0,3	5,9
Reprises	-4,2	-0,2	-4,4
31 DECEMBRE 2007	25,5	1,1	26,6
Dotations	5,9	0,4	6,3
Reprises	-4,2	-0,2	-4,4
31 DECEMBRE 2008	27,2	1,3	28,5

15. PROVISIONS

<i>En millions d'euros</i>	Autres avantages au personnel	Garanties données (a)	Autres provisions	Total
31 DECEMBRE 2006	6,2	0,6	21,3	28,1
Dotations	0,3	0,5	21,5	22,3
Reprises avec objet	0,0	-0,6	-3,9	-4,5
Reprises sans objet	0,0	0,0	-11,5	-11,5
Dotations nettes	0,3	-0,1	6,1	6,3
31 DECEMBRE 2007	6,5	0,5	27,4	34,4
Dotations	0,7	1,0	13,2	14,9
Reprises avec objet	-0,5	-0,5	-12,2	-13,2
Reprises sans objet	0,0	0,0	-3,6	-3,6
Dotations nettes	0,2	0,5	-2,6	-1,9
31 DECEMBRE 2008	6,7	1,0	24,8 (b)	32,5

(a) Estimation des coûts afférents à la garantie contractuelle des instruments vendus sur la période résiduelle de l'engagement.

(b) Dont provisions pour litiges 2 M€. Par souci de confidentialité, la répartition par litige n'est pas communiquée.

15.1 PROVISIONS POUR RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES

Ces provisions supportent notamment une provision pour primes de médailles du travail qui s'élève à 6,5 M€ et qui est calculée conformément à la norme IAS 19. Les hypothèses actuarielles retenues pour sa détermination tiennent compte de l'ancienneté du personnel, d'un taux de rotation et d'espérance de vie du personnel, d'un taux de progression des salaires de 3,5% ainsi que d'un taux d'actualisation de 5,5%.

PROVISIONS

La Société est partie à un certain nombre de litiges qui relèvent du cours normal de son activité et dont le plus important est résumé ci-après. Elle ne pense pas que ces litiges auront une influence significativement défavorable sur la continuité de son exploitation. Les risques identifiés font l'objet de provisions dès lors qu'ils peuvent être évalués avec une précision suffisante. La provision pour litiges, intégrant notamment le litige DBV, couvrant l'ensemble des contentieux dans lesquels la Société est impliquée, s'élève à 2 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Litige D.B.V.

Dans la foulée des décisions favorables rendues en 2007, la Cour de Cassation a rejeté le 3 juin 2008 la recevabilité du pourvoi engagé par les sociétés DBV et International Microbio contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 14 juin 2007, clôturant ainsi définitivement la partie française de ce litige, concernant un brevet de D.B.V. portant sur le diagnostic des mycoplasmes.

Ces décisions, ainsi que l'évolution des contentieux également initiés par DBV en Espagne et en Italie, ont conduit la Société à reprendre la provision relative à ce litige à hauteur de 3,3 M€ en 2008, dont 3 M€ en « résultat exceptionnel ».

16. ENDETTEMENT NET

16.1 REFINANCEMENT DE LA DETTE

BioMérieux SA bénéficie d'un prêt syndiqué d'un montant de 260 M€, d'une durée de 7 ans (janvier 2013), remboursable in fine pour 100% du montant. Il est soumis à des clauses d'exigibilité anticipée.

Au 31 décembre 2008, cette ligne de crédit fait l'objet d'un tirage pour un montant de 65 M€.

16.2 ECHEANCIER DE LA DETTE NETTE

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
A plus de cinq ans	0,0	0,0	0,5
Entre un an et cinq ans (a)	69,4	8,5	7,0
Total des dettes à plus d'un an	69,4	8,5	7,5
A moins d'un an	69,6	98,2	72,6
Total des dettes financières	139,0	106,7	80,1
Placements de trésorerie (b)	-24,4	-30,9	-11,3
Disponibilités	-1,6	-2,6	-2,4
Endettement net	113,0	73,2	66,4

(a) Dont prêt syndiqué 65 M€

(b) La valeur comptable des placements de trésorerie est identique à leur valeur de marché

17. FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Fournisseurs	113,9	103,3	81,6
Dettes fiscales et sociales	61,0	56,1	53,6
Produits constatés d'avance	2,6	3,6	2,5
Autres dettes	8,4	5,3	5,6
Autres dettes d'exploitation	72,0	65,0	61,7
Dettes sur immobilisations	12,6	10,5	8,8
Dettes fiscales	0,0	0,0	1,9
Dettes hors exploitation	12,6	10,5	10,7

17.1 DETTES RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Dettes représentées par des effets de commerce			
<i>En millions d'euros</i>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10,0	9,5	12,1
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4,9	1,6	2,7
Autres dettes	0,1	0,1	0,1
Total	15,0	11,2	14,9

17.2 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Il s'agit principalement de contrats de location et d'entretien de matériels facturés d'avance.

17.3 ECHEANCES DES DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Fournisseurs			
Dettes à moins d'un an	113,9	103,3	81,6
Total	113,9	103,3	81,6
Autres dettes d'exploitation			
Dettes à moins d'un an	70,9	64,0	58,4
Dettes à plus d'un an	1,1	1,0	3,3
Total	72,0	65,0	61,7
Dettes hors exploitation			
Dettes à moins d'un an	12,6	10,5	10,7
Total	12,6	10,5	10,7

17.4 DETAIL DES CHARGES A PAYER

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts et dettes financières diverses	0,2	0,1	0,2
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32,8	36,7	17,7
Dettes fiscales et sociales	44,1	42,2	40,2
Autres dettes d'exploitation	3,6	3,9	4,7
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0,7	1,9	2,6
Total	81,4	84,8	65,4

18. ECART DE CONVERSION-PASSIF

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Sur dettes d'exploitation	1,2	0,2	0,2
Sur créances commerciales	0,9	0,3	0,2
Sur créances financières	0,1	0,1	0,0
Sur dettes financières	0,1	0,5	0,1
Total	2,3	1,1	0,5

19. POSTES DU BILAN CONCERNANT DES ENTREPRISES LIEES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Total immobilisations financières	344,8	276,1	272,3
Créances d'exploitation	130,6	110,5	101,6
Créances Hors exploitation	3,8	0,2	0,0
Total créances	134,4	110,7	101,6
Dettes d'exploitation	54,5	52,1	34,1
Dettes hors exploitation	0,5	0,2	0,0
Dettes financières	65,1	94,8	69,0
Total dettes	120,1	147,1	103,1

20. ENGAGEMENTS FINANCIERS

20.1 ENGAGEMENTS DONNES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Avals, cautions et garanties dont entreprises liées 33,7 M€	34,4	30,2	47,0
Crédit bail et loyers	8,4	8,7	10,0
Total	42,8	38,9	57,0

20.2 ENGAGEMENTS REÇUS

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Avals, cautions et garanties, dont entreprises liées 0 M€	0,4	0,3	0,1
Lignes de crédit ouvertes auprès d'un syndicat de banque dont 65 M€ utilisés au 31 décembre 2008	260,0	260,0	260,0
Total	260,4	260,3	260,1

20.3 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

20.3.1 Risque de change

Les instruments de couverture utilisés sont affectés à des créances ou des dettes commerciales ou financières.

Les gains ou pertes de change potentiels sur ces instruments de couverture, évalués à partir des cours au 31 décembre 2008, sont portés au bilan quand ils concernent des instruments de couverture affectés à des créances ou des dettes.

Les couvertures en place au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

- Ventes à terme s'élevant à 38,3 M€ destinées à la couverture des créances commerciales.
- Ventes à terme s'élevant à 13,6 M€ destinées à la couverture des créances financières.
- Achats à terme en couverture de dettes financières pour 53,9 M€.

Par ailleurs, des opérations de couvertures de change ont été mises en place pour couvrir des positions budgétaires de l'exercice 2009. Le montant net de ces couvertures à terme s'élève à 137 M€.

La valeur de marché au 31 décembre 2008 de l'ensemble de ces couvertures budgétaires représente un gain latent de 8,6 M€.

Enfin des opérations de couverture ont été mises en place pour couvrir le résultat des filiales étrangères. Le montant de ces couvertures s'élève à 51,8 M€ et représente au 31 décembre 2008 une perte latente de 2,1 M€.

A titre indicatif, le chiffre d'affaires a été réalisé dans les devises suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	2008		2007		2006	
	12 mois	%	12 mois	%	12 mois	%
Zone Euro	386,0	64%	372,0	67%	375,4	71%
Autres						
Dollars US	105,6	18%	92,7	17%	78,1	15%
Livres anglaises	22,2	4%	22,1	4%	14,9	3%
Zloty polonais	15,9	3%	13,4	2%	13,9	3%
Francs suisses	10,3	2%	8,8	2%	8,9	2%
Réal brésilien	10,0	2%	0,0	0%	0,0	0%
Livres turques	8,9	1%	8,5	2%	0,0	0%
Autres Devises	40,2	7%	35,3	6%	39,3	6%
Total	599,2	100%	552,9	100%	530,5	100%

20.3.2 Risque de taux

Au 31 décembre 2008 il n'y a pas de contrat de SWAP de taux en cours.

20.4 INFORMATION EN MATIERE DE CREDIT BAIL

<i>En millions d'euros</i>	Valeur	Redevances (a)		Dotation aux amortissements (a)	
		exercice	cumulées	exercice	cumulées
Terrain	0,8	0,1	0,6	0,0	0,0
Constructions	11,4	0,9	8,9	0,6	5,7
Total	12,2	1,0	9,5	0,6	5,7

<i>En millions d'euros</i>	Redevances restant à payer				Valeur résiduelle
	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total	
Terrains	0,1	0,1	0,0	0,2	0,6
Constructions	0,8	0,8	0,0	1,6	4,6
Total	0,9	0,9	0,0	1,8	5,2

(a) Crédit-bail en-cours au 31 décembre 2008

20.5 COMPLEMENTS DE RETRAITES, INDEMNITES DE DEPART ET ASSIMILEES

Une évaluation actuarielle des engagements a été effectuée au 31 décembre 2008 tenant compte :

- des probabilités de départ du personnel salarié et de mortalité,
- d'une estimation d'évolution des salaires de 3,5% l'an,
- d'une hypothèse de départ à la retraite entre 62 et 63 ans pour une durée complète d'activité professionnelle ouvrant droit à la retraite au taux plein,
- d'un taux d'actualisation de 5,5%.

L'engagement ressort à 14,4 M€. Il est partiellement couvert par un fonds d'assurance capitalisant des primes annuelles. Le solde non couvert de 3,9 M€ n'est pas provisionné dans les comptes annuels.

Au 31 décembre 2008 cet engagement est composé des éléments suivants :

- Indemnités conventionnelles de fin de carrière 13,9 M€
- Autres engagements..... 0,5 M€

20.6 DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

L'estimation au 31 décembre 2008 de l'engagement de bioMérieux SA envers ses salariés dans le cadre du Droit Individuel à la Formation représente un volume maximum de 224 675 heures.

20.7 AUTRES ENGAGEMENTS

- Les engagements donnés relatifs à différents contrats de recherche s'élevaient à 29 M€ au 31 décembre 2008.
- bioMérieux SA dispose d'une option d'achat de 35% du capital social de Relia Diagnostic System LLC. Cette option sera valorisée sur la base de dire d'experts et est exerçable en une fois, à l'issue d'une période de 3 ans à compter de la date de première prise de participation par bioMérieux.
- bioMérieux SA est partenaire d'un programme de recherche coordonné par la société Mériex Alliance, associant les sociétés bioMérieux, Transgène, Genosafe et l'association Genethon et dont l'objet est de développer une nouvelle génération de diagnostics et de thérapies centrée sur les cancers, les maladies infectieuses et génétiques. Ce programme est désigné "ADNA" ("Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques"). Il est aidé par l'Agence de l'Innovation Industrielle. Dans ce cadre, bioMérieux SA s'est engagé dans la réalisation de travaux de recherche et développement à hauteur de 136,5 M€ couvrant la période 2007 à 2017. En contrepartie, bioMérieux SA recevra des subventions et des aides remboursables pour des montants pouvant atteindre respectivement 19,4 M€ (dont 1,7 M€ au titre de l'exercice 2007) et 23,1 M€. En cas de succès, bioMérieux SA devra rembourser les aides remboursables proportionnellement à son chiffre d'affaires (2%) puis verser un intéressement jusqu'en 2027 ou 2029 selon les projets (1% à 2% du chiffre d'affaires selon les projets). La convention d'aide a été avalisée par les autorités européennes le 22 octobre 2008. A ce titre la société a perçu en février 2009 les sommes de 3,4 M€ de subvention et 0,1 M€ d'aide remboursable.
- Dans le cadre du rachat de la participation de CEA-Industrie dans la société Apibio en décembre 2004, bioMérieux SA a accordé à CEA-Industrie une clause d'intéressement, couvrant les exercices 2010 à 2014, s'élevant à 3,5% du chiffre d'affaires qui sera réalisé avec les produits mettant en œuvre la technologie Apibio (MICAM et OLISA principalement). Cet intéressement est plafonné à 1,1 M€.
- Faisant utilisation de la délégation accordée par l'Assemblée générale mixte du 9 juin 2005 et dans le cadre du plan d'attribution gratuite d'actions fixé par le Conseil d'administration, ce dernier a décidé, après consultation du Comité des rémunérations, que seraient attribuées gratuitement, sous réserve du respect par leurs bénéficiaires des conditions et critères d'acquisition, 97 500 actions. Elles seront définitivement acquises à l'issue d'une période de 2 ans se terminant entre le 6 juin 2009 et le 25 juin 2010. La société qui a acquis ces 97 500 actions au 31 décembre 2008 ne supporte aucun engagement financier.
- La Société bénéficie d'une clause de complément de prix suite à la vente de sa participation dans la société Harmonie S.A. Cette clause prévoit, pour une période de 20 ans (2026), un intéressement de bioMérieux aux produits nets issus des brevets transférés.
- Suite à des opérations d'acquisition-cession, la Société est soumise à des clauses de révision de prix dont la probabilité d'application n'a pas été jugée suffisante ou le montant n'a pas pu être établi de manière suffisamment fiable à la date de clôture.

21. VENTILATION DU CHIFFRE D' AFFAIRES

<i>En millions d'euros</i>	France	Export	Total 2008	Total 2007	Total 2006
Ventes de marchandises	13,2	54,2	67,4	63,1	60,6
Production vendue de biens	143,8	334,0	477,8	437,7	423,0
Production vendue de services	14,9	39,1	54,0	52,1	46,9
TOTAL	171,9	427,3	599,2	552,9	530,5

22. FRAIS DE PERSONNEL

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Salaires	107,7	103,6	99,3
Intéressement	8,2	6,9	5,3
Charges sociales	52,4	50,2	50,1
Total	168,3	160,7	154,7
Participation	2,6	1,0	3,2
Total	170,9	161,7	157,9
Effectif moyen	2 449	2 367	2 299
Effectif en fin d'exercice	2 513	2 395	2 351

23. REMUNERATION ALLOUEES AUX ORGANES DE DIRECTION

Le montant des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction au titre de l'exercice 2008 à raison de leurs fonctions, est constitué des jetons de présence versés aux administrateurs. Il s'élève à 284 k€ (188 k€ en 2007).

24. FRAIS DE RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Les frais de recherche & développement enregistrés sur l'exercice 2008 s'élèvent à 97,9 M€.

25. FRAIS FINANCIERS NETS

25.1 DETAIL DES FRAIS FINANCIERS NETS

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Charges financières nettes	-1,0	-1,1	-3,0
Dépréciation titres de participation	-3,8 (a)	-30,9 (b)	-20,0 (c)
Mali de fusion	-0,2	0,0	0,0
Abandon de créance	-1,5	0,0	0,0
Dividendes	55,4	40,9	53,1
Ecarts de change	-1,5	0,6	1,0
Total	47,4	9,5	31,1

(a) Dont dotation nette -1,3 M€ sur les filiales et -2,5 M€ autres que filiales

(b) Dont dotation nette -29,7 M€ sur les filiales et -1,2 M€ autres que filiales

(c) Dont dotation nette -19,8 M€ sur les filiales et -0,2 M€ autres que filiales

25.2 ECARTS DE CHANGE

Les écarts de change comptables résultent des différences entre le cours de comptabilisation et le cours de règlement (ou de clôture si le règlement n'est pas encore intervenu). Ils ne reflètent qu'une partie de l'incidence des variations monétaires.

Les écarts de change comptables relatifs aux opérations commerciales sont comptabilisés dans les rubriques correspondantes du compte de résultat. Les écarts de change affectent le compte de résultat de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Ventes	-0,4	-1,2	-1,6
Achats	-1,0	-0,3	0,1
Financier	-1,5	0,6	1,0
Total	-2,9	-0,9	-0,5

26. ENTREPRISES LIEES : CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

<i>En millions d'euros</i>	12 mois	12 mois	12 mois
Charges financières	-5,3	-4,5	-5,3
Dividendes perçus	55,4	40,9	53,1
Revenus des créances rattachées aux participations	2,5	1,9	1,8
Autres produits financiers	0,7	0,4	0,3
Total	53,3	38,7	49,9

27. RESULTAT EXCEPTIONNEL

<i>En millions d'euros</i>	Produits	Charges	Net 2008	Net 2007	Net 2006
Cessions d'immobilisations	4,5	5,2	-0,7	3,2	-1,4
Provisions réglementées	4,3	6,3	-2,0	-1,5	-1,3
Autres produits et charges exceptionnels	13,0 (a)	10,0	3,0	1,2	1,3
Total	21,8	21,5	0,3	2,9	-1,4

(a) Dont reprise dépréciation titres Altabiopharma cédés : 0,3 M€

28. RESULTAT ET IMPOT

28.1 VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES

<i>En millions d'euros</i>	2008			2007	2006
	Avant impôt	Impôt	Après impôt		
Résultat courant	78,7	1,4	80,1	30,6	65,3
Résultat exceptionnel	0,3	0,6	0,9	2,5	-1,1
Participation des salariés	-2,6	0,3	-2,3	0,1	-2,3
Résultat comptable	76,4	2,3	78,7	33,2	61,9

28.2 RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES

<i>En millions d'euros</i>	2008	2007	2006
Résultat net de l'exercice	78,7	33,2	61,8
- Impôt sur les bénéfices	-2,3	1,0	10,5
Résultat avant impôt	76,4	34,2	72,3
- Total des évaluations fiscales dérogatoires	1,9	1,5	1,3
Résultat avant impôt hors incidence des évaluations dérogatoires	78,3	35,7	73,6
Impôt sur les bénéfices	2,3	-1,0	-10,5
Impôt sur évaluations fiscales dérogatoires à 34,43%	-0,7	-0,5	-0,5
Impôt total	1,6	-1,5	-11,0
Résultat net de l'exercice hors évaluations fiscales dérogatoires	79,9	34,2	62,6

28.3 EVOLUTION DE LA CHARGE FISCALE FUTURE

<i>En millions d'euros</i>	2008	2007	2006
	Taux 34,43%	Taux 34,43%	Taux 34,43%
Amortissements dérogatoires et provisions réglementées	9,8	9,2	8,6
Total impôts différés à payer	9,8	9,2	8,6
Provisions non déductibles	-2,0	-2,6	-3,8
Impact nouvelle réglementation actifs	-0,2	-0,5	-0,7
Ecart conversion passif	-0,8	-0,4	-0,2
Etalement frais acquisition participations	-0,1	0,0	0,0
Total impôts payés d'avance	-3,1	-3,5	-4,7
Total charges futures d'impôts	6,7	5,7	3,9

B – COMPTES CONSOLIDES

Cf. document ci-joint intitulé « Rapport financier annuel 31 décembre 2008 ».



bioMérieux

**RAPPORT FINANCIER ANNUEL
31 DECEMBRE 2008**

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	5
BILAN CONSOLIDE	6
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	7
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	8
PREAMBULE.....	9
1 – PRINCIPES COMPTABLES	9
1.1 – ESTIMATIONS ET JUGEMENTS	10
1.2 – METHODES DE CONSOLIDATION	10
1.3 – DATE DE CLOTURE DES EXERCICES	10
1.4 – METHODES DE CONVERSION.....	10
1.4.1 – Conversion des états financiers des sociétés étrangères.....	11
1.4.2 – Conversion des opérations en devises.....	11
1.5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	12
1.5.1 – Frais de recherche et développement	12
1.5.2 – Autres immobilisations incorporelles	12
1.6 – ECARTS D’ACQUISITION	13
1.7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	13
1.8 – DEPRECIATION DES ELEMENTS DE L’ACTIF IMMOBILISE.....	15
1.9 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15
1.10 – STOCKS	15
1.11 – DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	16
1.12 – AVANTAGES DU PERSONNEL	16
1.12.1 – Les avantages à court terme	16
1.12.2 – Les avantages postérieurs à l’emploi.....	16
1.12.3 – Les autres avantages à long terme	17
1.13 – PROVISIONS – ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	17
1.14 – IMPOTS DIFFERES.....	18
1.15 – AUTRES CREANCES ET DETTES HORS EXPLOITATION.....	18
1.16 – PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT	18
1.16.1 – Constatation des produits courants	18
1.16.2 – Classification des charges courantes	19
1.16.3 – Autres produits et charges opérationnels non courants.....	20
1.16.4 – Charges et produits financiers	20
1.16.5 – Impôts sur les résultats.....	20
1.17 – COMPTABILISATION ET EVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS	20
1.18 – TRANSACTIONS REMUNEREES PAR DES PAIEMENTS EN ACTIONS ET ASSIMILES	22
1.19 – RESULTAT PAR ACTION	23
1.20 – TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	23
1.21 – INFORMATION SECTORIELLE	23
1.22 – ACTIONS PROPRES.....	24
2 – FAITS MARQUANTS ET EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION DES TROIS DERNIERS EXERCICES	24

2.1 – EXERCICE 2008	24
2.2 – EXERCICE 2007	26
2.2.1 – Variations de périmètre	26
2.2.2 – Faits marquants	27
2.3 – EXERCICE 2006	27
2.3.1 – Variations de périmètre	27
2.3.2 – Faits marquants	28
3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29
4 – ECARTS D'ACQUISITION	30
5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES CREANCES DE LOCATION-FINANCEMENT	31
5.1 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES – DETAIL	31
5.2 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ACQUISES EN LOCATION-FINANCEMENT	32
5.3 – CREANCES DE LOCATION-FINANCEMENT	32
6 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33
7 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	34
8 – STOCKS ET EN-COURS	35
9 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	35
10 – AUTRES CREANCES	36
11 – DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	36
12 – CAPITAL SOCIAL	37
13 – MOUVEMENTS DE LA RESERVE DE CONVERSION	37
14 – PROVISIONS – ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	38
14.1 – ENGAGEMENT DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES A LONG TERME	39
14.1.1 – Engagement de retraite : régimes à prestations définies	39
14.1.2 – Autres avantages à long terme	43
14.2 – AUTRES PROVISIONS	44
14.2.1 – Provisions pour litiges	44
14.2.2 – Provisions pour restructurations	45
14.3 – ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	45
15 – IMPOT DIFFERE	46
16 – ENDETTEMENT NET / (TRESORERIE NETTE)	47
16.1 – REFINANCEMENT DE LA DETTE	47
16.2 – ECHEANCIER DE LA DETTE FINANCIERE NETTE	48
16.3 – EXIGIBILITE ANTICIPEE DES DETTES FINANCIERES	48
16.4 – TAUX D'INTERET	48
16.5 – EMPRUNTS CORRESPONDANT A DES BIENS LOUES IMMOBILISES	49
16.5.1 – Emprunt (part en capital)	49
16.5.2 – Loyers futurs (capital et intérêt)	49
16.6 – DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT NET / (TRESORERIE NETTE) PAR DEVISE	49

16.7 – GARANTIE DES EMPRUNTS	49
17 – FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	50
18 – FRAIS DE PERSONNEL	50
19 – PAIEMENTS EN ACTIONS	51
19.1 – PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS.....	51
19.2 – PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS.....	51
20 – CHARGES DE LOCATIONS SIMPLES.....	52
21 – DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	52
22 – CHARGE FINANCIERE NETTE	52
22.1 – COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	52
22.2 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	52
22.3 – ECARTS DE CHANGE	53
23 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	53
24 – IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	54
24.1 – ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT	54
24.2 – VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT	54
25 – INFORMATION SECTORIELLE	55
26 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	58
27 – GESTION DES RISQUES.....	58
27.1 – RISQUE DE CHANGE	58
27.1.1 – Politique du Groupe.....	58
27.1.2 – Exposition au risque de change.....	59
27.1.3 – Instruments de couverture	60
27.2 - RISQUE DE CREDIT	61
27.3 – RISQUE DE LIQUIDITE.....	61
27.4 – RISQUE DE TAUX D'INTERET	61
27.5 – RISQUE DE CONTREPARTIE	61
27.6 - INSTRUMENTS FINANCIERS : ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	62
28 – ENGAGEMENTS HORS BILAN	63
29 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	64
29.1 – REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	64
29.2 – TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	64
29.3 – AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES LIEES NON CONSOLIDEES	64
30 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	64
31 – CONSOLIDATION	65
32 – LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2008.....	65

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>En millions d'euros</i>	JAN 08 DEC 08	JAN 07 DEC 07	JAN 06 DEC 06
Chiffre d'affaires (note 1.16.1)	1 110,5	1 062,8	1 036,9
Coût des ventes	-517,5	-497,0	-495,0
Marge brute	593,0	565,8	541,9
Autres produits de l'activité (note 1.16.1)	12,6	10,6	9,8
Charges commerciales	-198,9	-189,3	-186,7
Frais généraux	-87,1	-88,3	-86,0
Recherche & développement	-132,7	-131,8	-129,6
Total frais opérationnels	-418,7	-409,4	-402,3
Résultat opérationnel courant	186,9	167,0	149,4
Autres produits et charges opérationnels non courants (note 23)	-0,8	-17,1	3,1
Résultat opérationnel	186,1	149,9	152,5
Coût de l'endettement financier net (note 22.1)	-2,5	0,0	-0,9
Autres produits et charges financiers (note 22.2)	-0,8	4,7	1,8
Impôts sur les résultats (note 24)	-51,5	-55,1	-46,6
Entreprises associées (note 7)	-1,3	-1,4	-1,4
Résultat de l'ensemble consolidé	130,0	98,1	105,4
Dont part des minoritaires	0,1	0,1	0,1
Dont part du Groupe	129,9	98,0	105,3
Résultat net de base par action	3,29	2,48	2,67
Résultat net dilué par action (note 19.2)	3,29	2,48	2,67

BILAN CONSOLIDE

ACTIF <i>En millions d'euros</i>	NET 31/12/2008	NET 31/12/2007	NET 31/12/2006
ACTIFS NON COURANTS			
. Immobilisations incorporelles (note 3)	78,1	42,8	31,1
. Ecart d'acquisition (note 4)	168,0	76,9	74,8
. Immobilisations corporelles (note 5.1)	300,2	284,3	271,7
. Immobilisations financières (note 6)	16,6	17,8	14,9
. Participations dans les entreprises associées (note 7)	2,0	3,1	4,9
. Autres actifs non courants (note 5.3)	26,0	21,7	21,5
. Impôt différé actif (note 15)	21,7	20,1	24,9
TOTAL	612,6	466,7	443,8
ACTIFS COURANTS			
. Stocks et en-cours (note 8)	156,3	145,8	146,8
. Clients et comptes rattachés (note 9)	315,4	293,6	280,8
. Autres créances d'exploitation (note 10)	28,8	23,8	23,7
. Créance d'impôt exigible (note 10)	11,6	10,8	2,5
. Créances hors exploitation (note 10)	11,7	3,2	8,1
. Disponibilités et équivalents de trésorerie (note 11)	52,8	54,5	33,9
TOTAL	576,6	531,7	495,8
TOTAL ACTIF	1 189,2	998,4	939,6
PASSIF	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
CAPITAUX PROPRES			
. Capital (note 12)	12,0	12,0	12,0
. Primes	63,7	63,7	63,7
. Réserves	517,6	458,9	382,2
. Variation de la juste valeur des instruments financiers	7,1	0,6	0,9
. Réserve de conversion (note 13)	-45,6	-32,3	-7,0
. Résultat de l'exercice	129,9	98,0	105,3
TOTAL PART DU GROUPE	684,7	600,9	557,1
INTERETS MINORITAIRES	3,7	0,4	0,4
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	688,4	601,3	557,5
PASSIFS NON COURANTS			
. Emprunts & dettes financières long terme (note 16.2)	78,1	18,2	17,3
. Impôt différé passif (note 15)	25,6	12,8	5,4
. Provisions (note 14)	34,4	71,4	59,9
TOTAL	138,1	102,4	82,6
PASSIFS COURANTS			
. Emprunts & dettes financières court terme (note 16.2)	25,6	21,3	27,1
. Provisions (note 14)	38,4	7,5	17,0
. Fournisseurs et comptes rattachés (note 17)	120,2	98,1	95,8
. Autres dettes d'exploitation (note 17)	151,7	140,6	132,3
. Dette d'impôt exigible (note 17)	11,7	12,3	11,0
. Dettes hors exploitation (note 17)	15,1	14,9	16,3
TOTAL	362,7	294,7	299,5
TOTAL PASSIF	1 189,2	998,4	939,6

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>En millions d'euros</i>	JAN 08 DEC 08 12 mois	JAN 07 DEC 07 12 mois	JAN 06 DEC 06 12 mois
Résultat de l'ensemble consolidé	130,0	98,1	105,4
Dotation nette aux amortissements - provisions et autres	72,7	95,2	59,0
Ecarts latents sur la variation de la juste valeur des instruments financiers	0,2	-1,1	0,3
Résultat net sur opérations en capital	-1,9	-3,5	-6,4
Capacité d'autofinancement	201,0	188,7	158,3
Coût de l'endettement financier net	2,5	0,0	0,9
Charge d'impôt exigible	56,0	48,9	47,0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	259,5	237,6	206,2
Augmentation des stocks	-7,4	-1,4	-4,5
Augmentation des créances clients	-20,9	-18,2	-21,7
Variation des dettes fournisseurs et autres BFRE	24,3	11,2	-2,3
Augmentation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-4,0	-8,4	-28,5
Versement d'impôt	-57,6	-56,3	-53,5
Autres besoins en fonds de roulement hors exploitation	3,4	0,4	3,2
Variation des autres actifs et passifs non courants non financiers	-3,4	-2,3	-1,9
Augmentation totale du besoin en fonds de roulement	-61,6	-66,6	-80,7
Flux liés à l'activité	197,9	171,0	125,5
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-91,8	-89,7	-88,6
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7,5	8,0	8,0
Décaissements / encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-0,3	-1,1	0,8
Encaissements liés à la cession de la gamme Hémostase	1,9	2,3	33,7
Incidence des variations de périmètre	-130,6	-21,6	-18,4
Autres flux liés aux opérations d'investissements	-3,2	-1,3	
Flux liés aux activités d'investissement	-216,5	-103,4	-64,5
Rachats et reventes d'actions propres	-15,3	-5,0	-3,6
Distributions de dividendes aux actionnaires de bioMérieux S.A.	-29,8	-29,9	-18,1
Augmentation de capital souscrite par les intérêts minoritaires	2,4		
Coût de l'endettement financier net	-2,5	0,0	-0,9
Variation des dettes financières confirmées	61,5	2,5	-0,9
Flux liés aux opérations de financement	16,3	-32,4	-23,5
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	-2,3	35,2	37,5
ANALYSE DE LA VARIATION NETTE DE TRESORERIE			
Trésorerie nette à l'ouverture	36,0	8,0	-25,1
Incidence des fluctuations de change sur la trésorerie nette et équivalents de trésorerie	-2,2	-7,2	-4,4
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	-2,3	35,2	37,5
Trésorerie nette à la clôture (note 16.2)	31,5	36,0	8,0

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>En millions d'euros</i>	Part du Groupe								Part des minoritaires
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Rémuné- ration en actions	Variation de juste valeur (a)	Actions propres	Réserves de conversion	TOTAL	TOTAL
Capitaux propres au 31 décembre 2006	12,0	63,7	489,7	1,7	0,9	-3,9	-7,0	557,1	0,4
Résultat de l'exercice			98,0					98,0	0,1
Actions propres			-0,7			-3,3		-4,0	
Distributions de dividendes (b)			-29,9					-29,9	
Variation de juste valeur des instruments financiers (a)					-0,3			-0,3	
Rémunération en actions (c)			1,4	3,9				5,3	
Variation de la réserve de conversion							-25,3	-25,3	-0,1
Capitaux propres au 31 décembre 2007	12,0	63,7	558,5	5,6	0,6	-7,2	-32,3	600,9	0,4
Résultat de l'exercice			129,9					129,9	0,1
Actions propres			-9,9			-5,3		-15,2	(f)
Distributions de dividendes (b)			-29,8					-29,8	
Variation de juste valeur des instruments financiers (a)					6,5			6,5	
Rémunération en actions (c)			7,2 (d)	-1,5				5,7	
Variation de la réserve de conversion (note 13)							-13,3	-13,3	-0,5
Variation de périmètre								0,0	3,7 (g)
Capitaux propres au 31 décembre 2008	12,0	63,7	655,9 (e)	4,1	7,1	-12,5	-45,6	684,7	3,7

(a) Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture des flux de trésorerie

(b) Dividendes par action : 0,76 euro en 2007 et 2008

(c) La valeur de l'avantage lié à l'attribution gratuite d'actions est étalée sur la période d'acquisition des droits

(d) Actions définitivement remises aux bénéficiaires

(e) Dont réserves distribuables de bioMérieux SA : 370 millions d'euros. L'Assemblée générale du 11 juin 2009 prévoit de distribuer un dividende de 0,81 euro par action

(f) Montant avant impôt : 15,3 millions d'euros

(g) dont cession à Sysmex de 34% des titres de bioMérieux Japon (0,3 million d'euros)

cession à Litha de 26% des titres de bioMérieux Afrique du Sud (1 million d'euros)

souscription à hauteur de 40% du capital de Shanghai bioMérieux bio-engineering par Kehua (2,4 millions d'euros)

PREAMBULE

bioMérieux est un groupe mondial, leader dans le secteur du diagnostic *in vitro* destiné à des applications cliniques et industrielles. bioMérieux conçoit, développe, produit et commercialise des systèmes (réactifs, instruments et logiciels).

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 13 mars 2009.

Les comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires du 11 juin 2009.

1 – PRINCIPES COMPTABLES

Référentiel :

Les comptes consolidés au 31 décembre 2008 sont établis en conformité avec les règles de comptabilité et d'évaluation définies par le référentiel IFRS (normes et interprétations) et adoptées par la Commission Européenne au 31 décembre 2008. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm).

Les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables de manière obligatoire en 2008 (amendement IAS 39 et IFRS 7 -reclassement des actifs financiers-, IFRIC 11 -actions propres et transactions intragroupes-, et IFRIC 14 -plafonnement des actifs et obligation de financement minimum-) n'ont pas eu d'impact sur les comptes du Groupe.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne lorsqu'elles entrent en vigueur postérieurement à la date de clôture. Le groupe n'anticipe pas, compte tenu de l'analyse en cours, d'impact significatif sur ses capitaux propres.

La norme IFRS 8 -secteurs opérationnels-, dont l'application n'est obligatoire qu'à compter des exercices postérieurs au 31 décembre 2008, ne devrait avoir d'impact que sur l'information sectorielle donnée en annexe. Le Groupe devrait retenir comme segment d'analyse en 2009 la zone géographique, qui correspond au premier niveau d'information sectorielle défini actuellement. La mise en œuvre de cette norme devrait conduire à la réaffectation par secteur géographique des écarts d'acquisition suivis précédemment au niveau du Groupe. Le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif sur les tests de dépréciation liés à cette réaffectation.

Le Groupe n'a pas utilisé de principes comptables contraires aux normes IFRS d'application obligatoire en 2008 et non encore adoptées au niveau européen. Les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées au niveau européen, ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers.

Les comptes des diverses sociétés du Groupe, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays respectif, sont retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables retenus pour les comptes consolidés.

Changement de présentation :

Le Groupe présentait jusqu'en 2007 un tableau analysant la variation de l'endettement net consolidé. Ce tableau a été modifié pour présenter distinctement la variation de la trésorerie nette consolidée. Les informations comparatives ont été retraitées.

1.1 – ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Pour établir les comptes consolidés, il est procédé à des estimations et des hypothèses qui impactent la valeur comptable de certains éléments du bilan et du compte de résultat, dont l'évaluation et la dépréciation des actifs incorporels, y compris les écarts d'acquisition, l'évaluation et la dépréciation des immobilisations financières, les provisions, l'évaluation des engagements de retraite, les impôts différés et les paiements en actions, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces estimations et hypothèses sont revues régulièrement au vu de l'expérience passée et des autres éléments jugés pertinents au regard des conditions économiques. En conséquence, l'évolution de ces conditions pourrait se traduire par des estimations différentes dans les états financiers futurs du Groupe.

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations ont été effectuées en fonction des éléments disponibles à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture, conformément à la norme IAS 10.

1.2 – METHODES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles bioMérieux exerce un contrôle exclusif sont intégrées globalement. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de bénéficier des avantages de ses activités. Il est généralement présumé lorsque le Groupe détient plus de 50% des droits de vote de l'entreprise contrôlée.

Les sociétés dans lesquelles bioMérieux a une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans toutefois exercer un contrôle sur ses politiques. Elle est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement, entre 20% et 50% des droits de vote. La société ReLIA, détenue à 15%, a été mise en équivalence car l'influence notable est établie, du fait notamment de la nomination d'un représentant de bioMérieux au Conseil d'administration de ReLIA.

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation figure au paragraphe 32.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé (notamment les dividendes et les profits internes en stocks ou dans les immobilisations) ont été éliminés.

1.3 – DATE DE CLOTURE DES EXERCICES

Toutes les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base de leur exercice social ou, lorsque celui-ci est différent, d'une situation comptable audité établie à la date de clôture du Groupe.

1.4 – METHODES DE CONVERSION

L'euro est la monnaie fonctionnelle de bioMérieux et les états financiers consolidés sont présentés en millions d'euros.

1.4.1 – Conversion des états financiers des sociétés étrangères

La conversion des états financiers établis en devises étrangères est effectuée selon les principes suivants :

Cas général : la conversion des états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est ni l'euro, ni la monnaie d'une économie hyperinflationniste, est effectuée selon les principes suivants :

- Les comptes de bilan sont convertis en utilisant les cours officiels de change à la fin de l'exercice.
- Les éléments du compte de résultat sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.
- Les éléments du tableau de financement sont convertis en utilisant le cours moyen de l'exercice.

Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées sous la rubrique « réserve de conversion » incluse sur une ligne distincte des capitaux propres consolidés.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion comptabilisées en capitaux propres se rapportant à cette société, sont reconnues en résultat au prorata du pourcentage cédé.

Les principaux cours de conversion utilisés ont été les suivants :

Cours moyens				
1 EURO =	USD	JPY	GBP	BRL
2008	1,47	152	0,80	2,67
2007	1,37	161	0,68	2,66
2006	1,26	146	0,68	2,73

Cours de clôture				
1 EURO =	USD	JPY	GBP	BRL
2008	1,39	126	0,95	3,25
2007	1,47	165	0,73	2,61
2006	1,32	157	0,67	2,82

Cas particulier : la conversion en monnaie de fonctionnement des états financiers des filiales étrangères dont la monnaie locale n'est pas leur monnaie de fonctionnement est effectuée de la manière suivante :

- Les éléments non monétaires sont convertis au cours historique.
- Les éléments monétaires du bilan sont convertis au cours de clôture, ceux du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période.
- Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales sont enregistrées immédiatement en résultat.

Si cette monnaie de fonctionnement est différente de l'euro, la conversion en euro des états ainsi obtenus est alors effectuée comme indiqué au paragraphe « cas général ».

1.4.2 – Conversion des opérations en devises

En application de la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les transactions réalisées dans une devise étrangère à la société qui les effectue sont converties au cours du jour de l'opération. Les différences de change résultant des écarts de cours entre la date d'enregistrement de l'opération et la date de son paiement sont comptabilisées sous les rubriques correspondantes du compte de résultat (ventes et achats lorsqu'il s'agit de transactions commerciales).

Les dettes et créances en devises étrangères sont converties au cours de clôture du 31 décembre 2008, l'écart de conversion qui en résulte est passé en résultat à la clôture de l'exercice.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux principes généraux décrits dans la note 1.17 « Comptabilisation et évaluation des instruments financiers ». En conséquence, les instruments dérivés de change sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur à chaque fin de période.

Lors du passage aux normes IAS-IFRS, le Groupe avait opté pour le transfert en réserves consolidées des écarts de conversion cumulés constatés au 1^{er} janvier 2004.

1.5 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

1.5.1 – Frais de recherche et développement

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche ne sont pas immobilisés.

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être comptabilisés en immobilisations incorporelles lorsque des conditions précises, liées à la faisabilité technique et aux perspectives de commercialisation et de rentabilité, sont remplies. Compte tenu de la forte incertitude attachée aux projets de développement conduits par le Groupe, ces conditions ne sont satisfaites que lorsque les procédures réglementaires nécessaires à la commercialisation des produits ont été finalisées. L'essentiel des dépenses étant engagé avant cette étape, les frais de développement sont comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.5.2 – Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des brevets, des licences et des logiciels informatiques. Elles sont toutes à durée de vie définie. Elles sont comptabilisées initialement :

- En cas d'acquisition : pour leur coût d'acquisition.
- En cas de regroupement d'entreprises : pour leur juste valeur, déterminée à partir de l'actualisation des flux prévisionnels de trésorerie.
- En cas de production interne : pour leur coût de production pour le Groupe.

Les coûts directement attribuables à la création des logiciels développés en interne ou à l'amélioration de leurs performances sont immobilisés s'il est probable que ces dépenses généreront des avantages économiques futurs. Les autres coûts de développement sont enregistrés directement en charges de la période.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le rythme attendu de consommation des avantages économiques, principalement en mode linéaire sur une durée de 5 à 20 ans pour les brevets et les licences, et de 3 à 6 ans pour les logiciels informatiques.

Les immobilisations incorporelles figurent au bilan pour leur coût initial diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur constatées. Les amortissements sont constatés sur les différentes lignes du compte de résultat selon leur destination. Les pertes de valeur éventuellement constatées figurent en résultat sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » si elles correspondent à leur définition (cf. note 1.16.3).

1.6 – ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût des regroupements d'entreprises et la part du Groupe dans la juste valeur à la date d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables des entreprises acquises. Ils sont enregistrés dans la devise fonctionnelle des sociétés acquises. Le coût des regroupements d'entreprises intègre les frais directement liés à l'acquisition et l'incidence des clauses de révision de prix, lorsqu'une estimation fiable peut en être effectuée. Ces clauses sont actualisées le cas échéant lorsque l'impact est significatif.

Les écarts d'acquisition positifs sont identifiés sur une ligne distincte du bilan « Ecart d'acquisition ». Les écarts d'acquisition négatifs sont constatés directement en résultat.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. A la date d'acquisition, ils sont rattachés à une unité génératrice de trésorerie en fonction des synergies attendues pour le Groupe. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de pertes de valeur et leur mode de comptabilisation sont présentés dans la note 1.8 « Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé ».

Les écarts d'acquisition figurent au bilan pour leur coût diminué des éventuelles dépréciations constatées. Les pertes de valeur éventuelles sont enregistrées sur la ligne « Autres produits et charges opérationnels non courants » si elles correspondent à leur définition (cf. note 1.16.3). Elles ne sont pas réversibles sauf en cas de cession.

En accord avec les options offertes par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », la valeur nette comptable des écarts d'acquisition a été figée au 1^{er} janvier 2004, et le cumul des amortissements antérieurs à cette date a été imputé sur la valeur brute.

1.7 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites initialement au bilan pour leur coût d'acquisition ou de fabrication, ou pour leur juste valeur à la date de regroupement d'entreprises. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les réévaluations éventuellement pratiquées dans les comptes individuels sont neutralisées pour l'établissement des comptes consolidés.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées en utilisant l'approche par composant. Selon cette approche, chaque composant d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'immobilisation, et dont la durée d'utilité est différente de celle de l'immobilisation principale, doit être comptabilisé et amorti séparément. Les seules immobilisations corporelles du Groupe concernées par cette approche sont les constructions.

En cas de financement par emprunt, les coûts d'emprunt correspondants sont exclus du montant immobilisé : ils sont comptabilisés en « Coût de l'endettement financier net » dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Les coûts d'entretien courant et de réparation des immobilisations corporelles sont constatés en charge dès qu'ils sont encourus. Les autres coûts ultérieurs ne sont capitalisés que si les critères de comptabilisation sont satisfaits, notamment s'il s'agit du remplacement d'un composant identifié.

La valeur au bilan des immobilisations corporelles correspond à leur coût initial, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur constatées.

La base amortissable des immobilisations corporelles correspond au coût d'acquisition car aucune valeur résiduelle significative n'a été identifiée. Le mode d'amortissement économique retenu est le mode linéaire.

La durée d'amortissement des immobilisations corporelles est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Désignation	Durée amortissement
Matériels et outillages	3 à 10 ans
Instruments *	3 à 5 ans

* instruments mis à disposition ou utilisés en interne

Pour les immeubles, les durées d'amortissement sont adaptées à chaque composant :

Désignation	Durée amortissement
Gros œuvre	30 à 40 ans
Second œuvre et installations	10 à 20 ans

Les durées d'utilité sont revues périodiquement. L'incidence de leurs éventuelles modifications est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Lorsque des évènements ou modifications de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations corporelles, la valeur nette de ces actifs fait l'objet d'une analyse. Si leur valeur recouvrable (cf. note 1.8) est inférieure à leur valeur nette comptable, soit leur durée d'utilité est revue, soit une perte de valeur est constatée et comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels non courants » si elle correspond à leur définition (cf. note 1.16.3).

Les marges réalisées sur des ventes d'immobilisations (essentiellement des instruments) entre sociétés du Groupe font l'objet d'une élimination. Toutefois, la valeur des immobilisations n'est pas corrigée du montant de cette élimination : l'impact, non significatif au regard de la valeur de l'actif immobilisé, est inscrit en « produits constatés d'avance » (8,1 millions d'euros au 31 décembre 2008).

Contrats de location-financement

En tant que preneur : Un contrat de location est qualifié de « location-financement » lorsqu'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Les critères de qualification interviennent en fonction de la réalité économique de chaque contrat et notamment lorsque :

- Le contrat transfère la propriété du bien loué en fin de la période de location.
- Il contient une option de rachat à un prix préférentiel.
- Sa durée couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien loué.
- La valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué.
- Le bien loué est d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut le louer sans apporter de modifications majeures.

Lorsque le Groupe est locataire d'un bien selon un contrat présentant les caractéristiques d'un contrat de location-financement, la valeur vénale du bien ou, si elle est inférieure, la valeur actualisée des paiements minimaux, est immobilisée et amortie selon la durée d'utilité. La dette correspondante est alors inscrite au passif. Les loyers sont ventilés entre remboursement du capital et frais financiers.

Dans les autres cas, les contrats de location sont qualifiés de « location simple » et le loyer est constaté en charges sur une base linéaire sur la durée du contrat.

En tant que bailleur : Lorsque le Groupe met des biens à disposition de tiers dans le cadre de contrats de location présentant les caractéristiques d'une cession, ces biens sont comptabilisés comme vendus, en application de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Corrélativement, les loyers à recevoir sont comptabilisés à l'actif du bilan, en « autres actifs non courants » pour leur partie supérieure à un an et en « créances clients » pour leur partie court terme. Les produits financiers correspondants sont rattachés au résultat de la période de location des biens et sont classés en « Autres produits et charges financiers ».

1.8 – DEPRECIATION DES ELEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée de vie indéfinie, et les écarts d'acquisition, font l'objet de tests de dépréciation systématiques annuels.

Les immobilisations corporelles et incorporelles ayant une durée de vie définie font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indice de perte de valeur.

Dans ce but, les actifs ont été répartis par unité génératrice de trésorerie (UGT), correspondant en pratique aux différentes sociétés du Groupe. Les actifs ne pouvant être répartis (notamment l'écart d'acquisition constaté lors de l'acquisition de la division diagnostic d'Organon Teknika - OTD) sont testés au niveau du Groupe.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice ou d'un regroupement d'UGT est essentiellement déterminée à partir de projections actualisées des flux futurs de trésorerie d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en matière de croissance sur les 5 premières années sont conformes aux données disponibles du marché ; des hypothèses prudentes ont été retenues pour la détermination de la valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu pour ces calculs correspond essentiellement au coût moyen pondéré du capital avant impôt qui s'élevait à 7,9% en 2006, 7,7% en 2007 et 9,3% en 2008. Le Groupe a retenu un taux de croissance à l'infini compris entre -2% et 3%.

Des tests ont été effectués pour apprécier la sensibilité de la valeur recouvrable aux variations de certaines hypothèses actuarielles.

Dans le cas où ces unités ne généreraient pas une trésorerie prévisionnelle suffisante, les actifs correspondants feraient l'objet d'une provision, sauf en cas de juste valeur identifiable d'un montant supérieur.

Les pertes de valeur sont comptabilisées immédiatement au compte de résultat dans les autres charges opérationnelles non courantes si elles répondent à leur définition (cf. note 1.16.3). Dans le cas des écarts d'acquisition, elles ne peuvent faire l'objet d'une reprise.

1.9 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières incluent les titres immobilisés, les prêts et créances financiers à plus d'un an, y compris les fonds de retraite lorsqu'ils ne sont pas définitivement aliénés en vue de la couverture des engagements correspondants, et les dépôts et cautionnements. Elles sont comptabilisées et évaluées selon les règles présentées en note 1.17. Les plus et moins-values sur cession de titres sont constatées selon la méthode du FIFO.

1.10 – STOCKS

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les stocks de matières premières et consommables sont valorisés au prix d'achat majoré des frais accessoires selon la méthode FIFO (premier entré-premier sorti). Les stocks d'en-cours de production et de produits finis sont valorisés au coût standard de production, corrigé des écarts constatés au cours de la période de fabrication des produits en stocks. Le coût standard de production est calculé sur la base d'un niveau normal d'activité ; il incorpore les charges directes et indirectes de production.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans la valeur des stocks.

Une dépréciation est constatée, le cas échéant, en tenant notamment compte du prix de revente, de l'obsolescence, de la péremption, de l'état de conservation, des perspectives de ventes et, pour les pièces détachées, de l'évolution du parc correspondant d'instruments.

1.11 – DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Ils comprennent à la fois la trésorerie immédiatement disponible et les placements de trésorerie à court terme libellés en euros, liquides et soumis à un risque négligeable de perte de valeur et de contrepartie (ex : SICAV monétaires euro).

Les placements répondant à cette définition sont évalués à la clôture à leur valeur liquidative, les variations de juste valeur sont constatées en résultat (cf. note 1.17).

1.12 – AVANTAGES DU PERSONNEL

1.12.1 – Les avantages à court terme

Ils comprennent notamment les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés payés et les primes sur objectifs. Ils sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel. Les sommes non versées à la clôture de l'exercice sont constatées en « autres dettes d'exploitation ».

En l'absence de surcoût significatif identifié par le Groupe, les engagements liés au Droit Individuel de Formation (DIF) sont considérés comme des éléments hors bilan.

1.12.2 – Les avantages postérieurs à l'emploi

Ils comprennent notamment les retraites, les indemnités de départ et l'assurance médicale postérieure à l'emploi. Ils relèvent soit de régimes à cotisations définies, soit de régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies : le Groupe verse, selon les lois et pratiques de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes chargés des régimes de retraite et de prévoyance. L'obligation du Groupe est limitée au versement des cotisations. Les cotisations sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel le service est rendu par le personnel. Les sommes non versées à la clôture de l'exercice sont constatées en « Autres dettes d'exploitation ».

Régimes à prestations définies : ils correspondent aux autres régimes :

- les engagements de retraite, à titre principal ou complémentaire (principalement Etats-Unis, Allemagne et France) ainsi que les indemnités de départ à la retraite (principalement France, Japon) ;
- les régimes de couverture des frais médicaux des salariés retraités.

Les engagements sont déterminés selon la méthode des « unités de crédit projetées ». Ils tiennent compte d'hypothèses actuarielles, notamment de taux d'actualisation, de taux d'augmentation des salaires, de taux de rotation du personnel et de taux de mortalité. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	bioMérieux SA	bioMérieux Inc
Augmentation des salaires		
2008	3,50%	3,75%
2007	3,50%	3,75%
2006	3,00%	3,75%
Taux d'actualisation		
2008	5,50%	6,20%
2007	5,40%	6,00%
2006	4,50%	5,80%
Taux de rendement attendu		
2008	4,90%	8,00%
2007	4,70%	8,00%
2006	4,50%	8,00%

Afin de déterminer le taux d'actualisation, le Groupe a analysé les différents taux existants sur le marché et a retenu, en accord avec la définition d'IAS 19, une moyenne retraitée entre les indices au 31 décembre 2008 Iboxx Corporate AA et Bloomberg (Euro, Dollar et Livre Sterling).

Le taux de rendement attendu est déterminé par les actuaires à partir des anticipations et de l'historique de rendement pour des placements de même nature.

Les écarts actuariels sont différés. Ils sont amortis selon la méthode dite du « corridor », en fonction de la durée de vie active ou moyenne du personnel bénéficiant du régime.

Les coûts des services passés, liés à des modifications de régime, sont étalés sur la durée moyenne résiduelle d'acquisition des droits.

Des tests de sensibilité sont effectués pour apprécier la sensibilité de l'engagement à la variation de certaines hypothèses actuarielles.

1.12.3 – Les autres avantages à long terme

Ils incluent notamment les primes d'ancienneté et médailles du travail. Les engagements correspondants sont constatés en tenant compte d'hypothèses actuarielles lorsque l'impact est significatif. Les écarts actuariels et les coûts des services passés sont constatés immédiatement en résultat.

1.13 – PROVISIONS – ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

En application de la norme IAS 37 « Provisions - actifs et passifs éventuels », une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci, et que son montant peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution. Les provisions pour restructuration tiennent compte notamment des indemnités de licenciement.

Les provisions sont actualisées lorsque l'impact est significatif.

Les passifs éventuels sont mentionnés en annexe sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible.

Les actifs éventuels figurent en annexe lorsque leur réalisation est probable.

1.14 – IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont calculés pour toutes les différences temporaires entre les valeurs fiscales et consolidées des actifs et passifs. Ces différences naissent notamment :

- des différences temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal (provisions non déductibles, participation des salariés...);
- des retraitements pratiqués en consolidation (amortissements dérogatoires, provisions, élimination des profits internes inclus dans les stocks et les immobilisations...);
- des retenues à la source non récupérables au titre des distributions de dividendes prévues sur l'exercice suivant.

Les actifs d'impôts différés provenant des différences temporaires, des retraitements de consolidation ou des reports fiscaux déficitaires ne sont constatés que si leur utilisation est suffisamment probable dans un avenir proche. Le Groupe retient un délai de deux ans.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable en tenant compte des dates probables de reversement. Ils sont constatés au taux voté (ou quasi voté) pour leur valeur nominale sans actualisation.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés respectivement en « actifs non courants » et « passifs non courants ». Ils sont présentés au bilan pour un montant net s'ils sont prélevés par une même autorité fiscale au titre d'une même entité (ou groupe d'entités) imposable et à condition que celle-ci ait le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôt exigible.

1.15 – AUTRES CREANCES ET DETTES HORS EXPLOITATION

Les autres créances et dettes hors exploitation sont des créances et dettes non liées au besoin d'exploitation. Elles comprennent notamment les créances liées à des cessions d'actifs non courants et les dettes sur immobilisations.

1.16 – PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

1.16.1 – Constatation des produits courants

Les revenus sont comptabilisés en application de la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Chiffre d'affaires

Les revenus résultant des ventes de produits (réactifs et instruments) et de services associés (SAV, formation, frais de port, etc.) sont présentés en « chiffre d'affaires » dans le compte de résultat.

Les ventes de produits sont comptabilisées en chiffre d'affaires lorsque les critères suivants sont remplis :

- l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur ;
- le Groupe n'est plus impliqué dans le contrôle effectif des biens cédés ;
- le montant des revenus et les coûts associés à la transaction peuvent être évalués de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront au Groupe.

Pour les produits, ces critères sont remplis à la livraison des réactifs et à l'installation des instruments vendus.

Pour les prestations de service (formation, service après-vente...), le chiffre d'affaires n'est constaté que lorsque les services sont rendus. Toutefois, les revenus relatifs aux contrats de maintenance des instruments sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle du service.

Lorsque le Groupe met des biens à disposition de tiers dans le cadre de contrats de location présentant les caractéristiques d'une cession, ces biens sont comptabilisés comme vendus en application de la norme IAS 17 « Contrats de location » (cf. note 1.7).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des rabais, remises, ristournes et escomptes accordés aux clients ; les taxes sur les ventes et les taxes sur la valeur ajoutée sont exclues du chiffre d'affaires.

Autres produits de l'activité

Les facturations de produits annexes, constituées essentiellement du produit net des redevances reçues, sont présentées sous la rubrique « autres produits de l'activité » ; ces autres produits sont comptabilisés au fur et à mesure de leur acquisition.

1.16.2 – Classification des charges courantes

Le coût des ventes inclut les éléments suivants :

- Le coût des matières premières consommées, y compris les frais d'approche, les frais de personnel directs et indirects des services de production, les amortissements liés à la fabrication, les charges externes de toute nature relatives aux activités industrielles (utilités, dépenses d'entretien, outillages, etc.), ainsi que les frais indirects (quote-part des services Achats, Ressources Humaines, Informatique, etc.). Les frais des services de Contrôle Qualité, Assurance Qualité de Production, Engineering, Méthodes, Logistique, etc. sont comptabilisés parmi les coûts de production.
- Les frais de distribution regroupant les coûts de transport et de magasinage, notamment les frais de port des produits finis vers les centres de distribution ou les clients finaux.
- La charge liée à l'amortissement des instruments placés en dépôt ou loués chez les clients.
- Les coûts des Services Après-Vente, incluant les frais d'installation et d'entretien des instruments placés ou vendus, indépendamment de la refacturation distincte de ces services. Cette rubrique comprend notamment, les frais de personnel, les frais de déplacement et le coût des pièces détachées ainsi que le mouvement des provisions pour garantie constituées lors de la vente des instruments.

Les charges commerciales incluent le coût des départements Stratégie, Marketing, Ventes et Administration Commerciale. Elles comprennent aussi les primes et commissions sur ventes payées aux salariés des services commerciaux ou à des agents indépendants. Les dépenses de publicité et de promotion font partie de cette rubrique.

Les frais généraux comprennent le coût des fonctions de Direction Générale et de support (Ressources Humaines, Finance, Informatique, Achats, Infrastructures) à l'exception de la part des coûts de ces départements imputée à chacune des autres fonctions utilisant directement leurs services. Les primes d'assurances sont aussi incluses sous cette rubrique.

Les frais de Recherche et Développement incluent les coûts internes et externes des études conduites en vue de la recherche et du développement de nouveaux produits ainsi que les dépenses liées aux Affaires Réglementaires, à la Propriété Industrielle, à la Veille Technologique et à l'Assurance Qualité de la Recherche et Développement. Les subventions reçues dans le cadre de programmes de recherche sont déduites des charges enregistrées sous cette rubrique.

Les redevances payées (fixes ou proportionnelles) sont incorporées au coût des ventes des produits concernés. En l'absence de produit commercialisé, ou commercialisable à court terme, elles constituent des frais de recherche et développement.

Les rémunérations variables (primes sur objectifs, commissions, intéressement et participation), ainsi que les rémunérations en actions sont comptabilisées parmi les frais de personnel des fonctions concernées.

Les écarts de change sont affectés aux lignes du compte de résultat où les opérations qui en sont à l'origine ont été enregistrées (pour l'essentiel, chiffre d'affaires, coût des ventes et frais financiers).

1.16.3 – Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants incluent les éléments « significatifs, inhabituels et non récurrents », présentés distinctement pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Il comprennent essentiellement les produits nets de cession d'actif immobilisé (hors instruments), les coûts de restructuration et certaines dépréciations liées à des pertes de valeur (cf. note 1.8).

Les coûts de restructuration (comprenant notamment les indemnités de licenciement) correspondent aux charges constituées au moment de l'annonce officielle des fermetures de site ou des réductions d'activité engagées dans le cadre des activités ordinaires du Groupe, ainsi que des ajustements postérieurs pour tenir compte des coûts effectivement engagés.

1.16.4 – Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers sont présentés sur 2 lignes distinctes :

- « Coût de l'endettement financier net » incluant d'une part les intérêts, les commissions et les écarts de change sur la dette financière, et d'autre part les produits liés aux actifs constatés en disponibilités et équivalents de trésorerie.
- « Autres produits et charges financiers » comprenant notamment les produits financiers des créances d'instruments vendus en location-financement, l'impact des cessions et des dépréciations des titres non consolidés, les intérêts de retard facturés aux clients, les charges et produits d'actualisation, et la partie non efficace des couvertures de change sur transactions commerciales et sur investissements nets à l'étranger.

1.16.5 – Impôts sur les résultats

La charge d'impôt correspond au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé.

Les crédits d'impôt sont présentés en diminution de la charge d'impôt.

1.17 – COMPTABILISATION ET EVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers concernent les actifs financiers, les passifs financiers, et les instruments dérivés (swaps, opérations à terme...).

Les instruments financiers sont présentés dans plusieurs rubriques du bilan : immobilisations financières, autres actifs non courants, clients, autres créances et autres dettes (ex : variation de juste valeur des dérivés), dettes financières courantes et non courantes, fournisseurs, disponibilités et équivalents de trésorerie.

En application de la norme IAS 39 révisée « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les instruments financiers sont affectés à 5 catégories, qui ne correspondent pas à des rubriques identifiées du bilan. Le classement détermine les règles de comptabilisation à l'origine et d'évaluation à chaque clôture. Les catégories et les règles y afférentes sont présentées ci-après :

« Actifs détenus jusqu'à l'échéance » : il s'agit exclusivement de titres à revenus fixes acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Le Groupe ne détient à ce jour aucun instrument financier qui réponde à cette définition.

« Actifs et passifs financiers en juste valeur par le résultat » : cette rubrique comprend les actifs financiers détenus à des fins de transaction à court terme, et ceux rattachés à l'origine dans cette catégorie sur option, conformément aux règles définies par la norme. Les actifs concernés sont :

- les titres de participation de sociétés cotées sur un marché actif (constatés au bilan en « immobilisations financières »), à l'exception de ceux que le Groupe a décidé de classer en « actifs disponibles à la vente » (cf. infra) ;
- les « disponibilités et équivalents de trésorerie », y compris les valeurs mobilières de placement (présentées au bilan sous cet intitulé).

Le Groupe ne détient actuellement pas de passifs financiers affectés à cette catégorie.

La comptabilisation à l'origine et l'évaluation à chaque clôture de ces éléments ainsi désignés sont réalisées à la juste valeur (hors coûts de transaction) qui correspond au cours de clôture pour les titres cotés et aux valeurs liquidatives pour les Valeurs Mobilières de Placement. Les variations de juste valeur sont constatées par le résultat.

« Prêts, créances et dettes » : les actifs et passifs financiers ainsi désignés sont comptabilisés et évalués, selon le cas, « au coût » ou « au coût amorti ».

Les « actifs et passifs au coût » concernent principalement les dépôts versés, les créances clients et les fournisseurs. Ils sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, qui correspond dans le Groupe, à leur valeur nominale. Ces actifs et passifs sont évalués à la clôture à leur valeur comptable initiale, après constatation éventuelle de dépréciations en cas de pertes de valeur. La valeur nette comptable à la clôture est une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les « actifs et passifs au coût amorti » désignent principalement les dettes financières courantes et non courantes, les prêts, et les créances de location-financement présentées au bilan en « autres actifs non courants » ou en « clients ». Ces actifs et passifs sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur, qui est dans le Groupe, proche de la valeur nominale contractuelle. La valeur nette comptable à la clôture d'un exercice correspond au coût initial minoré des amortissements en capital, ajusté le cas échéant d'une provision pour dépréciation en cas de perte de valeur. La valeur nette comptable à la clôture est une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les actifs et passifs financiers non affectés à l'une des catégories précédentes sont désignés en tant « qu'actifs disponibles à la vente ». Les éléments affectés à cette catégorie concernent essentiellement les titres de sociétés non consolidées non cotées, cotées sur un marché non actif, ou cotées sur un marché actif mais que le Groupe a l'intention de conserver durablement. Ces titres sont présentés au bilan en immobilisations financières.

Les « actifs financiers disponibles à la vente » sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, proche en pratique de leur coût d'acquisition. Les évaluations ultérieures sont comptabilisées comme suit :

- Lorsque la juste valeur à la clôture peut être déterminée de manière fiable, ses variations sont constatées en contrepartie directe des capitaux propres. Si ces variations conduisent à reconnaître une moins-value considérée comme durable, celle-ci passe en résultat pour la partie excédant les variations positives précédemment enregistrées en contrepartie des capitaux propres.

- Dans le cas contraire, les « actifs financiers disponibles à la vente » sont maintenus à leur coût d'acquisition sous réserve de la réalisation de tests de dépréciation. Une provision est constatée dès lors que leur valeur estimée à la clôture à partir de critères financiers adaptés à chaque société est inférieure à ce coût d'acquisition. Ces provisions pour dépréciation sont constatées en résultat ; elles ne peuvent être reprises que lors de la cession des titres.

« Instruments dérivés » de taux ou de change (ex : swaps, opérations à terme, options,...) : les dérivés sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur. Ils sont évalués à chaque clôture à leur juste valeur, comptabilisés au bilan en créances et dettes hors exploitation. La juste valeur a été déterminée sur la base d'information communiquée par les établissements financiers à la date de clôture. La contrepartie de la juste valeur dépend du dérivé et de la relation de couverture :

- Les variations de juste valeur des dérivés non éligibles à la définition d'instruments de couverture sont constatées en résultat.
- Les variations de juste valeur des dérivés éligibles et intervenant dans une relation de couverture de juste valeur (ex : couverture de créances et dettes en devises) sont constatées en totalité en résultat, de manière symétrique par rapport à l'élément couvert.
- Les variations de juste valeur des dérivés éligibles et intervenant dans une relation de couverture de flux de trésorerie (ex : couverture de transactions commerciales futures en devises et couverture des investissements nets à l'étranger) sont constatées directement en réserves pour la partie efficace, et en résultat, pour la partie non efficace (principalement valeur temps pour les opérations de change à terme). Les montants constatés en réserves sont repris en résultat de manière symétrique, lors de la comptabilisation de l'élément couvert.

Ces règles sont appliquées sous réserve que la relation de couverture soit clairement définie et documentée à la date de mise en place de la couverture et que son efficacité soit démontrée.

Le Groupe n'a pas effectué de reclassements d'actifs financiers en 2008 entre les différentes catégories présentées ci-dessus.

1.18 – TRANSACTIONS REMUNEREES PAR DES PAIEMENTS EN ACTIONS ET ASSIMILES

Les transactions rémunérées en actions concernent :

- les plans d'attribution gratuite d'actions de bioMérieux S.A. décidé par les Assemblées générales mixtes du 9 juin 2005 et du 12 juin 2008,
- et le plan d'attribution d'options de souscription d'actions de bioTheragnostics décidé par l'Assemblée générale du 24 septembre 2008.

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », la juste valeur des avantages accordés dans ce cadre est constatée en charges sur la période d'acquisition des droits, par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Elle est basée sur la valeur des actions ou des options à leur date d'attribution, date à laquelle les bénéficiaires sont désignés par l'organe de direction. Elle est révisée à chaque clôture en fonction du nombre d'actions qui seront acquises.

A l'échéance de la période d'attribution, le montant total de l'avantage ainsi comptabilisé est maintenu en capitaux propres, que les actions soient effectivement attribuées ou non.

L'économie d'impôt constatée dans les comptes sociaux sur les actions gratuites a été rattachée à la charge constatée en application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ».

1.19 – RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action (résultat de base) est obtenu en divisant le résultat revenant aux actionnaires de l'entreprise consolidante par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période correspondante (déduction faite des actions d'autocontrôle, détenues à des fins de régularisation du cours de bourse).

1.20 – TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Le Groupe présentait jusqu'en 2007 un tableau analysant la variation de l'endettement net consolidé. Ce tableau a été modifié pour présenter distinctement la variation de la trésorerie nette consolidée. Les informations comparatives ont été retraitées.

Le tableau de flux de trésorerie est présenté pour l'essentiel selon la recommandation du Conseil National de la Comptabilité 2004.R.02 du 27 octobre 2004.

Il distingue :

- les flux liés à l'activité,
- les flux liés aux activités d'investissement,
- les flux liés aux opérations de financement.

Les flux liés aux activités d'investissement incluent le montant des liquidités ou des dettes des sociétés acquises ou cédées à la date de leur entrée ou de leur sortie du périmètre de consolidation.

La « capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts » correspond à la somme du résultat des sociétés intégrées, des dotations nettes aux amortissements et aux provisions (hors actif circulant), de la charge liée au paiement en actions, des écarts latents sur la variation de la juste valeur des instruments financiers, du résultat net sur opérations en capital, du coût de l'endettement financier net, de la charge d'impôt courant et différé et des éventuelles pertes de valeur.

1.21 – INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IAS 14 « Information sectorielle » et compte tenu des risques et de la rentabilité du Groupe, la segmentation par zone géographique représente le premier niveau d'information sectorielle. Les systèmes internes d'organisation et la structure de gestion du Groupe sont établis selon les 4 zones géographiques suivantes :

- L'Europe,
- L'Amérique du Nord,
- L'Asie Pacifique,
- L'Amérique latine.

L'Afrique et le Moyen-Orient sont placés sous la Direction « Europe ».

Bien que l'Europe et l'Amérique du Nord représentent ensemble plus de 75% de l'activité du Groupe, les quatre zones géographiques sont présentées distinctement.

Il est par ailleurs rappelé que bioMérieux opère sur le seul segment du diagnostic *in vitro*.

Les principes comptables retenus pour l'information sectorielle sont identiques à ceux appliqués pour l'établissement des comptes consolidés.

1.22 – ACTIONS PROPRES

La Société a conclu un accord de liquidité avec un prestataire d'investissement, destiné spécifiquement à la régulation de son cours de bourse. Dans ce contexte, elle est amenée à détenir de faibles quantités de ses propres actions. En outre elle procède à des achats d'actions en vue de couvrir les engagements qu'elle assume dans le cadre des plans d'attribution d'actions mentionnés en note 19.

Les actions propres détenues afin de régulariser le cours de bourse ou d'être attribuées au titre des plans d'attribution gratuite d'actions sont portées en diminution des réserves consolidées ; corrélativement, les incidences de toutes les transactions correspondantes sont imputées directement sur les réserves consolidées (résultat de cession, dépréciation, etc.).

2 – FAITS MARQUANTS ET EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION DES TROIS DERNIERS EXERCICES

2.1 – EXERCICE 2008

Sysmex bioMérieux

Le 31 mars 2008, Sysmex a pris une participation de 34% dans le capital de bioMérieux Japon qui devient, Sysmex bioMérieux Co., Ltd. Cette nouvelle entité assure, depuis le 1^{er} avril 2008, la promotion et la commercialisation de l'ensemble des gammes de bioMérieux au Japon. Elle prend en charge l'enregistrement et le marketing des produits bioMérieux sur le marché japonais. Sysmex a la responsabilité des ventes et du service clients.

La cession partielle des titres de bioMérieux Japon se traduit par une plus-value de 1,6 million d'euros, enregistrée en « autres produits et charges opérationnels non courants ». Par ailleurs, des charges de restructuration liée à la réorganisation des équipes ont été enregistrées pour 1,6 million d'euros.

Création de filiales

En 2008, bioMérieux SA a créé deux nouvelles filiales à Singapour et à Dubaï. A Singapour, la filiale accueillera l'équipe bioMérieux en charge du support des pays de la zone ASEAN, de la Corée, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. A Dubaï, la filiale dénommée bioMérieux Moyent-Orient servira le développement commercial dans cette région.

Par ailleurs, la filiale créée en 2007 en Algérie a débuté son activité commerciale.

bioMérieux Espagne

Au cours de l'exercice bioMérieux Espagne a absorbé Biomedics, société acquise en 2007, par voie de fusion avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

AB bioMérieux

Le 18 juin 2008, bioMérieux SA a acquis AB BioDisk, société suédoise experte dans l'antibiogramme de bactéries rares et à croissance difficile, pour un prix de 643 millions de SEK (68,8 millions d'euros).

AB BioDisk employait 53 personnes à la date d'acquisition et a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 13 millions d'euros en 2007. Son chiffre d'affaires hors Groupe depuis sa date d'acquisition s'élève à 7,6 millions d'euros. Sa contribution au résultat opérationnel est un produit de 4,1 millions d'euros depuis l'acquisition.

La juste valeur des actifs et des passifs acquis s'élève à 2,9 millions d'euros. Elle inclut notamment la réévaluation des stocks à leur valeur de réalisation (1,1 million d'euros). Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 65,9 millions d'euros.

bioMérieux Shanghai

Shanghai Kehua Bio-engineering et bioMérieux ont annoncé le 31 janvier 2008 la création d'une entreprise commune, basée à Shanghai. Cette entreprise porte le nom de Shanghai bioMérieux Bio-engineering et bioMérieux en détient 60 % des parts.

En fin d'année 2009, la fabrication de la gamme microplaques, actuellement réalisée sur le site bioMérieux de Boxtel, sera transférée à cette nouvelle structure.

bioMérieux Afrique du Sud

Le 4 janvier 2008, bioMérieux Afrique du Sud a racheté l'activité du précédent distributeur, Omnimed, pour un montant de 4,7 millions d'euros. Ce montant inclut l'acquisition de la base installée (1,9 million d'euros), des stocks (1,2 million d'euros) et la valeur attribuée au fonds de commerce (1,6 million d'euros).

Le 27 août 2008, bioMérieux SA a cédé 26% du capital de la filiale à la société Litha Healthcare Holdings (pty) Ltd afin de permettre le développement de l'activité avec des partenaires locaux et de se conformer à la réglementation « Black Economic Empowerment (BEE) ».

Sur la base d'un prix de vente de 9,4 millions de rand, cette cession partielle de titres s'est traduite par une moins-value de 0,2 million d'euros enregistrée en « autres produits et charges opérationnels non courants ».

bioTheranostics

Le 11 septembre 2008, bioMérieux a acquis la société AviaraDx, basée à San Diego, Californie (Etats-Unis), pour un prix de 60 millions de dollars.

AviaraDx est une société privée, spécialisée dans le diagnostic moléculaire des tissus tumoraux à partir de biopsies. Composée de 19 personnes à la date d'acquisition, elle commercialise deux analyses innovantes pour qualifier les cancers et pour aider les oncologues à choisir la meilleure stratégie thérapeutique. Elle réalise ces analyses dans son laboratoire certifié CLIA pour des tests de diagnostic complexes. L'acquisition d'AviaraDx permet à bioMérieux d'accéder à des biomarqueurs validés et à une technologie d'analyse de l'expression des gènes par biologie moléculaire.

La juste valeur des actifs et passifs acquis inclut notamment des technologies estimées à 47 millions de dollars, amortissables sur 20 ans, et l'impôt différé passif résultant de l'ajustement de la valeur des éléments amortissables (16,9 millions de dollars).

Dans ce contexte, le goodwill résiduel s'élève à 28,2 millions de dollars.

Suite à l'acquisition, AviaraDx a été renommée bioTheranostics.

Au 31 décembre 2008, bioTheranostics n'a pas de chiffre d'affaires significatif. Sa contribution au résultat opérationnel est une perte de 2,1 millions d'euros depuis l'acquisition.

PML Microbiologicals

Le 8 décembre 2008, bioMérieux a acquis la société américaine PML Microbiologicals Inc, pour 29,3 millions de dollars.

Cette société est spécialisée dans les milieux de culture et les produits de contrôle microbiologique destinés aux applications industrielles et cliniques sur le marché nord américain. Ses équipes de production et de marketing sont basées à Portland (Oregon, Etats-Unis) et à Toronto (Canada).

Fondée en 1969, PML Microbiologicals emploie 172 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires de 25 millions de dollars en 2008.

La juste valeur des actifs et des passifs acquis, en cours d'analyse, s'élève à 10,6 millions de dollars. Elle inclut notamment 3,3 millions de dollars de technologies et 0,6 million de dollars de marque. Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 18,7 millions de dollars.

PML Microbiologicals contribue pour 1,3 million d'euros au chiffre d'affaires 2008 du Groupe. Sa contribution au résultat opérationnel courant est une charge de 0,5 million d'euros.

2.2 – EXERCICE 2007

2.2.1 – Variations de périmètre

Création de filiales

Au cours de l'exercice 2007, bioMérieux SA a créé une filiale en Afrique du Sud. En outre, une filiale est en cours de création en Algérie au 31 décembre 2007. L'activité commerciale de ces 2 sociétés débutera en 2008.

bioMérieux Chine

bioMérieux SA a porté à 100% sa participation dans bioMérieux Chine en rachetant les titres que détenait bioMérieux Inc (50%). Cette cession interne, valorisée au prix de 6,5 millions de dollars, a été neutralisée dans les comptes consolidés. Elle impacte toutefois le compte de résultat (-1,6 million de dollars) en raison de la taxation de la plus-value réalisée par bioMérieux Inc.

Acquisition de la société Biomedics

Le 30 mars 2007, bioMérieux Espagne a acquis 100% de la société Biomedics (Madrid) pour un prix de 11,3 millions d'euros. Cette société dispose d'une forte position en Espagne dans le domaine de la bactériologie, notamment dans les milieux de culture.

Le chiffre d'affaires hors Groupe de Biomedics depuis sa date d'acquisition s'élève à 3,4 millions d'euros au 31 décembre 2007.

La juste valeur des actifs et passifs acquis s'élève à 9,6 millions d'euros. Elle inclut notamment :

- un ensemble immobilier, pour un montant avant impôt de 9,3 millions d'euros, évalué par un expert indépendant,
- d'autres immobilisations corporelles (1,6 million d'euros),
- le fonds de commerce relatif au produit Glucomedics (0,1 million d'euros),
- l'impôt différé passif résultant des ajustements de valeurs (-3,1 millions d'euros).

Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 1,7 million d'euros. Il n'est pas amorti, conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

La société est en cours d'absorption par bioMérieux Espagne avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

Acquisition de la société BTF

Le 12 septembre 2007, bioMérieux S.A. a acquis 100% de la société australienne BTF qui fournit des souches calibrées de référence, basées sur sa technologie brevetée BioBall™, et utilisées en contrôle microbiologique.

Depuis son acquisition, BTF a contribué à hauteur de 0,6 million d'euros au chiffre d'affaires du Groupe.

La différence entre le prix d'acquisition (19,5 millions de dollars australiens) et la situation nette à la date d'acquisition (1,8 million de dollars australiens) s'élève à 17,7 millions de dollars australiens.

La juste valeur des actifs et passifs acquis inclut notamment la valorisation de la technologie BioBall™ (estimée à 16,9 millions de dollars australiens) amortissable sur quinze ans, les éléments de fonds de commerce (0,7 million de dollars australiens), et l'impôt différé passif résultant de l'ajustement de la valeur des éléments amortissables (5,2 millions de dollars australiens).

Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 4,8 millions de dollars australiens. Il n'est pas amorti, conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

2.2.2 – Faits marquants

Fermeture du site néerlandais de Boxtel

bioMérieux a confirmé en décembre 2007 la fermeture de son site néerlandais de Boxtel d'ici fin 2009. Ce site compte 287 collaborateurs.

Les comptes de l'exercice enregistrent une charge nette de restructuration de 28,5 millions d'euros avant effet impôt. Elle comprend les coûts de restructuration provisionnés (31,2 millions d'euros) correspondant notamment aux indemnités à payer (29,1 millions d'euros), aux frais d'outplacement et de formation (0,9 million d'euros), et à la mise au rebut de machines et de matériels (0,6 million d'euros). En outre, la provision pour retraites et médailles du travail a été reprise à hauteur de 2,7 millions d'euros.

L'économie d'impôt constatée s'élève à 3,4 millions d'euros.

Litige D.B.V.

Suite à plusieurs jugements favorables intervenus au cours de l'exercice 2007, la Société a repris la provision constituée dans le cadre du litige en contrefaçon engagé par les sociétés D.B.V. et International Microbio, à hauteur de 11,4 millions d'euros. Le litige se poursuit néanmoins en France, en Espagne et en Italie (cf. note 14.2.1).

2.3 – EXERCICE 2006

2.3.1 – Variations de périmètre

Acquisition de la société Bacterial Barcodes Inc

En septembre 2006, bioMérieux Inc a acquis 100% de la société de biologie moléculaire Bacterial Barcodes Inc. basée en Géorgie (USA). Cette société a développé et commercialise le système DiversiLab®, pour le génotypage bactérien automatisé.

Le prix d'acquisition, après actualisation et y compris les paiements conditionnels suffisamment probables, s'élève à 22,2 millions de dollars. Le solde restant à payer est comptabilisé en « dettes sur immobilisations ».

La juste valeur des actifs et passifs acquis s'élève à 11,1 millions de dollars et inclut notamment des technologies et accords de licence pour un montant avant impôt de 15,5 millions de dollars, amortis sur une durée d'utilisation estimée à 15 ans.

Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 11,1 millions de dollars.

Acquisition de la société ReLIA Diagnostic Systems LLC

bioMérieux SA a acquis en janvier 2006, 15% du capital de la société ReLIA Diagnostic Systems LLC (USA), pour un montant de 8 millions de dollars. Cette participation est comptabilisée par mise en équivalence du fait du respect des critères d'influence notable (cf. note 1.2).

Il n'y a pas d'écart d'acquisition résiduel, compte tenu de la comptabilisation des technologies acquises, amorties linéairement sur leur durée d'utilisation probable.

2.3.2 – Faits marquants

Cession de la gamme de produits Hémostase

bioMérieux a cédé sa gamme de produits Hémostase à la société Trinity Biotech plc, le 22 juin 2006.

Cette opération, qui ne porte que sur une gamme de produits et non sur un secteur d'activité autonome ou une unité génératrice de trésorerie, ne constitue pas un « abandon d'activité » au sens de IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

La gamme Hémostase a contribué respectivement à hauteur de 28,6 millions d'euros et de 9,6 millions d'euros au chiffre d'affaires des exercices 2006 et 2007.

Pendant une période de transition de 12 mois, bioMérieux a continué d'assurer la production de cette gamme pour le compte de Trinity Biotech plc.

En 2006, le résultat net de cette cession ainsi que les provisions pour restructuration et pour risques consécutives ont été constatées en autres produits et charges opérationnels non courants. Leur montant total avant impôt représente un produit net de 10,1 millions d'euros. En 2007, un produit de 0,4 million d'euros impacte le résultat opérationnel non courant, du fait essentiellement de provisions excédentaires (cf. note 23).

Cette opération n'affecte pas la comparabilité des comptes de manière significative.

Arrêt de la gamme d'immunologie en microplaques en Amérique du Nord

bioMérieux a annoncé, en décembre 2006, sa décision d'arrêter en 2007 la production et la commercialisation de sa gamme d'immunologie en microplaques, en Amérique du Nord.

Cette opération ne porte que sur une gamme de produits et sur une région donnée : ce n'est pas un « abandon d'activité » au sens de IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Cette gamme de produits en Amérique du Nord a contribué respectivement à hauteur de 15,3 millions d'euros et de 11,1 millions d'euros au chiffre d'affaires des exercices 2006 et 2007.

Cette décision s'est traduite dans les comptes de 2006 par une charge de 6,6 millions d'euros, classée intégralement en éléments opérationnels non courants. Elle correspond aux provisions pour couvrir les restructurations annoncées, les indemnités à verser aux clients et la dépréciation des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles relatifs à cette ligne de produits. En 2007, une charge opérationnelle non courante a été enregistrée pour 0,1 million d'euros au titre des frais de restructuration (cf. note 23).

Cette opération n'affecte pas la comparabilité des comptes de manière significative.

3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

VALEURS BRUTES <i>En millions d'euros</i>	Brevets Technologies	Logiciels	Avances et acomptes	Autres	Total
Total au 31 décembre 2006	42,6	31,1	2,8	3,0	79,5
Ecart de conversion	-2,9	-0,7			-3,6
Acquisition BTF	10,3	0,1			10,4
Acquisitions/Augmentations	7,5	2,3	3,4	0,1	13,3
Cessions/Diminutions	-0,6	-0,8		0,3	-1,1
Reclassements		1,7	-1,5	-0,1	0,1
Total au 31 décembre 2007	56,9	33,7	4,7	3,3	98,6
Ecart de conversion	0,6	0,4			1,0
Acquisitions/Augmentations	4,8	1,3	3,4	2,0	11,5
Acquisition bioTheragnostics	32,8				32,8
Acquisition PML	3,1				3,1
Acquisition AB bioMérieux				0,1	0,1
Cessions/Diminutions		-0,7		-0,2	-0,9
Reclassements	0,6	2,2	-2,3	-0,4	0,1
Total au 31 décembre 2008	98,8	36,9	5,8	4,8	146,3

AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR <i>En millions d'euros</i>	Brevets Technologies	Logiciels	Avances et acomptes	Autres	Total
Total au 31 décembre 2006 (a)	20,4	25,4		2,6	48,4
Ecart de conversion	-1,2	-0,6			-1,8
Dotations	6,0	3,2	0,4	0,1	9,7
Reprises / Cessions	-0,6	-0,3		0,4	-0,5
Reclassements					
Total au 31 décembre 2007 (a)	24,6	27,7	0,4	3,1	55,8
Ecart de conversion	0,7	0,2		0,1	1,0
Dotations	9,1	3,3		0,1	12,5
Reprises / Cessions		-0,6		-0,1	-0,7
Reclassements		0,4	-0,4	-0,4	-0,4
Total au 31 décembre 2008 (a)	34,4	31,0		2,8	68,2

VALEURS NETTES <i>En millions d'euros</i>	Brevets Technologies	Logiciels	Avances et acomptes	Autres	Total
Total au 31 décembre 2006	22,2	5,7	2,8	0,4	31,1
Ecart de conversion	-1,7	-0,1			-1,8
Acquisition BTF	10,3	0,1			10,4
Acquisitions/Augmentations	1,5	-0,9	3,0		3,6
Cessions/Diminutions		-0,5		-0,1	-0,6
Reclassements		1,7	-1,5	-0,1	0,1
Total au 31 décembre 2007	32,3	6,0	4,3	0,2	42,8
Ecart de conversion	-0,1	0,2		-0,1	
Acquisitions/Augmentations	-4,3	-2,0	3,4	1,9	-1,0
Acquisition bioTheragnostics	32,8				32,8
Acquisition PML	3,1				3,1
Acquisition AB bioMérieux				0,1	0,1
Cessions/Diminutions		-0,1		-0,1	-0,2
Reclassements	0,6	1,8	-1,9		0,5
Total au 31 décembre 2008	64,4 (b)	5,9	5,8	2,0	78,1

(a) Dont perte de valeur : 2,9 millions d'euros en 2008.

(b) Dont bioTheragnostics (33,8 millions d'euros), Bacterial Barcodes Inc (9,2 millions d'euros), BTF (7,8 millions d'euros), bioMérieux SA (5,6 millions d'euros), bioMérieux Inc (5,1 millions d'euros)

4 – ECARTS D'ACQUISITION

COMPOSITION <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute 31/12/2008	Valeur brute 31/12/2007	Valeur brute 31/12/2006
AB bioMérieux (Suède)	56,8		
Organon Teknika	49,2	49,7	51,5
bioTheranostics (Etats-Unis)	20,3		
PML (Etats-Unis)	13,4		
Bacterial Barcodes (Etats-Unis)	8,0	7,6	8,4
Biotrol	4,8	4,8	4,8
BTF (Australie)	2,9	3,3	
bioMérieux Inc (Vitek)	2,5	2,3	2,6
MDI (Etats-Unis)	1,9	1,8	2,0
bioMérieux Espagne (c)	1,7	1,8	
bioMérieux Pologne	1,7	2,0	1,9
bioMérieux Grèce	1,7	1,7	1,7
bioMérieux Afrique du Sud (a)	1,5		
Micro Diagnostics (Australie)	1,2	1,5	1,5
bioMérieux Brésil	0,4	0,5	0,4
Total (b)	168,0	76,9	74,8

(a) Fonds de commerce relatif à l'activité de distribution rachetée à Omnimed (1,5 million d'euros)

(b) Les tests de dépréciation n'ont conduit à aucune provision sur les exercices présentés

(c) Après fusion de bioMérieux Espagne et Biomedics et cession de la gamme Glucomedics (0,1 million d'euros)

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute
31 décembre 2006	74,8
Ecarts de conversion	-3,0
Augmentations (a)	5,1
31 décembre 2007	76,9
Ecarts de conversion	-10,7
Augmentations (b)	101,9
Diminutions	-0,1
31 décembre 2008	168,0

(a) Ecarts d'acquisition respectifs sur les sociétés BTF (3,3 millions d'euros) et Biomedics (1,8 million d'euros)

(b) Ecarts d'acquisition respectifs sur les sociétés AB bioMérieux (65,9 millions d'euros), bioTheranostics (19,7 millions d'euros), PML (14,4 millions d'euros), bioMérieux Afrique du sud (1,6 million d'euros) et BTF (0,2 million d'euros)

5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES CREANCES DE LOCATION-FINANCEMENT

5.1 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES – DETAIL

VALEURS BRUTES <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Construc- tions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immo- bilisations	Immobilisa- tions en cours	Avances et acomptes	Total
Total au 31 décembre 2006	17,9	220,7	169,3	272,3	66,8	9,2	1,6	757,8
Ecart de conversion	-0,4	-4,0	-4,4	-5,0	-2,1	-0,8		-16,7
Variations de périmètre (a)	5,2	4,4	1,8		0,1			11,5
Acquisitions / Augmentations		8,1	9,8	40,4	5,4	10,4	4,0	78,1
Cessions / Diminutions		-1,4	-8,9	-31,9	-5,1	-0,5		-47,8
Reclassements		1,5	4,8	1,0	1,3	-6,5	-1,4	0,7
Total au 31 décembre 2007	22,7	229,3	172,4	276,8	66,4	11,8	4,2	783,6
Ecart de conversion	0,3	0,9	1,0	-6,9	-0,3	0,5		-4,5
Variations de périmètre (b)	0,1	1,3	1,8		0,2	0,1		3,5
Acquisitions / Augmentations	0,9	8,5	12,8	38,4	5,0	14,4	4,0	84,0
Cessions / Diminutions		-1,2	-3,5	-22,6	-4,6			-31,9
Reclassements	1,4	3,6	6,6	0,1	1,0	-9,3	-3,9	-0,5
Total au 31 décembre 2008	25,4	242,4	191,1	285,8	67,7	17,5	4,3	834,2

AMORTISSEMENTS ET PERTES DE VALEUR <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Construc- tions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immo- bilisations	Immobilisa- tions en cours	Avances et acomptes	Total
Total au 31 décembre 2006	0,2	105,3	125,1	206,3	48,7	0,5		486,1
Ecart de conversion		-2,0	-3,1	-3,6	-1,6			-10,3
Dotations		11,6	14,5	31,2	5,6	0,3		63,2
Cessions / Diminutions		-1,3	-8,7	-24,7	-5,3	-0,5		-40,5
Reclassements		-0,1	-0,4	0,8	0,6			0,9
Total au 31 décembre 2007	0,2	113,5	127,4	210,0	48,0	0,3		499,4
Ecart de conversion		0,7	0,8	-4,0				-2,5
Dotations (c)		11,8	13,2	31,6	5,9			62,5
Cessions / Diminutions		-1,2	-2,8	-17,1	-4,1			-25,2
Reclassements		0,3			-0,1	-0,3		-0,1
Total au 31 décembre 2008 (d)	0,2	125,1	138,6	220,5	49,7	0,0		534,1

VALEURS NETTES <i>En millions d'euros</i>	Terrains	Construc- tions	Matériels et outillages	Instruments immobilisés	Autres immo- bilisations	Immobilisa- tions en cours	Avances et acomptes	Total (h)
Total au 31 décembre 2006	17,7	115,4	44,2	66,0	18,1	8,7	1,6	271,7
Ecart de conversion	-0,4	-1,9	-1,3	-1,4	-0,5	-0,8		-6,3
Variations de périmètre (a)	5,2	4,4	1,8		0,1			11,5
Acquisitions / Augmentations		-3,5	-4,7	9,2	-0,2	10,1	4,0	14,9
Cessions / Diminutions		-0,1	-0,2	-7,2	0,2			-7,3
Reclassements		1,6	5,2	0,2	0,7	-6,5	-1,4	-0,2
Total au 31 décembre 2007	22,5	115,9	45,0	66,8	18,4	11,5	4,2	284,3
Ecart de conversion	0,3	0,2	0,2	-2,9	-0,3	0,5		-2,0
Variations de périmètre (b)	0,1	1,3	1,8		0,2	0,1		3,5
Acquisitions / Augmentations	0,9	-3,3	-0,4	6,8	-0,9	14,4	4,0	21,5
Cessions / Diminutions			-0,7	-5,5	-0,5			-6,7
Reclassements	1,4	3,3	6,6	0,1	1,1	-9,0	-3,9	-0,4
Total au 31 décembre 2008 (e)	25,2	117,4 (f)	52,5	65,3 (g)	18,0	17,5	4,3	300,2 (i)

(a) Acquisition des sociétés Biomedics (Espagne) et BTF (Australie)

(b) Acquisition des sociétés AB bioMérieux (Suède), bioTheranostics (Etats-Unis) et PML (Etats-Unis)

(c) Dont pertes de valeur constatées dans les comptes de bioMérieux BV en raison de la fermeture du site (0,2 million d'euros) enregistrées en « autres produits et charges opérationnels non courants »

(d) Le total des pertes de valeur cumulées s'élève à 2,9 millions d'euros

(e) Aucune immobilisation corporelle n'est donnée en nantissement

(f) Dont bioMérieux SA (69,5 millions d'euros), bioMérieux Inc (18,4 millions d'euros), bioMérieux BV (9,1 millions d'euros) et bioMérieux Italie (6 millions d'euros)

(g) Les instruments sont, pour la plus grande partie, installés chez des tiers

(h) Le détail des immobilisations corporelles acquises en location-financement est donné dans la note 5.2

(i) Dont VNC des ensembles immobilisés non utilisés (2,2 millions d'euros)

5.2 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ACQUISES EN LOCATION-FINANCEMENT

Lorsque le Groupe est locataire d'un bien selon un contrat de location-financement présentant les caractéristiques d'une acquisition, le bien est immobilisé selon les principes définis dans la note 1.7.

La dotation aux amortissements de ces actifs s'est élevée à 1 million d'euros en 2008, à 1 million d'euros en 2007 et à 1,1 million d'euros en 2006.

La dette financière correspondante, comprise dans les dettes financières au passif du bilan, s'élève à 9,8 millions d'euros au 31 décembre 2008, à 10,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 et à 11 millions d'euros au 31 décembre 2006 (cf. note 16.5.1).

BIENS PRIS EN LOCATION-FINANCEMENT COMPTABILISES DANS LES IMMOBILISATIONS						
<i>En millions d'euros</i>		Terrains	Constructions	Matériels & Outillages	Autres	Total
31/12/2008	Valeurs brutes	0,8	14,3	1,0	1,7	17,8
	Amortissements		-7,2	-1,0	-1,2	-9,4
	Valeurs nettes	0,8	7,1	0,0	0,5	8,4
31/12/2007	Valeurs brutes	0,8	14,3	1,1	2,4	18,6
	Amortissements		-6,5	-1,1	-1,6	-9,2
	Valeurs nettes	0,8	7,8	0,0	0,8	9,4
31/12/2006	Valeurs brutes	0,8	14,3	1,1	1,8	18,0
	Amortissements		-5,8	-1,0	-1,4	-8,2
	Valeurs nettes	0,8	8,5	0,1	0,4	9,8

5.3 – CREANCES DE LOCATION-FINANCEMENT

Certaines ventes d'instruments sont réalisées par des contrats de location-financement (cf. note 1.7). La durée habituelle des contrats est de 5 ans et les taux d'intérêt appliqués sont voisins de 10%.

Les créances de location-financement totalisent 36,9 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Composition <i>(en millions d'euros)</i>	A moins d'un an (a)	Entre un an et 5 ans (b)	A plus de 5 ans (b)	TOTAL
Valeur brute des créances de location financement	14,7	30,4	0,2	45,3
Intérêts à recevoir	-3,6	-4,6		-8,2
Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir	11,1	25,8	0,2	37,1
Provision pour dépréciation	-0,2			-0,2
Valeur nette actualisée des paiements minimaux à recevoir	10,9	25,8	0,2	36,9

(a) Classés en créances clients (cf. note 9)

(b) Classés en autres actifs non courants

Le montant des créances échues non provisionnées n'est pas significatif.

6 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Prêts et créances	5,7 (a)	5,4	5,7
Titres relevant de la catégorie "titres disponibles à la vente"	10,8	11,5	7,3
Titres comptabilisés selon "l'option à la juste valeur par le résultat"	0,1	0,9	1,9
TOTAL	16,6	17,8	14,9

(a) Dont placement destiné à couvrir les engagements de retraite en Allemagne : 3 millions d'euros

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Valeur brute	Provisions et variations de la juste valeur	Valeur nette
31 décembre 2006	21,6	6,7	14,9
Ecart de conversion	-0,4		-0,4
Acquisitions / Augmentations	5,6	1,1	4,5
Cessions / Diminutions	-1,1		-1,1
Reclassements	-0,1		-0,1
31 décembre 2007	25,6	7,8	17,8
Ecart de conversion			0,0
Acquisitions / Augmentations	1,3	1,6 (a)	-0,3
Cessions / Diminutions	-1,3	-0,4	-0,9
Reclassements			0,0
31 décembre 2008	25,6	9,0	16,6

(a) Les variations de juste valeur (1,2 million d'euros) ont été constatées en totalité en résultat.

<i>En millions d'euros</i>	% de détention	Valeur nette	Capitaux propres	
			Hors résultat	Résultat
Titres relevant de la catégorie "titres disponibles à la vente"				
Exonhit	5,2%	4,2	18,6 (a)	-8,9 (a)
Advandx	5,0%	3,6	2,2 (b)	-3,9 (b)
Avesthagen	3,8%	1,4	22,8 (c)	-2,2 (c)
Labtech	9,8%	1,3	8,8 (d)	0,5 (d)
InoDiag	1,8%	0,0	0,1 (a)	0,0 (a)
Sofinnova Ventures II NV	1,0%	0,0	0,0 (a)	0,0 (a)
Sofinnova IV	0,6%	0,0	0,2 (a)	-0,2 (a)
Europroteome	8,8%	0,0	En liquidation	
Autres		0,3		
		10,8		
Titres comptabilisés selon l'option à la juste valeur par le résultat				
Dynavax Technologies	1,0%	0,1	24,2 (b)	-16,2 (b)
Oscient Pharma	0,2%	0,0	-19,8 (b)	-36,2 (b)
		0,1		

(a) Dernière information disponible : exercice fiscal clos le 31 décembre 2008

(b) Dernière information disponible : comptes publiés au 30 septembre 2008 (9 mois)

(c) Dernière information disponible : exercice fiscal clos le 31 mars 2008

(d) Dernière information disponible : exercice fiscal clos le 30 juin 2008

7 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

TITRES MIS EN EQUIVALENCE <i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Valeur d'équivalence / Relia (a)	1,8	3,0	4,8
Valeur d'équivalence / Bergerie de la Combe au Loup	0,1	0,1	0,1
TOTAL	2,0	3,1	4,9

(a) Il n'y a pas d'écart d'acquisition résiduel (cf. note 2.3.1)

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Valeur nette
31 décembre 2006	4,9
Ecart de conversion	-0,4
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-1,4
31 décembre 2007	3,1
Ecart de conversion	0,1
Quote-part de résultat dans les entreprises associées	-1,2
Dividendes	0,0
31 décembre 2008	2,0

8 – STOCKS ET EN-COURS

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Matières premières	56,3	50,9	54,0
En-cours de production	36,6	31,5	33,0
Produits finis et marchandises	84,1	77,0	77,0
Total valeur brute	177,0 (a)	159,4	164,0
Provisions pour dépréciation			
Matières premières	-8,4	-4,4	-5,8
En-cours de production	-3,7	-2,3	-1,8
Produits finis et marchandises	-8,6	-6,9	-9,6
Total provisions	-20,7	-13,6	-17,2
Matières premières	47,9	46,5	48,2
En-cours de production	32,9	29,2	31,2
Produits finis et marchandises	75,5	70,1	67,4
Valeur nette	156,3 (b)	145,8	146,8

(a) Dont valeur brute des stocks liés à l'instrumentation : 33%

(b) Il n'y a pas de stock donné en nantissement au 31 décembre 2008

9 – CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients (a)	327,8	305,4	292,6
Provisions pour dépréciation (b)	-12,4	-11,8	-11,8
Valeur nette (c)	315,4	293,6	280,8

(a) 39% des créances clients du Groupe concernent des factures vis à vis d'administrations publiques ; leur date de règlement peut excéder la date d'échéance.

(b) Les dépréciations sont constatées au cas par cas en fonction de différents critères : litiges, retards de règlements, etc.

Les créances échues non dépréciées relatives à des sociétés privées représentent 20% de l'encours clients. Les dates d'échéances sont pour l'essentiel inférieures à 6 mois

(c) Y compris la part court terme des créances de location-financement (cf. note 5.3)

10 – AUTRES CREANCES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes	2,4	1,3	1,2
Charges constatées d'avance	6,5	7,5	10,2
Autres créances d'exploitation	20,4	15,0	12,3
Provisions pour dépréciation	-0,5		
Valeur nette créances d'exploitation	28,8 (a)	23,8	23,7
Créance d'impôt exigible	11,6	10,8	2,5
Créances hors exploitation	11,8 (b)	3,2	9,1
Provisions pour dépréciation	-0,1		-1,0
Valeur nette créances hors exploitation	11,7	3,2	8,1

(a) La valeur nette comptable des créances d'exploitation est essentiellement à moins d'un an

(b) Dont instruments dérivés 10,2 millions d'euros en 2008

Les autres créances échues et non dépréciées ne sont pas significatives.

11 – DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Les disponibilités et équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie disponible et les placements à court terme ci-dessous, répondant à la définition donnée à la note 1.11 :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Disponibilités (a)	49,9	48,3	32,8
Placements de trésorerie (b)	2,9	6,2	1,1
DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	52,8	54,5	33,9

(a) Dont certificats de dépôts de bioMérieux SA : 11,3 millions d'euros en 2008, 18,8 millions d'euros en 2007 et 7,5 millions d'euros en 2006

(b) Les placements de trésorerie sont les suivants :

	2008	2007	2006
Libellé	SICAV CA AM 3 mois	SICAV CA AM 3 mois	SICAV CA AM 3 mois
Montant	0,9 million d'euros	1,2 million d'euros	0,7 million d'euros
Classification	Monétaire Euro	Monétaire Euro	Monétaire Euro
Code Isin	FR0000296881	FR0000296881	FR0000296881
Libellé	SICAV CA AM COR	SICAV BFT CA	SICAV Banamex - Horizontes Empresarial
Montant	2 millions d'euros	5 millions d'euros	0,4 million d'euros
Classification	Monétaire Euro	Monétaire Euro	Monétaire
Code Isin	FR0010251660	FR0010232298	N/A

Une analyse de la composition du portefeuille de chaque SICAV « Monétaire euro » et de leur performance historique est réalisée régulièrement, afin de s'assurer que leur classement en « trésorerie et équivalents de trésorerie » est conforme aux critères de classification de la norme IAS 7.

La valeur comptable des placements de trésorerie est identique à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur à la date de clôture ne sont pas significatives, compte tenu d'un aller-retour au 31 décembre 2008 sur les placements, afin d'extérioriser les plus values.

12 – CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2008, le capital social, d'un montant de 12 029 370 euros, est composé de 39 453 740 actions, dont 25 314 590 portent un droit de vote double. La référence à la valeur nominale de l'action a été supprimée par décision de l'Assemblée générale du 19 mars 2001. Il n'existe aucun droit ou titre à caractère dilutif en cours de validité au 31 décembre 2008.

Il n'y a eu aucun mouvement sur le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2008, la société mère détient 18 931 actions d'autocontrôle dans le cadre du contrat d'animation de son titre délégué à un prestataire externe (cf. note 1.22) et 172 500 actions d'autocontrôle destinées à l'attribution gratuite d'actions autorisée par les Assemblées générales mixtes du 9 juin 2005 et du 12 juin 2008 (cf. note 19). Au cours de l'exercice, elle a acheté 326 606 actions propres et en a cédé 258 521.

La Société n'est soumise à aucune obligation spécifique d'ordre réglementaire ou contractuel en matière de capital social.

Le Groupe n'a pas de politique de gestion spécifique en matière de capital. L'arbitrage entre financement externe et augmentation de capital est réalisé au cas par cas en fonction des opérations envisagées. Les capitaux propres utilisés par le Groupe dans sa gestion interne correspondent aux capitaux propres consolidés.

13 – MOUVEMENTS DE LA RESERVE DE CONVERSION

<i>En millions d'euros</i>	Dollar (a)	Amérique latine	Europe (b)	Autres	TOTAL
RESERVE DE CONVERSION AU 31 DECEMBRE 2006	-12,1	1,5	2,3	1,4	-6,9
Impact de la conversion					
- des situations nettes d'ouverture aux cours de clôture	-21,7	0,1	0,6	0,8	-20,2
- des comptes de résultat aux cours moyens	-5,1	-0,1	0,1	-0,1	-5,2
Total des mouvements de conversion	-26,8	0,0	0,7	0,7	-25,4
RESERVE DE CONVERSION AU 31 DECEMBRE 2007	-38,9	1,5	3,0	2,1	-32,3
Impact de la conversion					
- des situations nettes d'ouverture aux cours de clôture	13,5	-4,6	-18,3	-6,5	-15,9
- des comptes de résultat aux cours moyens	1,8	0,1	-0,5	0,6	2,0
Total des mouvements de conversion	15,3	-4,5	-18,8	-5,9	-13,9
RESERVE DE CONVERSION AU 31 DECEMBRE 2008	-23,6	-3,0	-15,8	-3,8	-46,2 (c)

(a) Dollar et monnaies associées : comprend Etats-Unis et Chine

(b) Y compris Moyen-Orient et Afrique

(c) Dont réserve de conversion – part du Groupe -45,6 millions d'euros

14 – PROVISIONS – ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Ce tableau présente les provisions courantes et non courantes.

<i>en millions d'euros</i>	Indemnités de retraite et autres avantages	Garanties données (a)	Restructurations	Autres R&C	Total
31 décembre 2006	39,3	2,5	4,4	30,7 (b)	76,9 (c)
Dotations	7,3	3,4	31,0	6,5	48,2
Reprises avec objet	-6,2	-3,1	-4,1	-12,6 (h)	-26,0
Reprises sans objet	-2,8			-11,6 (f)	-14,4
Dotations nettes	<u>-1,7</u>	<u>0,3</u>	<u>26,9</u>	<u>-17,7</u>	<u>7,8 (d)</u>
Reclassements	-3,9				-3,9
Ecart de conversion	-1,1	-0,2	-0,2	-0,4	-1,9
31 décembre 2007	32,6	2,6	31,1 (g)	12,6 (b)	78,9 (c)
Dotations	8,2	4,1	2,8	6,2	21,3
Reprises avec objet	-10,9	-3,1	-3,2	-5,1	-22,3
Reprises sans objet			-1,9	-3,7 (f)	-5,6
Dotations nettes	<u>-2,7</u>	<u>1,0</u>	<u>-2,3</u>	<u>-2,6</u>	<u>-6,6 (e)</u>
Reclassements	0,1				0,1
Ecart de conversion	0,1			0,3	0,4
31 décembre 2008	30,1	3,6	28,8 (g)	10,3 (b)	72,8 (c)

- (a) Estimation des coûts afférents à la garantie contractuelle des instruments vendus sur la période résiduelle de l'engagement
- (b) Dont provisions pour litiges : 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2008, 9,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 19 millions d'euros au 31 décembre 2006 ; par souci de confidentialité, la répartition par litige n'est pas communiquée
- (c) Dont provisions courantes : 38,4 millions d'euros au 31 décembre 2008, 7,5 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 17 millions d'euros au 31 décembre 2006
- (d) Dont reprise nette affectant le résultat opérationnel courant (-3,7 millions d'euros) et dotation nette en autres produits et charges opérationnels non courants (11,5 millions d'euros)
- (e) Dont reprise nette affectant le résultat opérationnel courant (-2,1 millions d'euros), dotation nette en résultat financier (1,1 million d'euros) et reprise nette en autres produits et charges opérationnels non courants (-5,6 millions d'euros)
- (f) Dont reprise de provision pour le litige D.B.V. : 3,3 millions d'euros en 2008 (cf. note 14.2.1) et 11,4 millions d'euros en 2007
- (g) Dont provision liée à la fermeture du site de Boxel : 27,3 millions d'euros au 31 décembre 2008 et 30,6 millions d'euros au 31 décembre 2007
- (h) Dont reprise de provision au titre des gammes cédées ou arrêtées (respectivement Hémostase : 6,1 millions d'euros et Microplaques aux Etats-Unis : 2,9 millions d'euros)

14.1 – ENGAGEMENT DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES A LONG TERME

14.1.1 – Engagement de retraite : régimes à prestations définies

Réconciliation de l'engagement net avec la provision inscrite au bilan

PROVISION POUR RETRAITE		Au 31 décembre 2008			
<i>En millions d'euros</i>		Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds (a)	Ecarts actuariels non constatés (b)	Provision
Société	Nature de l'engagement				
France	Indemnités conventionnelles de fin de carrière	14,1	10,5	-1,0	4,6
USA	Engagements de retraite	60,6	35,0	18,7	6,9
Pays-Bas	Engagements de retraite et de pré-retraite	1,6			1,6
Allemagne	Engagements de retraite	5,2	1,8	0,4	3,0 (c)
Japon	Indemnité de départ	0,4		-0,1	0,5
		<u>81,9</u>	<u>47,3</u>	<u>18,0</u>	<u>16,6</u>

PROVISION POUR RETRAITE		Au 31 décembre 2007			
<i>En millions d'euros</i>		Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds (a)	Ecarts actuariels non constatés (b)	Provision
Société	Nature de l'engagement				
France	Indemnités conventionnelles de fin de carrière	15,1	9,0	-0,3	6,4
USA	Engagements de retraite	51,6	40,3	4,8	6,5
Pays-Bas	Engagements de retraite et de pré-retraite	3,3	1,1		2,2
Allemagne	Engagements de retraite	4,9	1,8	0,2	2,9 (c)
Japon	Indemnité de départ	1,2			1,2
		<u>76,1</u>	<u>52,2</u>	<u>4,7</u>	<u>19,2</u>

PROVISION POUR RETRAITE		Au 31 décembre 2006			
<i>En millions d'euros</i>		Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds (a)	Ecarts actuariels non constatés (b)	Provision
Société	Nature de l'engagement				
France	Indemnités conventionnelles de fin de carrière	14,8	9,4	-0,8	6,2
USA	Engagements de retraite	51,4	41,0	2,8	7,6
Pays-Bas	Engagements de retraite et de pré-retraite	40,4	33,0	2,1	5,3
Allemagne	Engagements de retraite	5,2	1,7	0,6	2,9 (c)
Italie	Indemnité de départ "TFR"	3,9			3,9
Japon	Indemnité de départ	1,1			1,1
		<u>116,8</u>	<u>85,1</u>	<u>4,7</u>	<u>27,0</u>

(a) Fonds ou versement programmé

(b) Il n'existe pas de coûts de services passés non constatés

(c) Ce montant est couvert par des placements financiers non définitivement affectés figurant en immobilisations financières (cf. note 6)

Evolution de l'engagement net sur l'exercice

Les principaux engagements de retraite connaissent l'évolution suivante en 2008 :

<i>En millions d'euros</i>	Etats-Unis	France	Allemagne	Pays-Bas	Japon	Total
Valeur actuelle des prestations pour services rendus						
A l'ouverture de l'exercice	51,6	15,1	4,9	3,3	1,2	76,1
Droits supplémentaires acquis	3,7	0,8		1,8	0,1	6,4
Coût financier	3,4	0,7	0,3			4,4
Prestations servies sur l'exercice	-0,8	-1,1	-0,2	-1,7	-0,1	-3,9
Effets des fermetures et modif. de régimes				-1,8	-0,9	-2,7 (a)
Reclassement						
Coût des services passés		-0,7				-0,7
Ecart de conversion	3,3				0,2	3,5
Ecart actuariel	-0,6	-0,7	0,2		-0,1	-1,2
Valeur à la clôture de l'exercice	60,6	14,1	5,2	1,6	0,4	81,9
Couverture des engagements						
A l'ouverture de l'exercice	40,3	9,0	1,8	1,1	0,0	52,2
Dotations employeurs	4,1	1,1		1,8		7,0
Rendement attendu des fonds	3,0	0,4	0,1			3,5
Prestations servies sur l'exercice	-0,8		-0,1	-1,1		-2,0
Effets des fermetures et modif. de régimes				-1,8		-1,8
Reclassement						
Ecart de conversion	1,9					1,9
Ecart actuariel	-13,5					-13,5
Valeur à la clôture de l'exercice	35,0	10,5	1,8	0,0	0,0	47,3
Dont versements programmés sur 2008	3,2					3,2
Éléments différés						
A l'ouverture de l'exercice	4,8	-0,3	0,2		0,0	4,7
Passage en charges en 2008						
Effets des fermetures et modif. de régimes						
Nouveaux éléments différés en 2008	12,9	-0,7	0,2		-0,1	12,3 (b)
Reclassement						
Ecart de conversion	1,0					1,0
Valeur à la clôture de l'exercice	18,7	-1,0	0,4	0,0	-0,1	18,0

(a) Fermeture programmée du site de Boxtel et plan de restructuration au Japon

(b) Dont écart actuariel d'expérience 0,7 million d'euros

Au 31 décembre 2008, une hausse de 1% du taux d'actualisation aurait un impact favorable de 14,1% sur les engagements (soit 11 millions d'euros). Ces modifications de taux seraient différées en tant qu'écart actuariel, et n'affecteraient pas immédiatement le résultat.

Charge nette sur l'exercice

<i>En millions d'euros</i>	2008
Droits acquis par les salariés pendant l'exercice	6,4
Coût financier	4,4
Rendement attendu des fonds	-3,5
Fermeture et modifications de régime	-0,9
Autres	-0,7
Total	5,7

Information sur les actifs financiers

L'allocation des fonds a été la suivante :

<i>En M€</i>	31/12/2008			
	Actions	Obligations	Autres	TOTAL
France	1,8	7,8	0,9	10,5
USA	19,4	12,4	3,2 (a)	35,0
Allemagne			1,8	1,8

(a) versement programmé

Les rendements réels des fonds sur 2008 ont été de :

	Rendement 2008
France	4,2%
USA	-26,9%
Allemagne	4,0%

Autres informations

Le tableau ci-dessous présente l'analyse comparative sur cinq ans de certaines données :

<i>En millions d'euros</i>	2008	2007	2006	2005	2004
Valeur actuelle des engagements	81,9	76,1	116,8	119,9	94,3
Juste valeur des actifs gérés par les fonds	47,3	52,2	85,1	76,9	60,4
Poids des écarts actuariels de la période liés aux engagements (en %)	-1,5%	-1,2%	-6,8%	7,6%	6,6%
Poids des écarts actuariels de la période liés aux actifs (en %)	-28,5%	-5,9%	0,4%	1,7%	-0,6%

14.1.2 – Autres avantages à long terme

AUTRES AVANTAGES A LONG TERME		Au 31 décembre 2008			
<i>En millions d'euros</i>		Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds	Ecart actuariels non constatés	Provision
Société	Nature de l'engagement				
France	Primes médailles du travail	6,5			6,5
Pays Bas	Primes médailles du travail	0,4			0,4
					6,9
Autres					
France	Autres engagements	0,5		-0,5	1,0
USA	Couverture des frais médicaux des salariés retraités	1,8		-0,2	2,0
					3,0
Autres pays					
Autres	Engagements de retraite et autres avantages				3,6
TOTAL DE LA PROVISION POUR AUTRES AVANTAGES					13,5

La variation de +1% du taux d'évolution des coûts médicaux sur la valeur des engagements du plan de couverture maladie aux Etats-Unis et des éléments de compte de résultat correspondants n'est pas significative au 31 décembre 2008.

AUTRES AVANTAGES A LONG TERME		Au 31 décembre 2007			
<i>En millions d'euros</i>		Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds	Ecart actuariels non constatés	Provision
Société	Nature de l'engagement				
France	Primes médailles du travail	6,3			6,3
Pays Bas	Primes médailles du travail	0,4			0,4
					6,7
Autres					
France	Autres engagements	0,5		-0,5	1,0
USA	Couverture des frais médicaux des salariés retraités	1,8		-0,1	1,9
					2,9
Autres pays					
Autres	Engagements de retraite et autres avantages				3,8
TOTAL DE LA PROVISION POUR AUTRES AVANTAGES					13,4

AUTRES AVANTAGES A LONG TERME		Au 31 décembre 2006			
		Valeur actualisée des engagements	Juste valeur des fonds	Ecart actariels non constatés	Provision
<i>En millions d'euros</i>					
Société	Nature de l'engagement				
France	Primes médailles du travail	6,0			6,0
Pays Bas	Primes médailles du travail	0,4			0,4
					6,4
Autres					
France	Autres engagements	1,0		-0,1	1,1
USA	Couverture des frais médicaux des salariés retraités	2,1			2,1
					3,2
Autres pays					
Autres	Engagements de retraite et autres avantages				2,7
TOTAL DE LA PROVISION POUR AUTRES AVANTAGES					12,3

14.2 – AUTRES PROVISIONS

14.2.1 – Provisions pour litiges

La Société est partie à un certain nombre de litiges qui relèvent du cours normal de son activité et dont le plus important est résumé ci-après. Elle ne pense pas que ces litiges auront une influence significativement défavorable sur la continuité de son exploitation. Les risques identifiés font l'objet de provisions dès lors qu'ils peuvent être évalués avec une précision suffisante. La provision pour litiges, intégrant notamment le litige DBV (cf. infra), couvrant l'ensemble des contentieux dans lesquels la Société est impliquée, s'élève à 4,2 millions d'euros au 31 décembre 2008.

Litige D.B.V.

Dans la continuité des décisions favorables rendues en 2007, la Cour de Cassation a rejeté le 3 juin 2008 la recevabilité du pourvoi engagé par les sociétés DBV et International Microbio contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 14 juin 2007, clôturant ainsi définitivement la partie française de ce litige, concernant un brevet de D.B.V. portant sur le diagnostic des mycoplasmes.

Toutefois en Espagne, DBV a déposé un recours devant la Cour Suprême en septembre 2008.

Enfin les procédures se poursuivent en Italie.

Dans ce contexte la Société a repris la provision relative à ce litige à hauteur de 3,3 millions d'euros en 2008, dont 3 millions d'euros en « autres produits et charges opérationnels non courants ».

14.2.2 – Provisions pour restructurations

Mouvement des provisions pour restructurations

Le compte de résultat de l'exercice 2008 enregistre la dotation ou la mise à jour des provisions pour restructurations (reprise nette : 2,3 millions d'euros) relatives aux opérations suivantes :

- Site de Boxtel (Pays-Bas) : la décision de fermeture du site de Boxtel a été confirmée en décembre 2007 et une provision de 30,6 millions d'euros a été enregistrée en vue de couvrir les coûts de restructuration. En 2008, la mise à jour de cette provision a conduit à une reprise de 4,5 millions d'euros : 2,6 millions d'euros en contrepartie des indemnités payées sur l'exercice et 1,9 million d'euros correspondant à la part devenue excédentaire en raison des départs anticipés. En outre, une charge d'actualisation de la provision a été enregistrée en résultat financier pour un montant de 1,3 million d'euros.
- Site de Rome (Italie) : un regroupement des activités de bioMérieux Italie sur le site de Florence a été décidé en 2008 ; une provision de 1,2 million d'euros a été constatée en vue de couvrir les indemnités à verser au personnel non transféré.
- Site de Rockland (USA) : la décision de fermer ce site avait été annoncée en mars 2003 ; une reprise de provision (0,5 million d'euros) a été enregistrée dans les comptes 2008 en contrepartie des loyers payés sur l'exercice.
- Site d'Athen's (USA) : une provision pour restructuration a été constatée en 2008 en vue de couvrir les coûts de relocalisation des activités du site (0,2 million d'euros).

Solde des provisions pour restructuration

Les provisions incluent des provisions pour restructuration relatives aux opérations récentes ou en cours. Au 31 décembre 2008, elles s'élèvent à 28,8 millions d'euros et concernent les sites de Boxtel (27,3 millions d'euros), de Rome (1,2 million d'euros) et d'Athen's (0,3 million d'euros).

14.3 – ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Actif éventuel

Aucun actif éventuel significatif n'a été identifié au 31 décembre 2008.

Passif éventuel

Aucun passif éventuel significatif autre que les litiges mentionnés à la note 14.2.1. n'a été identifié au 31 décembre 2008.

15 – IMPOT DIFFERE

VARIATIONS <i>En millions d'euros</i>	Impôt différé actif	Impôt différé passif
31 décembre 2006	24,9	5,4
Ecart de conversion	-1,7	-0,5
Variations de périmètre		6,1 (a)
Variation par le résultat	-4,4	1,8
Inscription en réserves	1,4	
Autres mouvements	-0,1	
31 décembre 2007	20,1	12,8
Ecart de conversion	0,4	-0,2
Variations de périmètre	0,1	13,3 (b)
Variation par le résultat	4,4	-0,1
Inscription en réserves	-3,0	0,1
Autres mouvements	-0,3	-0,3
31 décembre 2008	21,7	25,6

- (a) Dont impôt différé lié à l'acquisition de Biomedics et calculé sur la base de la juste valeur du terrain et des constructions : 3,1 millions d'euros
Dont impôt différé lié à l'acquisition de BTF et calculé sur la base de la juste valeur des technologies : 3 millions d'euros
- (b) Dont impôt différé lié à l'acquisition de bioTheranostics et calculé sur la base de la juste valeur des éléments acquis net de l'activation de pertes fiscales utilisables: 10,5 millions d'euros
Dont impôt différé lié à l'acquisition de AB bioMérieux et calculé sur la base de la juste valeur des éléments acquis : 2,3 millions d'euros
Dont impôt différé lié à l'acquisition de PML et calculé sur la base de la juste valeur des éléments acquis net de l'activation de pertes fiscales utilisables : 0,5 million d'euros

Les actifs d'impôts différés sont principalement localisés aux Etats-Unis et en France, où ils résultent de différences temporaires d'imposition dues notamment aux durées d'amortissement des actifs immobilisés, à la non-déductibilité de certaines provisions et à l'élimination des marges en stocks.

Ventilation de l'impôt différé actif <i>En millions d'euros</i>	Provisions pour retraites	Elim marges en stocks et immobilisations	Autres	Total
31 décembre 2006	5,6	8,8	10,5	24,9
Mouvements de l'exercice	-0,1	0,9	-3,9	-3,1
Ecart de conversion	-0,3	-0,5	-0,9	-1,7
31 décembre 2007	5,2	9,2	5,7	20,1
Mouvements de l'exercice	-0,6	0,9	0,9	1,2
Ecart de conversion	0,1	0,3	0,0	0,4
31 décembre 2008	4,7	10,4	6,6	21,7

L'impôt différé relatif aux écritures de capitaux propres (correspondant dans le Groupe aux écritures de juste valeur des instruments financiers et aux impôts différés rattachés aux actions propres) s'élève à -2,4 millions d'euros.

L'impôt différé sur pertes reportables s'élève à 1,6 million d'euros au 31 décembre 2008.

Les déficits reportables non retenus pour le calcul des impôts différés, s'élèvent à 6,1 millions d'euros qui représentent une économie potentielle d'impôt de 2,2 millions d'euros. En outre, les retraitements pratiqués en consolidation sur les sociétés concernées ne donnent pas lieu à la constatation d'une imposition différée active ; ces retraitements s'élèvent à 1,5 million d'euros (soit une économie potentielle d'impôt de 0,6 million d'euros).

Les passifs d'impôts différés proviennent essentiellement de la comptabilisation à la juste valeur des actifs immobilisés de bioTheranostics (10,9 millions d'euros), de l'Espagne (fusionnée avec Biomedics : 2,8 millions d'euros), de Bacterial Barcodes (2,5 millions d'euros) et de BTF (2,2 millions d'euros), dans le cadre de l'acquisition de ces sociétés. En outre, les passifs d'impôts différés incluent des provisions d'impôt sur réserves distribuables pour 2,3 millions d'euros.

16 – ENDETTEMENT NET / (TRESORERIE NETTE)

16.1 – REFINANCEMENT DE LA DETTE

Au 31 décembre 2008, après financement des acquisitions nettes de la trésorerie disponible d'AB Bio-Disk (66,4 millions d'euros), AviraDX (39,5 millions d'euros) et PML (22,2 millions d'euros) et de la distribution de 29,8 millions d'euros de dividendes aux actionnaires de bioMérieux SA, l'endettement net du Groupe s'élève à 50,9 millions d'euros.

Le financement de ces acquisitions a été partiellement réalisé par tirage du prêt syndiqué.

bioMérieux SA bénéficie d'un prêt syndiqué d'un montant de 260 millions d'euros, d'une durée initiale de 7 ans (janvier 2013), remboursable in fine pour 100% du montant. Il est soumis à des clauses d'exigibilité anticipée (cf. note 16.3).

16.2 – ECHEANCIER DE LA DETTE FINANCIERE NETTE

L'échéancier est présenté par rapport aux montants comptabilisés au bilan. En effet, les emprunts ne sont pas actualisés, et les intérêts non courus ne sont pas intégrés, car les emprunts sont essentiellement à taux variable.

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2006	31/12/2007	Augmentations Diminutions	Change- ment périmètre	Variation au tableau des flux de trésorerie	Autres variations (a)	31/12/2008
Disponibilités	-32,8	-48,3	1,5	-6,8	-5,3	3,7	-49,9
Placements de trésorerie	-1,1	-6,2	3,3		3,3		-2,9
Disponibilités et équivalents de trésorerie	-33,9	-54,5	4,8	-6,8	-2,0	3,7	-52,8
Concours bancaires courants et autres dettes financières non confirmées	25,9	18,5	4,3		4,3	-1,5	21,3
Trésorerie nette	-8,0	-36,0	9,1	-6,8	2,3	2,2	-31,5
Dettes financières confirmées	18,5	21,0	61,5		61,5	-0,1	82,4
<i>dont part à plus de cinq ans</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>					<i>1,2</i>
<i>entre 1 an et cinq ans</i>	<i>15,6</i>	<i>16,8</i>					<i>76,9 (b)</i>
<i>à moins d'un an</i>	<i>1,2</i>	<i>3,0</i>					<i>4,3 (c)</i>
Endettement net / (Trésorerie nette)	10,5	-15,0	70,6	-6,8	63,8	2,1	50,9

(a) Incidence des fluctuations de change et autres mouvements

(b) Dont emprunt syndiqué (65 millions d'euros)

Dont endettement relatif au contrat de location-financement du centre logistique de la Plaine de l'Ain 5,8 millions d'euros, dont 5,1 millions d'euros d'option d'achat. Le contrat se termine en 2010. A l'issue du contrat, bioMérieux pourra acquérir le bâtiment moyennant le paiement de l'option d'achat.

Dont compte-courant de participation des salariés (3,7 millions d'euros)

(c) Dont compte-courant de participation des salariés (2,3 millions d'euros)

Dont endettement relatif au contrat de location-financement du centre logistique de la Plaine de l'Ain 0,7 million d'euros

Les échéanciers de règlement des emprunts en cours à la clôture sont respectés.

Aucun emprunt, dont la mise en place serait effective sur 2009, n'a été signé avant le 31 décembre 2008.

16.3 – EXIGIBILITE ANTICIPEE DES DETTES FINANCIERES

Le prêt syndiqué est assujéti à un seul ratio : « endettement net / résultat opérationnel courant avant amortissements et frais liés aux acquisitions », qui ne doit pas excéder 3. Au 31 décembre 2008, ce ratio est respecté.

Les autres dettes financières à terme au 31 décembre 2008 sont essentiellement constituées par la dette financière relative au centre logistique de la Plaine de l'Ain (IDC) et par le compte-courant de participation des salariés ; aucun de ces emprunts n'est soumis au respect de ratios financiers.

16.4 – TAUX D'INTERET

Au 31 décembre 2008, la dette financière (82,4 millions d'euros) est intégralement constituée de lignes à taux variables (hors compte courant bloqué dans le cadre de la participation des salariés).

16.5 – EMPRUNTS CORRESPONDANT A DES BIENS LOUES IMMOBILISES

16.5.1 – Emprunt (part en capital)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
A moins d'un an	1,2	1,2	1,2
Entre un et cinq ans	7,4	8,3	8,6
A plus de cinq ans	1,2	1,2	1,2
Total	9,8	10,7	11,0

16.5.2 – Loyers futurs (capital et intérêt)

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Paiements minimaux futurs	10,6	11,6	12,1
à moins d'un an	1,5	1,4	1,5
entre un et cinq ans	7,9	8,9	9,4
à plus de cinq ans	1,2	1,2	1,2
Moins frais financiers inclus	-0,8	-0,9	-1,1
Valeur actualisée des loyers futurs	9,8	10,7	11,0

16.6 – DECOMPOSITION DE L'ENDETTEMENT NET / (TRESORERIE NETTE) PAR DEVISE

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Zone Euro	102,5	75,3	68,1
Autres			
Dollars US	-53,6	-88,3	-64,3
Couronnes suédoises	-7,7	-0,2	-0,5
Livres anglaises	-2,3	-0,9	-2,2
Zloty polonais	-2,3	-1,4	-1,6
Yens japonais	13,1	10,9	10,9
Réals brésiliens	1,5	1,8	1,5
Rands africains	0,1	-7,8	
Autres devises	-0,4	-4,4	-1,4
Total	50,9	-15,0	10,5

16.7 – GARANTIE DES EMPRUNTS

Aucune sûreté réelle sur des éléments d'actif n'a été accordée à un organisme bancaire.

Pour les filiales ayant recours à des financements externes au Groupe, une garantie à première demande est émise par bioMérieux SA au bénéfice des établissements bancaires octroyant ces facilités.

17 – FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Fournisseurs et comptes rattachés	120,2	98,1	95,8
Avances et acomptes	1,5	0,8	1,0
Dettes fiscales et sociales	110,1	108,5	98,3
Produits constatés d'avance	26,2	23,1	23,6
Autres dettes	13,9	8,2	9,4
Autres dettes d'exploitation	151,7 (a)	140,6	132,3
Dettes d'impôt exigible	11,7	12,3	11,0
Dettes sur immobilisations	14,6	14,9	14,9
Autres	0,5	0,0	1,4
Dettes hors exploitation	15,1 (b)	14,9	16,3

(a) Les dates d'échéance des dettes d'exploitation sont généralement inférieures à un an, à l'exception de la dette relative aux obligations de retraite de bioMérieux Italie (3,6 millions d'euros), de la participation des salariés de bioMérieux SA (1,1 million d'euros) et de certains produits constatés d'avance relatifs aux contrats de maintenance

(b) Les dettes hors exploitation ont une échéance essentiellement inférieure à un an

18 – FRAIS DE PERSONNEL

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Salaires	275,8 (a)	273,0	263,4
Charges sociales	95,2	92,2	92,2
Intéressement et participation (b)	10,8	7,9	8,5
Total	381,8 (c) (d)	373,1	364,1
Effectif moyen	5 863	5 749	5 663
Effectif en fin d'exercice	6 140	5 771	5 747

(a) Dont 5,7 millions d'euros correspondant à la quote-part de la juste valeur des rémunérations en actions (cf. note 19)

(b) bioMérieux SA

(c) Dont 4,7 millions d'euros correspondant à des frais de restructuration classés en « Autres produits et charges opérationnels non courants »

(d) Dont 17,3 millions d'euros de cotisations à des plans de retraite à cotisations définies (hors Espagne et Portugal, non disponibles)

19 – PAIEMENTS EN ACTIONS

19.1 – PLANS D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

	Plans d'attribution gratuite d'actions	
Société	bioMérieux SA	bioMérieux SA
Date de l'AG mixte (délégation donnée au conseil)	9 juin 2005	12 juin 2008
Nombre d'actions susceptibles d'être attribuées	1% du capital (394 537)	200 000
Bénéficiaires	Mandataires sociaux / Salariés	
Conditions d'acquisition des droits	Durée de présence de 2 ans	
Période d'incessibilité	Conservation pendant 2 ans à partir de l'acquisition	
Nombre d'actions attribuées en 2008	15 000	10 000
Nombre d'actions attribuées cumulé au 31/12/2008	286 000	10 000
Nombre d'actions effectivement remises en 2008	160 500	0
Nombre d'actions effectivement remises cumulé au 31/12/2008	198 500	10 000
Nombre d'actions annulées en 2008	0	0
Nombre d'actions restant à remettre au 31/12/2008	87 500	10 000
Nombre d'actions restant à attribuer au 31/12/2008	0	190 000

Une charge de 5,7 millions d'euros a été constatée à ce titre en frais de personnel en 2008 contre 5,3 millions d'euros en 2007. (cf. note 18).

Compte tenu des 172 500 actions déjà acquises au 31 décembre 2008 par bioMérieux SA, l'ensemble du plan d'attribution est couvert au 31 décembre 2008.

19.2 – PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

	Plan d'options de souscription d'actions
Société	bioTheragnostics
Date de l'AG (délégation donnée au conseil)	24 septembre 2008
Nombre d'options susceptibles d'être attribuées	1 000 000
Bénéficiaires	Mandataires sociaux / Salariés / Conseils
Point de départ d'exercice des options	4 ans à compter de la date d'attribution - 25% à la fin de chaque année
Date d'expiration des options	10 ans à compter de la date d'attribution
Prix de souscription par action	\$6,00
Nombre d'options attribuées en 2008	367 500
Nombre d'options attribuées cumulé au 31/12/2008	360 500
Nombre d'actions pouvant être souscrites au 31/12/2008	367 500
Nombre d'options exercées au 31/12/2008	0
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2008	0
Nombre d'options annulées en 2008	7 000
Nombre d'options restant à attribuer au 31/12/2008	639 500

La charge constatée à ce titre en frais de personnel en 2008 est non significative (cf. note 18).

Ce plan d'options de souscription d'actions, émis sur les titres de la société bioTheragnostics, n'a pas d'incidence significative sur le calcul du résultat net dilué par action.

20 – CHARGES DE LOCATIONS SIMPLES

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Charges de location simple	19,7	17,0	17,6

21 – DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Amortissements des immobilisations	75,1	72,3	71,9
Provisions	-6,6	8,4	-2,3
Dépréciation des actifs courants	8,1	-4,2	2,4
Dépréciation des immobilisations financières	1,2	1,1	-1,1
Total	77,8	77,6	70,9

22 – CHARGE FINANCIERE NETTE

22.1 – COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

<i>En millions d'euros</i>	Produits	Charges	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Frais financiers	2,3 (a)	5,2	-2,9	0,4	-0,5
Ecart de change	0,4		0,4	-0,3	-0,1
Frais de mise en place des nouveaux emprunts					-0,6
Couvertures de taux				-0,1	0,3
TOTAL	2,7	5,2	-2,5	0,0	-0,9

(a) produits financiers sur opérations de trésorerie

22.2 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

<i>En millions d'euros</i>	Produits	Charges	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Produits sur créances de location financement	3,5		3,5	3,4	3,4
Dépréciation / Cession de titres non consolidés	0,6	1,6	-1,0 (a)	2,2 (c)	1,1 (d)
Autres	1,1	4,4	-3,3 (b)	-0,9	-2,7
Total	5,2	6,0	-0,8	4,7	1,8

(a) Dont dépréciation des titres Inodiag (-0,9 million d'euros) et Dynavax (-0,7 million d'euros)

(b) Dont couvertures de change commerciales (-2,1 millions d'euros), charge d'actualisation de la provision pour restructuration du site de Boxel (-1,3 million d'euros) et intérêts de retard (0,9 million d'euros)

(c) Dont plus-value réalisée lors de la cession des titres OPI (3,3 millions d'euros) et dépréciation des titres Dynavax (-0,8 million d'euros) et Oscient Pharma (-0,3 million d'euros)

(d) Dont dépréciation des titres Dynavax (+2,1 millions d'euros) et Oscient Pharma (-1 million d'euros)

22.3 – ECARTS DE CHANGE

Les écarts de change comptables résultent des différences entre le cours de comptabilisation et le cours de règlement (ou de clôture si le règlement n'est pas encore intervenu). Ils ne reflètent qu'une partie de l'incidence des variations monétaires.

Le cours de comptabilisation est le cours du jour de l'opération. Le cours de règlement est, soit le cours du jour de règlement, soit le cours de couverture (hors valeur temps) si l'opération a préalablement fait l'objet d'une couverture de change.

Les écarts de change comptables relatifs aux opérations commerciales sont comptabilisés dans les rubriques correspondantes du compte de résultat. Les écarts de change ont affecté le compte de résultat de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Ventes	3,0	-0,3	-1,3
Achats	-1,7	2,1	-0,1
Financier	0,4	-0,3	-0,1
Total	1,7	1,5	-1,5

23 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

<i>En millions d'euros</i>	Produits	Charges	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Cessions partielles de titres	2,7	1,3	1,4 (a)		
Restructuration de bioMérieux Japon	1,0	2,6	-1,6 (b)		
Restructuration du site de Boxtel	4,5	5,8	-1,3 (c)	-28,5 (c)	0,2
Autres restructurations	0,6	2,0	-1,4 (d)	-0,1	-0,6
Plus et moins-values sur opérations en capital	7,8	6,9	0,9	0,2	
Autres	3,4	2,2	1,2 (e) (f)	11,3 (e) (f)	3,5 (f)
Total	20,0	20,8	-0,8	-17,1	3,1

(a) Dont cession de 34% des titres de bioMérieux Japon (1,6 million d'euros) et cession de 26% des titres de bioMérieux Afrique du Sud (-0,2 million d'euros)

(b) Dont indemnités versées aux salariés (1 million d'euros)

(c) Ces charges incluent (en millions d'euros) :

les indemnités de départ versées aux salariés	-2,6	
les surcoûts liés au transfert des activités de production	-1,9	
la dépréciation des stocks non transférables	-1,1	
la dépréciation des immobilisations non utilisées à terme	-0,2	-0,6
la dotation/reprise nette à la provision pour restructuration (cf.note 14.2.2)	4,5	-30,6
la reprise nette aux provisions pour retraites et médailles du travail		2,7

(d) cf. note 14.2.2

(e) Dont reprises nettes aux provisions pour litiges : 3 millions d'euros au 31 décembre 2008 (cf. note 14.2.2) et 11,4 millions d'euros au 31 décembre 2007

(f) Dont produits nets liés à la cession de la gamme Hémostase : 0,3 million d'euros au 31 décembre 2008, 0,4 million d'euros au 31 décembre 2007 et 10,1 millions d'euros au 31 décembre 2006

Dont charges liées à l'arrêt des microplaques aux Etats-Unis : -6,6 millions d'euros au 31 décembre 2006

24 – IMPOTS SUR LES RESULTATS

24.1 – ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois		2007 12 mois		2006 12 mois	
	Impôt	Taux	Impôt	Taux	Impôt	Taux
Impôt théorique au taux de droit commun français (a)	62,9	34,4%	53,2	34,4%	52,8	34,4%
- Incidence des produits taxés à taux réduits et des taux d'imposition étrangers	-0,3	-0,2%	2,3	1,5%	1,8	1,2%
- Impôts de distribution	3,6	2,0%	3,4	2,2%	4,4	2,9%
- Incidence des différences permanentes	-1,8	-1,0%	-0,5	-0,3%	-1,2	-0,8%
- Actifs d'impôt non constatés sur pertes reportées	1,8	1,0%	3,7	2,4%	0,4	0,2%
- Utilisation d'actifs d'impôt antérieurement non constatés	-2,3	-1,2%	-0,4	-0,3%	-4,6	-3,0%
- Crédits d'impôt (notamment crédits d'impôt recherche)	-12,4	-6,8%	-6,6	-4,3%	-7,0	-4,5%
Charge effective d'impôt	51,5	28,2%	55,1	35,6%	46,6	30,4%

(a) Application du taux de droit commun français au résultat net avant impôt des sociétés intégrées.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%. La loi sur le financement de la sécurité sociale n° 99-1140 du 29 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition, majorant le taux légal d'imposition de 1,1%.

24.2 – VENTILATION DE LA CHARGE D'IMPOT

<i>En millions d'euros</i>	2008 12 mois	2007 12 mois	2006 12 mois
Impôt sur le résultat opérationnel courant	51,6	51,6	45,6
Impôt sur les autres produits et charges opérationnels	0,5	0,5	0,6
Impôt sur le résultat financier	-0,6	3,0	0,4
Total	51,5	55,1	46,6
Charge nette d'impôt			
dont Charge d'impôt courant	56,0	48,9	51,5 (a)
dont Charge nette d'impôt différé	-4,5	6,2	-4,9

(a) Dont 47 millions d'euros hors cession de la gamme de produits Hémostase

25 – INFORMATION SECTORIELLE

bioMérieux est organisée par zone géographique (Europe, Amérique du Nord, Asie Pacifique et Amérique latine). L'Afrique et le Moyen-Orient sont placés sous la Direction « Europe ».

Les principes comptables retenus pour l'information sectorielle sont identiques à ceux appliqués pour l'établissement des comptes consolidés.

31 DECEMBRE 2008 <i>En millions d'euros</i>	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Opérations intra- Groupe	Total consolidé
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires consolidé (selon nationalité client final)	662,6	242,8	129,2	75,9		1110,5
Ventes externes au départ de la zone	675,6	248,1	119,8	67,0		1110,5
Ventes inter-secteurs	103,3	167,2	1,5	1,9	-273,9	0,0
Chiffre d'affaires au départ de la zone	778,9	415,3	121,3	68,9	-273,9	1110,5
Résultat						
Résultat opérationnel courant du secteur	69,8	116,5	5,2	1,6	-6,2	186,9
Autres produits et charges opérationnels non alloués						-0,8
Résultat opérationnel						186,1
Coût de l'endettement financier net						-2,5
Autres charges financières nettes non allouées						-0,8
Résultat avant impôt						181,5
Impôt sur les résultats						-51,5
Résultat d'ensemble net						130,0
Autres informations						
Total des investissements (y compris location-financement à long terme)	-60,0	-33,0	-7,4	-8,2		-108,6
Amortissements et dépréciations du secteur	-55,2	-14,6	-4,5	-5,4		-79,7
Amortissements et dépréciations non alloués						1,9
Total des amortissements et dépréciations						-77,8
Bilan						
Actif						
Actifs sectoriels	783,0	335,2	71,0	45,6	-228,6	1006,2
<i>Dont actif immobilisé</i>	222,5	118,9	22,0	14,9		378,3
Investissements dans des entreprises associées						2,0
Actifs non alloués						181,0
Actifs consolidés						1189,2
Passif						
Passifs sectoriels	387,0	121,5	43,5	21,3	-228,6	344,7
Capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)						688,4
Dettes financières						103,7
Autres passifs non alloués						52,4
Passifs consolidés						1189,2

31 DECEMBRE 2007 <i>En millions d'euros</i>	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Opérations intra- Groupe	Total consolidé
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires consolidé (selon nationalité client final)	613,2	262,7	118,9	68,0		1062,8
Ventes externes au départ de la zone	619,6	271,8	110,9	60,5		1062,8
Ventes inter-secteurs	96,0	149,5		1,3	-246,8	0,0
Chiffre d'affaires au départ de la zone	715,6	421,3	110,9	61,8	-246,8	1062,8
Résultat						
Résultat opérationnel courant du secteur	62,5	95,8	5,4	5,5	-2,2	167,0
Autres produits et charges opérationnels non alloués						-17,1
Résultat opérationnel						149,9
Coût de l'endettement financier net						0,0
Autres charges financières nettes non allouées						4,7
Quote part de résultat des entreprises associées						-1,4
Résultat avant impôt						153,2
Impôt sur les résultats						-55,1
Résultat d'ensemble net						98,1
Autres informations						
Total des investissements (y compris location-financement à long terme)	59,2	32,1	5,7	6,0		103,0
Amortissements et dépréciations du secteur	-50,1	-7,9	-5,2	-2,8		-66,0
Amortissements et dépréciations non alloués						-11,5
Total des amortissements et dépréciations						-77,5
Bilan						
Actif						
Actifs sectoriels	587,8	187,6	85,6	54,5	-93,8	821,7
<i>Dont actif immobilisé</i>	220,6	70,7	20,9	14,9		327,1
Investissements dans des entreprises associées						3,1
Actifs non alloués						173,6
Actifs consolidés						998,4
Passif						
Passifs sectoriels	289,2	117,8	11,3	8,1	-93,8	332,6
Capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)						601,3
Dettes financières						39,5
Autres passifs non alloués						25,0
Passifs consolidés						998,4

31 DECEMBRE 2006 <i>En millions d'euros</i>	Europe	Amérique du Nord	Asie Pacifique	Amérique latine	Opérations intra- Groupe	Total consolidé
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires consolidé (selon nationalité client final)	586,0	268,8	113,1	69,0		1036,9
Ventes externes au départ de la zone	594,2	276,3	105,8	60,6		1036,9
Ventes inter-secteurs	94,6	135,1		0,6	-230,3	0,0
Chiffre d'affaires au départ de la zone	688,8	411,4	105,8	61,2	-230,3	1036,9
Résultat						
Résultat opérationnel courant du secteur	70,1	72,9	3,0	3,1	0,3	149,4
Autres produits et charges opérationnels non alloués						3,1
Résultat opérationnel						152,5
Coût de l'endettement financier net						-0,9
Autres charges financières nettes non allouées						1,8
Quote part de résultat des entreprises associées						-1,4
Résultat avant impôt						152,0
Impôt sur les résultats						-46,6
Résultat d'ensemble net						105,4
Autres informations						
Total des investissements (y compris location-financement à long terme)	55,1	33,1	5,6	6,1		99,9
Amortissements et dépréciations du secteur	-35,6	-13,6	-5,6	-2,7		-57,5
Amortissements et dépréciations non alloués						-13,4
Total des amortissements et dépréciations						-70,9
Bilan						
Actif						
Actifs sectoriels	545,0	234,1	52,4	42,8	-80,2	794,1
<i>Dont actif immobilisé</i>	204,2	76,3	9,9	12,4		302,8
Investissements dans des entreprises associées						4,9
Actifs non alloués						140,6
Actifs consolidés						939,6
Passif						
Passifs sectoriels	248,6	103,5	29,6	18,4	-80,2	319,9
Capitaux propres (y compris intérêts minoritaires)						557,5
Dettes financières						44,4
Autres passifs non alloués						17,8
Passifs consolidés						939,6

26 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

en milliers d'euros	2008							2007						
	Deloitte & Associés		CCA		Autres		Total	Deloitte & Associés		CCA		Autres		Total
Certification des comptes	696	98%	129	100%	220	93%	1045	780	100%	125	100%	165	99%	1070
- bioMérieux SA	153	22%	129	100%			282	129	17%	125	100%			254
- filiales intégrées globalement	543	76%			220	93%	763	651	83%			165	99%	816
Missions accessoires	10		4		2	1%	12					2	1%	2
AUDIT	706	99%	129	100%	222	94%	1057	780	100%	125	100%	167	100%	1072
Juridique, fiscal, social	4	0%				0%	4	2	0%				0%	2
Autres					15	6%	15						0%	0
AUTRES PRESTATIONS	4	1%	0		15	6%	19	2	0%	0		0	0%	2
TOTAL	710	100%	129	100%	237	100%	1076	782	100%	125	100%	167	100%	1074

27 – GESTION DES RISQUES

27.1 – RISQUE DE CHANGE

27.1.1 – Politique du Groupe

Une part importante de l'activité du Groupe étant exercée en dehors de la zone euro, son chiffre d'affaires, ses résultats et son bilan peuvent être significativement affectés par les fluctuations des taux de change entre l'euro et les autres devises. Le chiffre d'affaires subit, en particulier, les mouvements du taux de change entre l'euro et le dollar américain et, de façon plus ponctuelle, d'autres devises.

Toutefois, certaines dépenses d'exploitation étant réglées en dollars, en particulier celles exposées aux Etats-Unis, l'incidence de la variation du dollar sur le résultat d'exploitation est atténuée. Par contre, cette auto-couverture est plus limitée pour les diverses autres devises dans lesquelles le Groupe opère.

En outre, le Groupe peut être exposé sur des dettes contractées par certaines de ses filiales dans une devise autre que la leur, notamment des dettes en euros ou en dollars contractées dans des pays dont la devise est plus volatile et dont la couverture des risques associés n'est pas toujours possible (comme certains pays d'Amérique latine).

La politique actuelle du Groupe (qui pourrait être modifiée) est de chercher à se prémunir contre les incidences des fluctuations de change sur son résultat net par rapport à son budget. Dans la mesure du possible, en fonction de la disponibilité d'instruments de couverture à des coûts raisonnables, le Groupe a recours à de tels instruments pour limiter les risques liés à la fluctuation des taux de change. Sa pratique actuelle est de mettre en place des couvertures globales en regroupant des risques analogues. Les couvertures sont mises en place dans la limite des opérations inscrites au budget et n'ont pas de caractère spéculatif.

Les filiales de distribution sont actuellement facturées dans leur devise par les producteurs (sauf impossibilité réglementaire) ce qui permet une centralisation du risque de change transactionnel sur les entités de production.

Dans la mesure du possible, l'endettement financier fait l'objet de couverture lorsqu'il n'est pas libellé dans la devise du pays concerné de manière à neutraliser le risque de change comptable correspondant.

Les opérations de couverture consistent principalement en des ventes ou achats de devises à terme (avec une échéance inférieure à 18 mois au 31 décembre 2008). Le détail du nominal de la répartition entre couvertures de transactions comptabilisées et futures et de la valeur de marché des instruments de couverture, est présenté en note 27.1.3.

27.1.2 – Exposition au risque de change

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a été réalisé dans les devises suivantes :

<i>En millions d'euros</i>	2008		2007		2006	
	12 mois	%	12 mois	%	12 mois	%
Zone Euro	517	47%	478	45%	472	46%
Autres						
Dollars (a)	282	25%	294	28%	299	29%
Livres anglaises	36	3%	43	4%	42	4%
Yens japonais	29	3%	28	3%	31	3%
Zlotys polonais	28	3%	25	2%	24	2%
Réals brésiliens	28	2%	26	2%	27	3%
Autres devises	191	17%	169	16%	142	14%
Sous-total	594	53%	585	55%	565	54%
TOTAL	1 111	100%	1 063	100%	1 037	100%
Sensibilité (b)	-6		-6		-6	

(a) Dollar et monnaies associées : comprend Etats-Unis et Chine

(b) Impact d'une appréciation instantanée de 1% du cours de l'euro par rapport à l'ensemble des devises

Eléments de situation nette

Une appréciation instantanée de 1% du cours de l'euro par rapport à l'ensemble des devises se traduirait par l'impact suivant :

<i>En millions d'euros</i>	2008	2007
Résultat net	-1,2	-1,0
Capitaux propres (a)	-3,7	-3,2

(a) Conversion au taux de clôture

Exposition des créances et des dettes

La position en devises au 31 décembre 2008 des principales sociétés du groupe (bioMérieux SA et bioMérieux Inc) exposées à un risque de change est donnée dans le tableau suivant :

	USD	JPY	BRL	GBP	RUB
<i>(en millions de devises)</i>					
Actifs en devises	61,7	1 016	16,9	3,2	128,5
Passifs en devises	-64,5	-45	0,0	-0,1	0,0
Position de change avant couverture	-2,8	971	16,9	3,1	128,5
Couverture	-0,4	971	16,9	3,0	35,0
Position de change après couverture	-2,4	0	0,0	0,1	93,5
<i>(en millions d'euros)</i>					
Position de change après couverture	-1,7	0	0,0	0,2	2,3
Sensibilité (a)	0	0	0	0	0

(a) Impact d'une hausse instantanée de 1% du cours de change sur la position nette de change au 31 décembre 2008, après prise en compte des couvertures

27.1.3 – Instruments de couverture

bioMérieux procède à des opérations de couverture afin de réduire les risques de change susceptibles d'impacter son résultat net par rapport à son budget. Sa pratique générale est de mettre en place des couvertures globales en regroupant des opérations de risques analogues. Les couvertures sont prises dans la limite des opérations inscrites au budget et n'ont pas de caractère spéculatif.

Les couvertures de change en cours au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

Couverture de change au 31 décembre 2008 <i>En millions d'euros</i>	Montant	Échéances		Valeur de marché (a)
		< 1 an	1 à 5 ans	
Couvertures de transactions commerciales				
- Change à terme	88,0	88,0		
- Options	0,3	0,3		
Total	88,3	88,3		
Couvertures de transactions commerciales futures				
- Change à terme	190,3	164,6	25,7	11,2
- Options	21,3	19,3	2,0	1,6
Total	211,6	183,9	27,7	12,8
Couvertures des investissements nets à l'étranger				
- Change à terme	51,8	41,0	10,8	-2,6
Total	51,8	41,0	10,8	-2,6

(a) Différence entre le cours de couverture actualisé au 31 décembre 2008 et le cours de marché au 31 décembre 2008

La valeur de marché des couvertures de transactions commerciales futures en cours au 31 décembre 2008 (+12,8 millions d'euros) est comptabilisée en autres réserves (+13 millions d'euros) et en résultat (-0,2 million d'euros).

La valeur de marché des couvertures des investissements nets à l'étranger en cours au 31 décembre 2008 (-2,6 millions d'euros) est comptabilisée en autres réserves.

Les ventes, achats à terme et options en cours au 31 décembre 2008 ont une échéance inférieure à 18 mois.

Le « recyclage » en résultat opérationnel courant de la partie efficace des couvertures de flux de trésorerie précédemment imputés en réserves n'est pas significatif.

27.2 - RISQUE DE CREDIT

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif. La valeur nette comptable des créances reflète la juste valeur des flux nets à recevoir. L'impact des dépréciations nettes sur les créances clients est donnée en note 9.

27.3 – RISQUE DE LIQUIDITE

Les passifs financiers à moins d'un an et à plus d'un an sont présentés au bilan respectivement en passifs courants et non courants.

Le total des actifs financiers courants étant très supérieur au total des passifs financiers courants et l'impact de la saisonnalité étant non significatif, le Groupe n'est pas exposé à un risque de liquidité.

Dans ce contexte, le seul échéancier donné est celui relatif à la dette financière nette présenté dans la note 16.2.

27.4 – RISQUE DE TAUX D'INTERET

Compte tenu du niveau de l'endettement net (50,9 millions d'euros au 31 décembre 2008) l'exposition au risque de taux n'est pas significative et n'a pas fait l'objet de couverture en 2008. Une variation de taux de 100 points de base en 2008 n'aurait pas eu d'incidence significative sur les frais financiers nets résultant des placements et des dettes financières.

27.5 – RISQUE DE CONTREPARTIE

Les transactions financières (lignes de crédit, opérations de marché, placements,...) sont effectuées avec des banques de premier rang et le Groupe veille à diversifier l'attribution de ses transactions financières sur l'ensemble de ses partenaires bancaires afin de limiter le risque de contrepartie.

27.6 - INSTRUMENTS FINANCIERS : ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

La ventilation des actifs et passifs financiers selon les catégories prévues par la norme IAS 39 catégories « extra-comptables » (cf. note annexe 1.17), et la comparaison entre les valeurs comptables et les justes valeurs, sont données dans le tableau ci-dessous (hors créances et dettes fiscales et sociales) :

Rubrique au bilan	Note	Désignation des instruments financiers	31 décembre 2008		31 décembre 2007	
			Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs :						
Immobilisations financières :	6		16,6	16,6	17,8	17,8
- prêts et créances		D	5,7	5,7	5,4	5,4
- titres disponibles à la vente		A	10,8	10,8	11,5	11,5
- titres comptabilisés selon l'option à la juste valeur par le résultat		B	0,1	0,1	0,9	0,9
Participations dans les entreprises associées	7	D	2,0	2,0	3,1	3,1
Autres actifs non courants (part LT des créances de location financement)	5.3	C	26,0	26,0	21,7	21,7
Créances clients :	9		315,4	315,4	293,6	293,6
- créances clients		D	304,5	304,5	284,1	284,1
- part court terme des créances de location financement	5.3	C	10,9	10,9	9,5	9,5
Autres créances :						
- avances et acomptes	10	D	2,4	2,4	1,3	1,3
- instruments dérivés	10	(*)	10,2	10,2	0,0	0,0
- couverture de transactions commerciales futures	27.1.3		12,8	12,8		
- couverture des investissements nets à l'étranger	27.1.3		-2,6	-2,6		
Disponibilités et équivalents de trésorerie	11	B	52,8	52,8	54,5	54,5
Passifs :						
Fourisseurs	17	D	120,2	120,2	98,1	98,0
Autres dettes :	17					
- avances et acomptes		D	1,5	1,5	0,8	0,8
- autres dettes d'exploitation		D	13,9	13,9	8,2	8,2
- dettes sur immobilisations		D	14,6	14,6	14,9	14,9
- instruments dérivés	17	(*)	0,0	0,0	-0,6	-0,6
- couverture de transactions commerciales futures	27.1.3				-0,2	-0,2
- couverture des investissements nets à l'étranger	27.1.3				-0,4	-0,4
Emprunts (courants & non courants)	16.2	C	103,7	103,7	39,5	39,5

A : actifs ou passifs disponibles à la vente

B : actifs ou passifs évalués à la juste valeur par le résultat

C : actifs ou passifs évalués au coût amorti

D : actifs ou passifs évalués au coût

(*) : comptabilisés au bilan à la juste valeur ; la contrepartie dépend de la qualification de la couverture (cf. note 1.17)

Aucun reclassement entre les différentes catégories n'a été effectué en 2008.

Les dépréciations constatées sur les actifs financiers concernent essentiellement les dépréciations sur les créances clients (cf. note 9) et les immobilisations financières (note 6).

Les dépréciations et variations de juste valeur sur les actifs financiers ont été constatées uniquement en résultat.

Il n'existe aucun actif financier donné en garantie.

28 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements reçus et donnés en cours au 31 décembre 2008 sont les suivants :

- Les engagements de loyers immobiliers souscrits par les différentes sociétés du Groupe s'élèvent à 16,8 millions d'euros au 31 décembre 2008, dont 11,6 millions d'euros à échéance supérieure à un an.
- bioMérieux SA est partenaire d'un programme de recherche coordonné par la société Mérieux Alliance, associant les sociétés bioMérieux, Transgène, Genosafe et l'association Genethon et dont l'objet est de développer une nouvelle génération de diagnostics et de thérapies centrée sur les cancers, les maladies infectieuses et génétiques. Ce programme est désigné "ADNA" ("Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques"). Il est aidé par l'Agence de l'Innovation Industrielle qui a fusionné en 2007 avec OSEO ANVAR. Dans ce cadre, bioMérieux SA s'est engagé dans la réalisation de travaux de recherche et développement à hauteur de 136,5 millions d'euros couvrant la période 2007 à 2017. En contrepartie, bioMérieux SA recevra des subventions et des aides remboursables pour des montants pouvant atteindre respectivement 19,4 millions d'euros (dont 1,7 million d'euros au titre de l'exercice 2007) et 23,1 millions d'euros. En cas de succès, bioMérieux SA devra rembourser les aides remboursables proportionnellement à son chiffre d'affaires (2%) puis verser un intéressement jusqu'en 2027 ou 2029 selon les projets (1% à 2% du chiffre d'affaires selon les projets). La convention d'aide a été avalisée par les autorités européennes le 22 octobre 2008.
- bioMérieux Inc et bioMérieux SA ont conclu différents accords, totalisant 35 millions d'euros, qui impliquent des paiements en fonction de l'avancement des travaux de recherche correspondants ou d'un montant minimum de ventes.
- bioMérieux SA disposait au 31 décembre 2008 d'une option d'achat de 35% du capital social de ReLIA Diagnostic System LLC à échéance janvier 2009 qui n'a pas été exercée.
- bioMérieux Inc dispose d'une option d'achat sur les 7% qu'il ne détient pas encore de bioMérieux Mexique, sur la base d'une formule tenant compte du chiffre d'affaires et du résultat de cette société ; l'impact sur les capitaux propres et la dette financière de bioMérieux n'est pas significatif.
- Dans le cadre du rachat de la participation de CEA-Industrie dans la société Apibio en décembre 2004, bioMérieux SA a accordé à CEA-Industrie une clause d'intéressement, couvrant les exercices 2010 à 2014, s'élevant à 3,5% du chiffre d'affaires qui sera réalisé avec les produits mettant en œuvre la technologie Apibio (MICAM et OLISA principalement). Cet intéressement est plafonné à 1,1 million d'euros.
- bioMérieux SA bénéficie d'un crédit syndiqué de 260 millions d'euros (dont 65 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008) remboursable in fine en 2013 (cf. note 16.1).
- Suite à des opérations d'acquisition-cession, la Société est soumise à des clauses de révision de prix dont la probabilité d'application n'a pas été jugée suffisante ou le montant n'a pas pu être établi de manière suffisamment fiable à la date de clôture.
- Les garanties bancaires obtenues par le Groupe dans le cadre des appels d'offres auxquels il participe totalisent 15,1 millions d'euros au 31 décembre 2008.
- L'estimation au 31 décembre 2008 de l'engagement de bioMérieux SA envers ses salariés dans le cadre du Droit Individuel à la Formation représente un volume maximum de 224 675 heures.
- bioMérieux SA bénéficie d'une clause de complément de prix suite à la vente de sa participation dans la société Harmonie SA. Cette clause prévoit, pour une période de 20 ans (2026), un intéressement de bioMérieux aux produits nets issus des brevets transférés.
- Les autres engagements donnés (avals, cautions et garanties hors engagements fermes de loyers) s'élèvent à 1,6 million d'euros.
- Les autres engagements reçus s'élèvent à 0,9 million d'euros.

29 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

29.1 – REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Le montant global comptabilisé en charges au cours de l'exercice 2008 au titre des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction (Administrateurs et Mandataires sociaux) s'élève à 6 millions d'euros. Ce montant inclut notamment des rémunérations fixes (0,7 million d'euros) et variables (1 million d'euros), des jetons de présence (0,3 million d'euros), des avantages retraites et prévoyance (0,2 million d'euros), et des attributions d'actions non encore définitivement acquises (3,8 millions d'euros).

29.2 – TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

La société bioMérieux SA a acheté des matières premières et des prestations de service, pour un montant total de 2,7 millions d'euros en 2008, à la société La Bergerie de la Combe au Loup, détenue à 20% et mise en équivalence.

29.3 – AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES SOCIETES LIEES NON CONSOLIDEES

La société Mérieux Alliance, qui détient 58,9% de la société bioMérieux SA au 31 décembre 2008, a assuré des prestations de conseil et d'assistance à bioMérieux SA, bioMérieux Inc et bioMérieux BV, s'élevant à 6,4 millions d'euros sur l'exercice. A l'inverse, bioMérieux SA a refacturé à Mérieux Alliance 1,9 million d'euros de charges supportées pour son compte.

Le Groupe a fourni aux sociétés du Groupe Silliker Group Corp, détenu majoritairement par Mérieux Alliance, des réactifs et des instruments pour un montant de 3,3 millions d'euros en 2008. En outre bioMérieux Italie a refacturé des services à hauteur de 0,2 million d'euros.

La société ABL, détenue à 100% par la société TSGH, elle même contrôlée à 100% par la société Mérieux Alliance, est sous-traitant de la société bioMérieux Inc ; le total des marchandises facturées s'élève à 1,7 million d'euros au 31 décembre 2008. Par ailleurs, bioMérieux Inc fournit à ABL des prestations de services s'élevant à 1,6 million d'euros sur l'exercice.

La société bioMérieux Afrique du Sud a versé 1,3 million d'euros à la société Omnimed, détenue à 26% par Litha Healthcare Holdings (pty) Ltd au titre de prestations administratives.

La société Thera Mac Cann a facturé des prestations à bioMérieux SA pour 1 million d'euros au titre de 2008.

bioMérieux SA a versé au titre de dépenses de mécénat humanitaire 1,3 million d'euros à la Fondation Christophe & Rodolphe Mérieux et 1,6 million d'euros à la Fondation Mérieux.

30 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

À la connaissance du Groupe, il n'est pas intervenu depuis le 31 décembre 2008 d'événement susceptible d'avoir une influence significative sur les comptes de l'exercice.

31 – CONSOLIDATION

bioMérieux est consolidé, par intégration globale, dans la société Compagnie Mérieux Alliance (17 rue Bourgelat, 69002 - Lyon).

32 – LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES AU 31 DECEMBRE 2008

		2008 (a)	2007 (a)
bioMérieux SA	69280 Marcy l'Etoile - France R.C.S. Lyon B 673 620 399		Société Mère
AB bioMérieux	Dalvägen 10 169 56 Solna, Stockholm - Suède	100%	
ABG STELLA	1409 Foulk Road, Suite 102, P.O.Box 7108 Wilmington, DE 19803-0108 - USA	100%	100%
Bacterial Barcodes Inc	425 River Road - Athens - GA 30602 - USA	100%	100%
bioMérieux Afrique du Sud	7 Malibongwe Dr, Cnr Aimee St. Fontainebleau, Randburg, PO BOX 2316 Randburg 2125	74%	100%
bioMérieux Afrique Occidentale	08 BP 2634 - Abidjan 08 - Côte d'Ivoire	100%	100%
bioMérieux Algérie	Algérie Business Center Les Pins Maritimes - Mohammadia Alger, Algérie	100%	100%
bioMérieux Allemagne	Weberstrasse 8 - D 72622 Nürtingen - Allemagne	100%	100%
bioMérieux Argentine	Av. Congreso 1745 - (C1428BUE) Capital federal - Buenos Aires - Argentine	100%	100%
bioMérieux Australie	Unit 25, Parkview Business Centre - 1 Maitland Place Baulkham Hills NSW 2153 - Australie	100%	100%
bioMérieux Autriche	Eduard-Kittenberger-Gasse 97, A-1230 Wien - Autriche	100%	100%
bioMérieux Belgique	Media Sqaure - 18-19 Place des Carabiniers - 1030 Bruxelles - Belgique	100%	100%
bioMérieux Benelux BV	Boseind 15 - PO Box 23 - 5281 RM Boxtel - Pays Bas	100%	100%
bioMérieux Brésil	Estrada Do Mapuá, 491 Jacarepaguá - CEP 22710 261 Rio de Janeiro - RJ - Brésil	100%	100%
bioMérieux BV	Boseind 15 - PO Box 84 - 5281 RM Boxtel - Pays Bas	100%	100%
bioMérieux Canada	7815 Henri Bourassa - West - H4S 1P7 Saint Laurent (Québec) Canada	100%	100%
bioMérieux Chili	Seminario 131 - Providencia - Santiago - Chili	100%	100%
bioMérieux Chine	17/Floor, Yen Sheng Center 64 Hoi Yuen Road, Kwun Tong - Kowloon - Hong Kong - Chine	100%	100%
bioMérieux Colombie	Avenida 15 n° 100-43 - Piso 2 - Bogota - Colombie	100%	100%
bioMérieux Corée	7th floor Yoo Sung Building #830-67, Yeoksam-dong, Kangnam ku - Séoul - Corée	100%	100%
bioMérieux CZ	Praha 5, Kosire, Jinonická 80/804- République Tchèque	100%	100%
bioMérieux Danemark	Smedeholm 13C - 2730 Herlev - Danemark	100%	100%
bioMérieux Espagne	Manuel Tovar 45 - 47 - 28034 Madrid - Espagne	100%	100%
bioMérieux Finlande	Rajatorpantie 41C - 01640 Vantaa - Finlande	100%	100%
bioMérieux Grèce	Papanikoli 70 - 15232 Halandri - Athens - Grèce	100%	100%
bioMérieux Hong Kong Investment	17/Floor, Yen Sheng Center 64 Hoi Yuen Road, Kwun Tong - Kowloon - Hong Kong - Chine	100%	

		2008 (a)	2007 (a)
bioMérieux Hongrie	Foti ut.56 - HU - 1047 Budapest - Hongrie	100%	100%
bioMérieux Inc	100 Rodolphe Street - Durham NC 27712 - USA	100%	100%
bioMérieux Inde	A-32, MohanCo-operative Ind. Estate - New Delhi 110 044 - Inde	100%	100%
bioMérieux International SAS (anciennement Stella SAS)	69280 Marcy l'Etoile - France	100%	100%
bioMérieux Italie	Via Fiume Bianco, 56 - 00144 Roma - Italie	100%	100%
bioMérieux Mexique	Chihuahua 88, col. Progreso - Mexico 01080, DF - Mexique	93%	93%
bioMérieux Moyen-Orient	DHCC - Building n° A/P 26 - Healthcare City - Dubaï United Arab Emirates	100%	
bioMérieux Norvège	Økernveien 145 - N-0580 Oslo - Norvège	100%	100%
bioMérieux Nouvelle-Zélande	22/10 Airbourne Road - North Harbour - Auckland - Nouvelle- Zélande	100%	100%
bioMérieux Pologne	ul. Zeromskiego 17 - Warszawa 01-882 - Pologne	100%	100%
bioMérieux Portugal	Rua do Alto do Montijo, Lotes 1 e 2 - 2790-012 Carnaxide - Portugal	100%	100%
bioMérieux Royaume-Uni	Grafton Way, Basingstoke - Hampshire RG 22 6HY - Royaume- Uni	100%	100%
bioMérieux Russie	Petrovsko - Razoumovskii proyezd, 29 - Stroyeniye 2 127287 Moscou - Russie	100%	100%
bioMérieux Singapour	11 - Biopolis Way - Helios blk - 11#10-03 Singapore 138667	100%	
bioMérieux Suède	Hantverkavagen 15 - 43633 Askim - Suède	100%	100%
bioMérieux Suisse	51 Avenue Blanc - Case Postale - 1211 Genève 2 - Suisse	100%	100%
bioMérieux Thaïlande	Regent House Bldg, 16th floor - 83 Rajdamri Road - Lumpini - Pathumwan - Bangkok 10330 - Thaïlande	100%	100%
bioMérieux Turquie	Degirmen Sok. Nida Plaza Kat:6 - 34742 Kozyatagi - Istanbul - Turquie	100%	100%
BTF Pty Limited	Unit 1, 35-41 Waterloo Road - North Ryde NSW 2113 - Australie	100%	100%
bioTheranostics	11025 Roselle Street - Suite 200 - San Diego CA 92121 - USA	100%	
PML Microbiologicals	27120 SW 95ème avenue - Wilsonville OR 97070 - USA	100%	
Shangai bioMérieux Bio-engineering	1181 North Qinzhou Road - Shangai 200233 - P.R. - Chine	60%	
Sysmex bioMérieux (anciennement bioMérieux Japon)	Central Tower 8th - 1 2 2 Osaki Shinagawa-ku - Tokyo 141-0032 - Japon	66%	100%

(a) Le pourcentage de contrôle est identique au pourcentage d'intérêts.

Deux sociétés sont mises en équivalence :

		2008 (a)	2007 (a)
Bergerie Combe Au Loup	Bazourgues - Boisset St Priest - 42560 St Jean Soleymieux - France	20%	20%
Relia Diagnostic Systems LLC	One Market - Suite 1475 - Steuart Tower - San Francisco - USA	15%	15%

(a) Le pourcentage de contrôle est identique au pourcentage d'intérêts.

C – RAPPORT DE GESTION

Visé à l'article 222-3 , 3°, du Règlement Général
de l'Autorité des Marchés Financiers

1 - SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE

L'exercice clos le 31 décembre 2008 a été marqué par les principaux événements suivants :

1.1 Activité

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'est établi à 1 111 millions d'euros contre 1 063 millions d'euros en 2007. Il a progressé de 7,5 %, à devises et périmètre constants. La progression a atteint 9,8 %, à devises constantes, en prenant en compte l'activité liée aux nouveaux accords de business development.

L'évolution de l'activité s'analyse par la combinaison des éléments suivants :

Evolution du Chiffre d'affaires			
En millions d'euros			
Chiffre d'affaires 2007	1 063		
Activités cédées ⁽¹⁾ ou arrêtées ⁽²⁾	-21		
Chiffre d'affaires 2007 (hors activités cédées ou arrêtées)	1042		
Effets de change	- 36		
Croissance organique, à devises et périmètre constants	+ 79	+7,5%	} +9,8%
Acquisitions et accords de distribution réalisés en 2008 et 2007 ⁽³⁾	+ 24	+2,3%	
Reliquat des activités cédées ⁽¹⁾ ou arrêtées ⁽²⁾	+ 2		
Chiffre d'affaires 2008	1 111		

⁽¹⁾ Hémostase

⁽²⁾ Immunoessais en microplaques en Amérique du Nord

⁽³⁾ Dont acquisitions de sociétés (13 millions d'euros) et nouvelles distributions (11 millions d'euros)

Chiffre d'affaires par zone géographique En millions d'euros	Année 2008	Année 2007	<i>Variation</i>	
			<i>A données publiées</i>	<i>A devises et périmètre constants</i>
Europe ⁽¹⁾	663	613	+8,1 %	+7,5 %
Amérique du Nord	243	263	-7,6 %	+1,6 %
Asie Pacifique	129	119	+8,7 %	+ 15,2 %
Amérique latine	76	68	+11,7 %	+15,8 %
TOTAL	1 111	1 063	+4,5 %	+ 7,5 %

⁽¹⁾ y compris le Moyen-Orient et l'Afrique

Sur l'ensemble de l'exercice 2008, l'évolution de l'activité de chacune des branches s'explique notamment par les éléments suivants (chiffres à devises et périmètre constants) :

- En **Europe – Moyen-Orient – Afrique** (60 % du CA global), les ventes ont augmenté de 7,5 %. Hors de France, la croissance s'est poursuivie à un rythme soutenu (9,6 %). Les ventes en Allemagne (+12 %), en Espagne (+8%) et au Royaume-Uni (+7%) sont restées dynamiques malgré le ralentissement économique. En Afrique du Sud, la filiale a connu un bon démarrage et le contrat relatif à la fourniture des tests de quantification de la charge virale VIH a été renouvelé pour un an supplémentaire. Les ventes au Moyen-Orient ont augmenté de 14 %. En France (16 % du CA global), les ventes ont augmenté de 2,2 %, en ligne avec le marché ; leur progression a été ralentie par la prudence des laboratoires face à la réorganisation prévue de la profession, suite à la mise en oeuvre des recommandations du rapport Ballereau.

Dans les applications cliniques, la progression s'est poursuivie à un rythme soutenu, tirée par la gamme VITEK® 2, les réactifs d'immunoessais VIDAS®, (dont les tests à forte valeur médicale, notamment VIDAS® B.R.A.H.M.S PCT et VIDAS® NT-proBNP) et la biologie moléculaire. Les applications industrielles, plus exposées à la conjoncture économique, ont néanmoins réalisé une croissance de plus de 8 % soutenue par la progression de l'ensemble des gammes. Les ventes de la gamme TEMPO®, stimulées notamment par le lancement de nouveaux réactifs, ont augmenté de près de 25 %.

- En Amérique du Nord (22 % du CA global), les ventes ont progressé de 1,6 %, alors qu'elles avaient fortement augmenté en 2007 (+10,2 %). Les ventes ont été pénalisées par l'atonie du marché, les clients, essentiellement privés, et déjà fortement automatisés, reportant leurs achats de nouveaux systèmes. Dans ce contexte, les ventes d'instruments, qui avaient progressé de près de 25 % en 2007, ont diminué de 20 % en 2008 sur cette zone. Les ventes de réactifs ont progressé de 6 % et ont tiré la croissance. Aux Etats-Unis, dans un environnement économique plus tendu, les ventes du second semestre ont augmenté par rapport à celles du premier semestre 2008.

- La zone **Asie Pacifique** (11 % du CA global) a affiché une progression de ses ventes de 15,2 %, grâce aux bonnes performances enregistrées en Chine (+24 %), en Corée (+16 %) et en Inde (+27 %). Au Japon, sur un marché difficile, l'activité de la co-entreprise avec Sysmex a été stable (+1 %). Dans le domaine clinique, la croissance a été tirée par l'ensemble des gammes de microbiologie et la gamme d'immunoessais VIDAS®, en croissance de près de 17 %. Les applications industrielles ont progressé de plus de 22 %.

- En **Amérique latine** (7 % du CA global), la croissance s'est établie à près de 16 %. Elle a été importante sur l'ensemble des pays de la zone. Au Brésil, le chiffre d'affaires a augmenté de 9 %, les ventes de fin d'année étant restées soutenues. Dans les applications cliniques, les ventes ont bénéficié de la solide progression des gammes de microbiologie. Les ventes de microplaques, dans un environnement très concurrentiel, ont enregistré une croissance satisfaisante. Sur l'ensemble des pays de la zone, les applications industrielles se sont développées à un rythme rapide.

Sur l'exercice 2008, l'évolution de l'activité par application, à devises et périmètre constants, est la suivante :

Chiffre d'affaires par technologie En millions d'euros	Année 2008	Année 2007	Variation	
			A données publiées	A devises et périmètre constants
Applications Cliniques	944	909	+3,9 %	+7,2 %
Microbiologie	562	534	+5,3 %	+6,9 %
Immunoessais	304	288	+5,4 %	+5,7 %
Biologie moléculaire	57	47	+20,4 %	+17,6 %
Autres gammes	21	40	-46,2 %	+11,9 %
Applications Industrielles	167	154	+8,1 %	+9,7 %
TOTAL	1 111	1 063	+4,5 %	+7,5 %

- Dans le contexte économique difficile de l'année 2008, les ventes de **réactifs** ont tiré la croissance de l'activité, avec une progression de 9,6 %. La part des réactifs dans le chiffre d'affaires s'élève ainsi à 83,9 % contre 82,5 % en 2007.

- Dans le **domaine clinique**, le chiffre d'affaires a augmenté de 7,2 % : les ventes de réactifs en microbiologie, en immunoessais VIDAS®, et en biologie moléculaire sont restées dynamiques. La gamme VIDAS® a notamment bénéficié du succès des tests à forte valeur médicale, en particulier VIDAS® B.R.A.H.M.S PCT et VIDAS® NT-proBNP.

- Les **applications industrielles** ont enregistré une croissance de 9,7 %, soutenue par l'ensemble des gammes, dont notamment VIDAS® et TEMPO®. Les ventes ont continué de se développer à un rythme rapide en Asie Pacifique, en Amérique latine, et en Europe, zone néanmoins marquée par une plus grande disparité entre les pays. En Amérique du Nord, la croissance, tirée par les ventes de réactifs, est pénalisée par de faibles ventes d'instruments.

1.2 Lancement de Nouveaux Produits

Depuis le début de l'exercice, la Société a commercialisé 27 nouveaux produits.

Elle a notamment lancé le concept FMLA™ d'automatisation complète du laboratoire de microbiologie (« Full Microbiology Lab Automation™ »), présenté en avril, lors de l'European Congress of Clinical Microbiology and Infectious Diseases (ECCMID) et en juin, lors de la réunion de la Société Américaine de Microbiologie (ASM). Deux nouvelles plateformes ont été commercialisées en 2008 : PREVI™ Isola, pour l'ensemencement automatique des boîtes de Petri, et PREVI™ Color Gram, technique de coloration automatisée des lames de prélèvement. Avec 6 instruments de microbiologie, bioMérieux dispose aujourd'hui de l'offre la plus complète du marché.

18 nouveaux réactifs ont été commercialisés dont :

- 3 réactifs TEMPO®, dont le menu comprend désormais la majorité des indicateurs qualité requis : TEMPO® YM, TEMPO® STA et TEMPO® LAB, pour le dénombrement respectivement des levures et moisissures, des staphylocoques coagulase-positifs (*S. aureus*) et des bactéries lactiques dans les produits alimentaires;
- le réactif VIDAS® UP, pour la détection d'*Escherichia coli* (*E. coli*) O157:H7. Cette solution innovante, issue de la collaboration avec la société Profos AG, fait appel à la protéine recombinante de phage, dernière technologie disponible pour le contrôle des pathogènes alimentaires.

La Société a également commercialisé le logiciel de connectivité TANGO™, permettant aux clients industriels de connecter les systèmes VIDAS® et TEMPO® à leur système de laboratoire, avec une interface unique.

Au 31 décembre 2008, la base installée atteint 53 000 instruments environ, avec l'installation chez les clients de 3 900 instruments au cours de l'année.

1.3 Principaux accords

1.3.1 Accords de partenariat

La Société fonde une partie de sa recherche et de son activité, en particulier pour la mise au point de technologies nouvelles, sur un système de partenariats avec des entités aussi diversifiées que les principaux instituts de recherche publique (CNRS, INSERM, CEA), des universités, des centres hospitaliers, des laboratoires et des sociétés de biotechnologie.

Les contrats de partenariat conclus par la Société prévoient la répartition des droits de propriété intellectuelle ou de commercialisation des produits objets de la coopération, ainsi que le paiement de redevances par la Société à ses partenaires ou par les partenaires à la Société.

Les contrats les plus significatifs conclus ces dernières années par la Société sont résumés ci-dessous.

- Dans le domaine de la biologie moléculaire, la Société a conclu des accords avec :
 - la société Affymetrix (Etats-Unis), pour l'utilisation de puces ADN en vue de la recherche pour la détection des acides nucléiques dans les domaines des maladies infectieuses, de plusieurs types de cancers et du contrôle industriel ;
 - la société Cepheid (Etats-Unis) : les deux sociétés poursuivent leur collaboration stratégique, afin de développer et commercialiser des tests innovants de détection du sepsis sur la plateforme GeneXpert®;
 - la société ExonHit (France), pour la découverte de marqueurs de cancers;

- Dans le domaine de la microbiologie :
 - la Société collabore avec plusieurs universités au Royaume-Uni pour la mise au point de substrats enzymatiques et marqueurs associés pour les milieux chromogéniques.

En avril 2008, l'Université de Sunderland et bioMérieux ont annoncé leur collaboration pour améliorer l'identification de *Pseudomonas aeruginosa*, une bactérie responsable de nombreuses infections nosocomiales et de mortalité chez les patients atteints de mucoviscidose.
 - bioMérieux a initié en 2008 avec la société Hitachi High-Technologies Corporation (Japon) un partenariat pour développer de nouveaux systèmes de microbiologie et de biologie moléculaire;
 - La Société a, par ailleurs, signé en 2008 avec la fondation à but non lucratif FIND (Foundation for Innovative New Diagnostics, Suisse) un accord de collaboration pour le développement de tests de diagnostic des maladies infectieuses et de la tuberculose en particulier.

- Dans le domaine des immunoessais :
 - la Société a poursuivi en 2008 avec la société Profos AG le développement de solutions pour la détection de pathogènes d'origine alimentaire, sur la base de la technologie « phage ligand » de Profos. Un premier produit issu de cette collaboration (VIDAS® UP E. coli O157:H7) a été lancé au cours de l'été 2008.
 - bioMérieux a conclu avec la société Quidel un partenariat stratégique dans le domaine des tests de diagnostic rapide réalisés auprès du patient. bioMérieux est le distributeur exclusif des tests QuickVue® de Quidel en dehors des Etats-Unis, du Japon et des pays scandinaves et renforce ainsi son offre en immunoessais. La commercialisation des tests sous la marque bioMérieux a débuté en mai 2008.

- Dans le domaine du théranostic¹, les accords avec les sociétés Ipsen (France) et Merck & Co. Inc. (Etats-Unis) se sont poursuivis.

La Société est par ailleurs associée au sein de trois laboratoires communs de recherche à des partenaires académiques, français ou étrangers :

- Avec le **Commissariat à l'Energie Atomique - CEA (Saclay – France)** dans le domaine des immunoessais, pour l'ingénierie des anticorps et des antigènes ;

¹ théranostic : association d'un test de diagnostic à une thérapeutique, à la base d'une médecine personnalisée

- Avec le **Commissariat à l’Energie Atomique - Leti (Grenoble – France)** dans les domaines de la biologie moléculaire et des immunoessais, en vue du développement en commun de divers projets et programmes de recherche relatifs à l’application des micro-technologies et des micro-systèmes au diagnostic *in vitro* et au contrôle microbiologique industriel ;
- Avec les **Hospices Civils de Lyon** dans le domaine de la cancérologie, des maladies infectieuses et de certaines maladies auto-immunes

La Commission Européenne a approuvé, à l’automne 2008, les modalités du programme ADNA («Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques»), coordonné par Mérieux Alliance, et auquel la Société participe. Le programme ADNA, soutenu par OSEO ANVAR, vise à relever le défi de la médecine personnalisée dans les domaines du cancer, des maladies infectieuses et des maladies génétiques rares et couvrira des activités de recherche et développement relatives notamment à :

- l’identification et la validation de biomarqueurs permettant le développement de tests de diagnostic, pour une détection plus précoce des maladies, le choix du traitement et le suivi de la réponse d’un patient à ce traitement,
- la mise au point de nouvelles plateformes de diagnostic moléculaire pour la réalisation d’analyses à forte valeur médicale.

1.3.2 Accords de licence

- **Licences concédées par des tiers au cours de l’exercice écoulé**

En septembre 2008, bioMérieux a annoncé la signature d’un accord de licence et de développement avec la société allemande de biotechnologie ProteoSys concernant le biomarqueur **Annexin 3**. Cet accord porte sur la mise au point d’un test dans les urines, destiné à la confirmation du diagnostic du cancer de la prostate. Après une première phase de recherche, ce test non invasif, hautement spécifique et réduisant le nombre de biopsies inutiles, sera développé sur la plateforme d’immunoessais VIDAS®.

- **Licences concédées par la Société ou en cours et licences croisées en 2008**

Le Groupe accorde de façon ponctuelle des licences, exclusives ou non, à des tiers, soit unilatéralement, soit de façon croisée.

Les licences accordées les plus importantes concernent les familles de brevets suivantes :

- Les brevets MRSA couvrant des séquences ou procédés de détection des staphylocoques dorés résistants à la méthyciline ("MRSA"), source majeure d’infections nosocomiales; bioMérieux est licencié exclusif des brevets MRSA, qui expirent en 2017 et couvrent les Etats-Unis, le Canada, l’Europe, le Japon et l’Australie,
 - le système de détection pour les flacons d’hémoculture, dont une partie des brevets a expiré en 2008,
 - le procédé BOOM® de concentration et de purification des acides nucléiques dans la préparation de l’échantillon pour le diagnostic moléculaire, dont les brevets expirent en 2010,
 - le procédé NASBA® d’amplification dans le processus du diagnostic moléculaire,
 - les brevets couvrant les mutations d’acides nucléiques impliquant des pathologies (Facteur II et Facteur V) en hématologie, mutations déterminantes pour identifier le risque de thrombose chez des patients,
-

- les brevets couvrant des séquences ou procédés de détection pour certains virus comme l'EBV* et le CMV**,
- les brevets couvrant des marqueurs pour le diagnostic de la polyarthrite rhumatoïde (Filaggrine).

En 2008, la Société a poursuivi sa politique de concession de licences portant notamment sur les familles de brevets relatives aux facteurs de coagulation, à la détection de la résistance de certaines bactéries aux antibiotiques et aux technologies d'extraction des acides nucléiques.

1.3.3 Autres accords majeurs

Sysmex Corporation, société leader sur le marché du diagnostic *in vitro* au Japon, et bioMérieux ont créé une joint-venture commerciale pour la promotion et la distribution de l'ensemble des gammes de bioMérieux dans ce pays. Dans le cadre de cet accord, Sysmex a pris le 1^{er} avril une participation de 34 % dans le capital de bioMérieux Japan Ltd. et assure, à partir de cette date, la responsabilité des ventes et du service clients.

bioMérieux a signé avec **Wescor**, société du groupe ELITech, un accord selon lequel bioMérieux devient le partenaire mondial exclusif de Wescor pour la commercialisation, sous la marque de bioMérieux, de 2 instruments de coloration de lames destinés à la coloration de Gram (PREVI™ Color Gram) et du bacille de la tuberculose.

Un accord a également été signé avec la société Shanghai Kehua Bio-engineering (cf 5.1.1)

1.4 Opérations Industrielles et Investissements

Les investissements réalisés sur l'exercice représentent 92 millions d'euros, dont 55 millions au titre des investissements industriels, contre respectivement 90 et 50 millions d'euros en 2007.

Les investissements industriels ont concerné principalement l'extension des capacités de production, l'aménagement de bâtiments industriels et le projet « global ERP ». Outre ce projet, des investissements significatifs ont été engagés, relatifs notamment à la construction et à l'aménagement de bâtiments sur les sites de Grenoble, Marcy l'Etoile, Saint Louis et Shanghai. Ils se traduiront par une augmentation de l'effort d'investissement du Groupe d'environ 30 millions d'euros par an en 2009 et 2010.

1.5 Procédures en cours

La Société est partie à un certain nombre de litiges qui relèvent du cours normal de son activité. Elle ne pense pas que ces litiges auront une influence sensiblement défavorable sur la continuité de son exploitation. La Société n'est partie à aucun litige considéré comme significatif en dehors de ceux décrits en annexe des comptes consolidés (note 14.2.1 aux états financiers consolidés qui figurent dans la partie B du rapport financier annuel). Elle considère que les provisions pour litiges constituées représentent une couverture raisonnable de ces litiges.

1.6 Organisation des opérations de mécénat de bioMérieux

Le Conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 19 décembre 2003, a pris la décision de consacrer une part déterminée de son budget à des opérations de mécénat. Il a été prévu que cette enveloppe soit affectée pour sa majeure partie (de 80 à 90%) à des projets soutenus par la Fondation Mérieux et la Fondation Rodolphe Mérieux et pour le solde, à des opérations de parrainage ou de mécénat directement entreprises par bioMérieux. En 2008, la Société a participé au financement d'opérations de mécénat pour un montant total de 3,251 millions d'euros, représentant 5,42 % du chiffre d'affaires de bioMérieux S.A.

* EpsteinBarr Virus, responsable notamment de la mononucléose

** Cytomegalovirus, dangereux pour les femmes enceintes en raison de sa transmission au fœtus

2 Répartition du capital au 31 décembre 2008

Le tableau ci-dessous indique la répartition du capital de la Société aux dates indiquées.

Actionnariat	Situation au 31/12/2008			Situation au 31/12/2007		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Mérieux Alliance*	23 240 090	58,90	72,15	23 240 090	58,90	71,86
GIMD**	2 013 470	5,10	6,20	2 013 470	5,10	6,17
Banque de Vizille	648 520	1,64	1,00	648 520	1,64	1,00
CIC Lyonnaise de Participations	1 134 920	2,88	1,76	1 134 920	2,88	1,75
Apicil Prévoyance	122 130	0,31	0,19	122 130	0,31	0,19
Salariés***	544 761	1,38	0,61	351 637	0,89	0,54
Autodétention****	191 431	0,49	0,00	123 346	0,31	0,00
Public	11 558 418	29,30	18,08	11 819 627	29,96	18,48
TOTAL	39 453 740	100	100	39 453 740	100	100

* Mérieux Alliance est la société holding de la famille Mérieux.

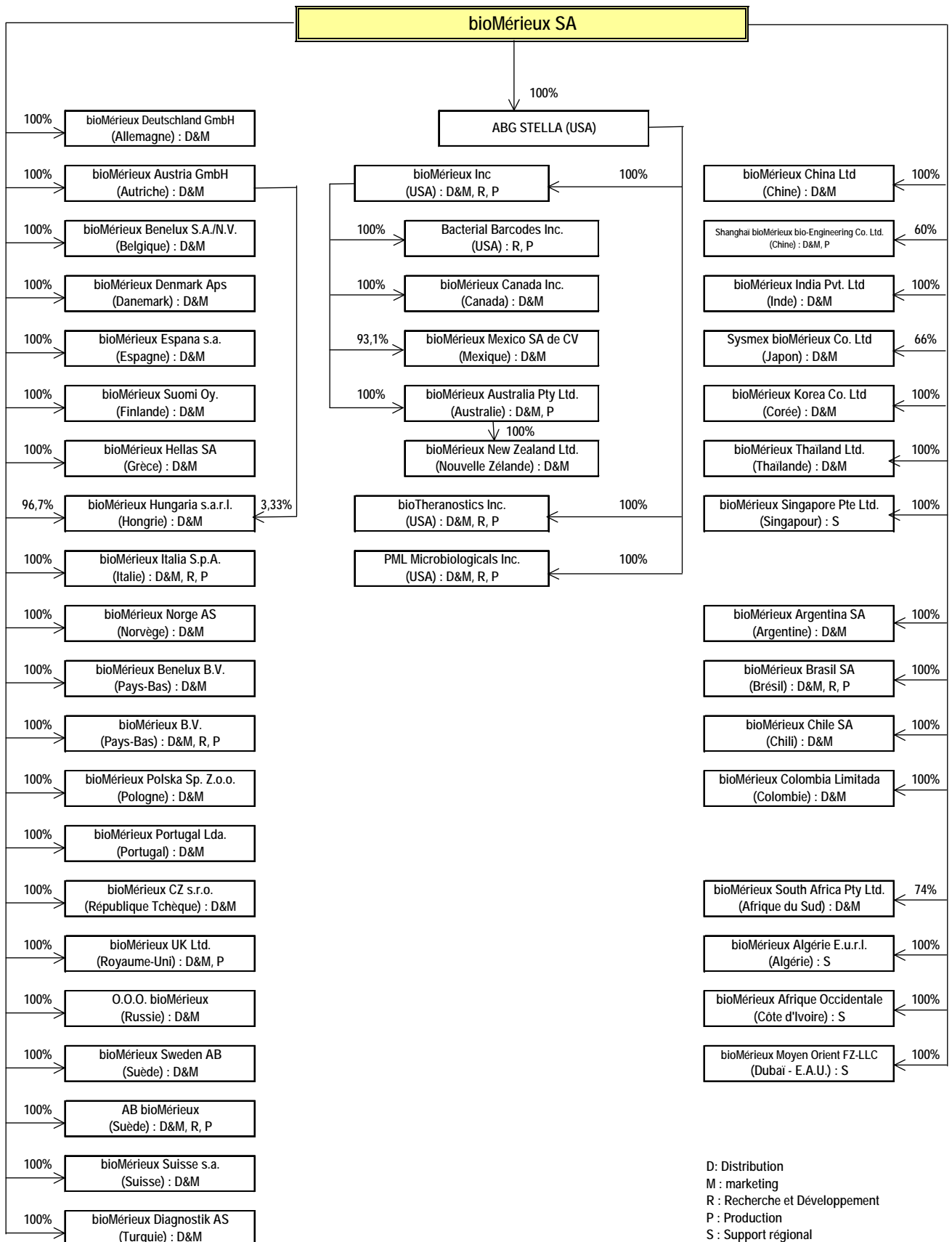
** Groupe Industriel Marcel Dassault.

*** Cette ligne comprend au 31 décembre 2008 l'actionnariat salarié à travers des FCP et les actions attribuées à titre gratuit aux salariés de la Société

**** Les actions sont détenues dans le cadre du contrat de liquidité avec la société Crédit Agricole Cheuvreux et des mandats conclus avec les sociétés Crédit Agricole Cheuvreux et Natixis (Cf. § 12 ci-dessous).

3 - ORGANIGRAMME JURIDIQUE

Le schéma ci-après représente l'organigramme des principales sociétés détenues par la Société (en pourcentage de capital) au 31 décembre 2008.



4 - PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons qu'au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2008, les salariés détiennent, dans le cadre de fonds communs de placement ou suite à l'attribution gratuite d'actions, 544 761 actions, soit 1,38 % du capital social de la Société.

Ni la Société, ni une société du Groupe n'ont consenti d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société à un mandataire ou à un salarié au cours de l'exercice 2008. Au 31 décembre 2008, il n'existe aucune option de souscription ou d'achat d'actions de la Société susceptible d'être exercée. La Société n'a, par ailleurs, procédé à aucune acquisition d'actions destinées à être attribuées aux salariés dans le cadre de l'intéressement du personnel aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

En 2008, la Société a procédé à des attributions gratuites d'actions, présentée dans le rapport spécial établi à cet effet.

5 - PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS ; RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

5.1 Remarques préliminaires

5.1.1 – Variations de périmètre

Systemex bioMérieux

Le 31 mars 2008, Systemex a pris une participation de 34% dans le capital de bioMérieux Japon qui devient, Systemex bioMérieux Co., Ltd. Cette nouvelle entité assure, depuis le 1er avril 2008, la promotion et la commercialisation de l'ensemble des gammes de bioMérieux au Japon. Elle prend en charge l'enregistrement et le marketing des produits bioMérieux sur le marché japonais. Systemex a la responsabilité des ventes et du service clients.

La cession partielle des titres de bioMérieux Japon se traduit par une plus-value de 1,6 million d'euros, enregistrée en « autres produits et charges opérationnels non courants ». Par ailleurs, des charges de restructuration liées à la réorganisation des équipes ont été enregistrées pour 1,6 million d'euros

Création de filiales

En 2008, bioMérieux S.A. a créé deux nouvelles filiales à Singapour et à Dubaï. A Singapour, la filiale accueillera l'équipe bioMérieux en charge du support des pays de la zone ASEAN, de la Corée, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. A Dubaï, la filiale dénommée bioMérieux Moyen-Orient servira le développement commercial dans cette région.

Par ailleurs, la filiale créée en 2007 en Algérie est opérationnelle.

bioMérieux Espagne

Au cours de l'exercice bioMérieux Espagne a absorbé Biomedics, société acquise en 2007, par voie de fusion avec effet rétroactif au 1er janvier 2008.

AB bioMérieux

Le 18 juin 2008, bioMérieux S.A. a acquis AB BIODISK, société suédoise experte dans l'antibiogramme de bactéries rares et à croissance difficile, pour un prix de 643 millions de SEK (68,8 millions d'euros).

AB BIODISK employait 53 personnes à la date d'acquisition et a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 13 millions d'euros en 2007. Son chiffre d'affaires hors Groupe depuis sa date d'acquisition s'élève à 7,6 millions d'euros. Sa contribution au résultat opérationnel est un produit de 4,1 millions d'euros depuis l'acquisition.

La juste valeur des actifs et des passifs acquis s'élève à 2,9 millions d'euros. Elle inclut notamment la réévaluation des stocks à leur valeur de réalisation (1,1 million d'euros). Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 65,9 millions d'euros.

bioMérieux Shanghai

Shanghai Kehua Bio-engineering et bioMérieux ont annoncé le 31 janvier 2008 la création d'une entreprise commune, basée à Shanghai, dénommée Shanghai bioMérieux Bio-engineering, dont bioMérieux détient 60 % des parts.

En fin d'année 2009, la fabrication de la gamme microplaques, actuellement réalisée sur le site bioMérieux de Boxel, sera transférée à cette nouvelle structure.

bioMérieux Afrique du Sud

Le 4 janvier 2008, bioMérieux Afrique du Sud a racheté l'activité du précédent distributeur, Omnimed, pour un montant de 4,7 millions d'euros. Ce montant inclut l'acquisition de la base installée (1,9 million d'euros), des stocks (1,2 million d'euros) et la valeur attribuée au fonds de commerce (1,6 million d'euros).

Le 27 août 2008, bioMérieux S.A. a cédé 26% du capital de la filiale à la société Litha Healthcare Holdings (pty) Ltd afin de permettre le développement de l'activité avec des partenaires locaux et de se conformer à la réglementation relative au « Black Economic Empowerment (BEE)».

Sur la base d'un prix de vente de 9,4 millions de rand, cette cession partielle de titres s'est traduite par une moins-value de 0,2 million d'euros enregistrée en « autres produits et charges opérationnels non courants ».

bioTheragnostics

Le 11 septembre 2008, bioMérieux a acquis la société AviraDx, basée à San Diego, Californie (Etats-Unis), pour un prix de 60 millions de dollars.

AviraDx est une société privée, spécialisée dans le diagnostic moléculaire des tissus tumoraux à partir de biopsies. Composée de 19 personnes à la date d'acquisition, elle commercialise deux analyses innovantes pour qualifier les cancers et pour aider les oncologues à choisir la meilleure stratégie thérapeutique. Elle réalise ces analyses dans son laboratoire certifié CLIA pour des tests de diagnostic complexes. L'acquisition d'AviraDx permet à bioMérieux d'accéder à des biomarqueurs validés et à une technologie d'analyse de l'expression des gènes par biologie moléculaire.

La juste valeur des actifs et passifs acquis inclut notamment des technologies estimées à 47 millions de dollars, amortissables sur 20 ans, et l'impôt différé passif résultant de l'ajustement de la valeur des éléments amortissables (16,9 millions de dollars).

Dans ce contexte, le goodwill résiduel s'élève à 28,2 millions de dollars.

Suite à l'acquisition, AviraDx a été renommée bioTheragnostics.

Au 31 décembre 2008, bioTheragnostics n'a pas de chiffre d'affaires significatif. Sa contribution au résultat opérationnel est une perte de 2,1 millions d'euros depuis l'acquisition.

PML Microbiologicals

Le 8 décembre 2008, bioMérieux a acquis la société américaine PML Microbiologicals Inc, pour 29,3 millions de dollars.

Cette société est spécialisée dans les milieux de culture et les produits de contrôle microbiologique destinés aux applications industrielles et cliniques sur le marché nord américain. Ses équipes de production et de marketing sont basées à Portland (Oregon, Etats-Unis) et à Toronto (Canada).

Fondée en 1969, PML Microbiologicals emploie 172 collaborateurs et a réalisé un chiffre d'affaires de 25 millions de dollars en 2008.

La juste valeur des actifs et des passifs acquis, en cours d'analyse, s'élève à 10,6 millions de dollars. Elle inclut notamment 3,3 millions de dollars de technologies et 0,6 million de dollars de marque. Dans ce contexte, l'écart d'acquisition résiduel s'élève à 18,7 millions de dollars.

PML Microbiologicals contribue pour 1,3 million d'euros au chiffre d'affaires 2008 du Groupe. Sa contribution au résultat opérationnel courant est une charge de 0,5 million d'euros.

5.1.2 Facteurs affectant le chiffre d'affaires de la Société

Les ventes de réactifs représentent près de 84 % du chiffre d'affaires de la Société. Ce type de vente est précédé, sauf pour les produits manuels ou non spécifiques, de la vente ou de la mise à disposition d'instruments sur lesquels ces réactifs sont utilisés. A fin 2008, environ les deux tiers du parc d'instruments ainsi installés chez les clients étaient vendus, le tiers restant étant mis à disposition. Dans ce dernier cas, le prix de vente des réactifs tient compte de la mise à disposition gratuite de l'instrument. Les ventes d'instruments ont représenté 11 % du chiffre d'affaires consolidé de 2008.

L'évolution de la base installée est un indicateur du chiffre d'affaires potentiel de la Société. Néanmoins, la relation entre la base installée et le chiffre d'affaires n'est pas directe puisque la consommation de réactifs par instrument peut varier de façon significative d'une gamme de produits à une autre, qu'elle dépend de l'étendue des menus de réactifs disponibles sur chaque instrument, et de la valeur ajoutée de chaque test d'un menu. Ainsi, l'évolution du parc installé n'est qu'un des facteurs qui influencent le chiffre d'affaires de la Société.

La Société fournit par ailleurs certains services, comme l'assistance technique, qui sont facturés par l'intermédiaire de contrats de prestations de services ou inclus dans le prix de vente des réactifs. Les services facturés distinctement ont représenté environ 5 % du chiffre d'affaires en 2008.

5.1.3 Facteurs affectant le résultat opérationnel courant

L'évolution du résultat opérationnel courant reflète celle des facteurs ci-après.

La marge brute intègre les coûts liés directement à la fabrication ou à l'achat des produits, à leur stockage, à leur livraison chez le client, à l'installation et l'entretien des instruments, à l'amortissement des instruments placés en dépôt ou loués auprès des clients, et aux redevances payées pour certains des produits commercialisés.

Les autres coûts opérationnels de la Société sont essentiellement les charges commerciales, les frais généraux, et les frais de recherche et développement. Ces derniers sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus ; ils incluent, le cas échéant, les droits d'entrée relatifs aux licences pour des produits en développement.

Les redevances reçues sont comptabilisées sur une ligne distincte du résultat opérationnel courant, nettes de l'amortissement des actifs incorporels correspondants ; elles favorisent le résultat opérationnel courant à hauteur de 12,3 millions d'euros en 2008.

5.1.4 Impact des taux de change

Une part importante de l'activité de la Société étant exercée en dehors de la zone euro, son chiffre d'affaires, ses résultats et son bilan peuvent être significativement affectés par les fluctuations des taux de change entre l'euro et les autres devises du fait de la conversion des filiales étrangères. Le chiffre d'affaires subit en particulier les mouvements du taux de change entre l'euro et le dollar américain et, de façon plus ponctuelle, d'autres devises.

Toutefois, certaines dépenses d'exploitation étant réglées en dollars, en particulier celles exposées aux Etats-Unis, l'incidence de la variation du dollar sur le résultat d'exploitation est atténuée. Par contre, cette auto-couverture est plus limitée pour les diverses autres devises dans lesquelles la Société opère.

En outre, la Société peut être exposée sur des dettes contractées par certaines de ses filiales dans une devise autre que la leur, notamment des dettes en euros ou en dollars contractées dans des pays dont la devise est plus volatile et dont la couverture des risques associés n'est pas toujours possible (comme certains pays d'Amérique latine).

La politique actuelle de la Société (qui pourrait être modifiée) est de chercher à se prémunir contre les incidences des fluctuations de change sur son résultat net par rapport à son budget. Dans la mesure du possible, en fonction de la disponibilité d'instruments de couverture à des coûts raisonnables, elle a recours à de tels instruments pour limiter les risques liés à la fluctuation des taux de change. Sa pratique actuelle est de mettre en place des couvertures globales en regroupant des risques analogues. Les couvertures sont mises en place dans la limite des opérations inscrites au budget et n'ont pas de caractère spéculatif.

Les filiales de distribution sont actuellement facturées dans leur devise par les producteurs (sauf impossibilité réglementaire) ce qui permet une centralisation du risque de change transactionnel sur les entités de production.

Dans la mesure du possible, l'endettement financier fait l'objet de couverture lorsqu'il n'est pas libellé dans la devise du pays concerné de manière à neutraliser le risque de change comptable correspondant.

L'exposition au risque de change, ainsi qu'à d'autres risques de marché, est analysée au paragraphe 5.4 "Risques de marché" infra. L'impact des variations des taux de change sur le chiffre d'affaires des deux derniers exercices est décrit ci-après sous la rubrique "chiffre d'affaires".

Outre l'impact sur les résultats de la Société, la variation des taux de change peut entraîner des fluctuations de ses capitaux propres : en effet, du fait de son implantation mondiale, beaucoup de ses actifs et passifs sont comptabilisés en dollars ou dans d'autres devises. A ce jour, la Société ne couvre pas ce risque de change patrimonial.

5.1.5 Données comparables

Lorsqu'il est fait référence aux variations du chiffre d'affaires à "données comparables", cela signifie que les impacts des variations de taux de change, des variations de périmètre (acquisition ou cession de sociétés consolidées et arrêt ou cession de gamme de produits) et des changements de référentiel comptable ont été exclus. L'impact des taux de change est éliminé en recalculant les ventes de l'exercice en cours sur la base des taux de change utilisés pour l'exercice précédent.

5.1.6 Nature saisonnière de l'activité

L'activité de la Société n'a pas une nature saisonnière.

5.2 Comparaison des exercices clos le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2007

5.2.1 Chiffre d'affaires

Les informations relatives au chiffre d'affaires sont fournies au chapitre 1 ci-dessus.

5.2.2 Normes IAS/IFRS

Les comptes au 31 décembre 2008 et au 31 décembre 2007 sont arrêtés selon le référentiel IAS/IFRS.

5.2.3 Compte de résultat

La marge brute représente 53,4 % du chiffre d'affaires contre 53,2 % en 2007. Elle s'établit à 593 millions d'euros contre 566 millions d'euros l'année précédente. Cette progression, constatée malgré l'effet défavorable des devises, la hausse des coûts de transport et des redevances versées, s'explique essentiellement par la croissance des ventes de réactifs. En outre, la marge brute bénéficie de la stabilité des prix moyens de vente ainsi que des efforts continus de la Société pour réduire ses coûts de non-qualité et améliorer sa productivité.

Les charges commerciales et les frais généraux s'élèvent à 286 millions d'euros, et représentent 25,8 % du chiffre d'affaires, contre 26,1 % au 31 décembre 2007.

Les frais de recherche et développement atteignent 132,7 millions d'euros, soit 12 % du chiffre d'affaires. Leur progression a été limitée par la baisse du dollar et par la comptabilisation de subventions portant sur des dépenses enregistrées au cours des 2 derniers exercices dans le cadre du programme ADNA. La Société prévoit de maintenir son effort de recherche à l'intérieur d'une enveloppe comprise entre 12 et 13 % de son chiffre d'affaires. En 2009, les frais de recherche et de développement incluront, en France, la montée en puissance du programme ADNA et un effort accru sur la gamme VIDAS[®]. Ils intégreront, en outre, les dépenses de bioThéranostics sur douze mois. A l'inverse, les développements sur VIDIA[®] seront réduits.

Les produits du portefeuille de brevets ont atteint 12,3 millions d'euros. Ils comprennent notamment la redevance reçue de Becton Dickinson, pour un montant de 3,8 millions d'euros (contre 5,7 millions d'euros en 2007), ainsi que différentes autres redevances non récurrentes totalisant 3 millions d'euros. Les redevances récurrentes relatives aux technologies BOOM[®] et NASBA[®], dont les brevets viennent principalement à échéance en 2010, se sont élevées à près de 3 millions d'euros.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel courant progresse de près de 12 % pour atteindre 187 millions d'euros, soit 16,8 % du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel s'établit à 186 millions d'euros, contre 150 millions d'euros au 31 décembre 2007, soit une progression de 24 %. En 2007, il intégrait une provision pour fermeture du site de Boxtel de 28,5 millions d'euros, partiellement compensée par la reprise de la provision relative au litige D.B.V. à hauteur de 11,4 millions d'euros. Les comptes 2008 enregistrent des charges liées au transfert des activités de Boxtel à Grenoble, Marcy et Shangai à hauteur de 1,3 millions d'euros. Ces charges non récurrentes devraient être d'environ 11 millions d'euros en 2009.

La charge financière nette s'élève à 3,3 millions d'euros. En 2007, elle bénéficiait de la plus value réalisée sur la cession des titres OPi (3,3 millions d'euros avant impôt).

La charge d'impôt sur les résultats s'établit à 51,5 millions d'euros, soit 28,2 % du résultat avant impôt contre 35,6 % en 2007.

Le nouveau régime du Crédit d'Impôt Recherche, en vigueur en France à partir de 2008, se traduit par une économie de 7,4 millions d'euros par rapport à 2007 qui s'explique par l'importance des dépenses de Recherche et Développement engagées par les sites français du Groupe. Dans ce contexte favorable, les opérations de recherche conduites en France augmenteront en 2009.

L'exercice bénéficie, par ailleurs, d'éléments non récurrents totalisant près de 5 millions d'euros liés à la restructuration de bioMérieux Japon et à l'issue favorable d'un contrôle fiscal aux Etats-Unis. Hors ces éléments non récurrents, la charge d'impôt représenterait 30,7 % du résultat avant impôt. En 2007, elle était pénalisée par la non-déductibilité partielle de la provision constatée pour la fermeture du site de Boxtel

Le résultat net de l'exercice ressort à 130 millions d'euros, soit 11,7 % du chiffre d'affaires, en amélioration de 32,6 % par rapport à 2007. Le résultat net par action s'élève à 3,29 euros, contre 2,48 euros en 2007.

5.2.3 Tableau de variation de l'endettement net et situation financière

La capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement et impôt s'élève à 259 millions d'euros, en progression de 21 millions d'euros.

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation a de nouveau évolué favorablement à 20,6 % du chiffre d'affaires, contre 21,1 % en 2007.

Les investissements réalisés sur l'exercice représentent 92 millions d'euros, dont 55 millions au titre des investissements industriels, contre respectivement 90 et 50 millions d'euros en 2007. Les investissements industriels ont concerné principalement l'extension des capacités de production, l'aménagement de bâtiments industriels et le projet « global ERP ». Outre ce projet, des investissements significatifs ont été engagés, relatifs notamment à la construction et à l'aménagement de bâtiments sur les sites de Grenoble,

Marcy, Saint-Louis et Shanghai. Ils se traduiront par une augmentation de l'effort d'investissement du Groupe d'environ 30 millions d'euros par an en 2009 et 2010.

Dans ce contexte, la Société dégage un cash-flow libre avant acquisitions de sociétés, activités cédées et dividendes de 100 millions d'euros, en augmentation de 16 millions d'euros par rapport à celui de 2007.

En 2008, les décaissements nets relatifs aux acquisitions (principalement AB BIODISK, AviraDx, et PML Microbiologicals) représentent un montant total de 136 millions d'euros.

En outre, la Société a versé un **dividende** de 30 millions d'euros (0,76 euro par action) en juin 2008.

L'endettement net au 31 décembre 2008 ressort à 51 millions d'euros, contre une trésorerie nette de 15 millions d'euros au 31 décembre 2007. A ce niveau, le ratio d'endettement s'établit à 7 % des fonds propres.

bioMérieux dispose d'une ligne de crédit syndiqué de 260 millions d'euros jusqu'en janvier 2013. Elle utilisait cette facilité à hauteur de 65 millions d'euros au 31 décembre 2008.

5.2.4 Liquidité

La liquidité de la Société est assurée principalement par ses flux de trésorerie provenant des activités. En outre, elle dispose d'une ligne de crédit confirmée de 260 millions d'euros utilisée à hauteur de 65 millions d'euros au 31 décembre 2008.

La Société considère qu'elle dispose des ressources suffisantes pour financer ses activités quotidiennes, ses investissements et le service de sa dette.

5.2.5 Dividende

Le Conseil d'administration proposera à l'approbation de l'Assemblée générale du 11 juin 2009 un dividende de 0,81 euro par action, portant à 32 millions d'euros le montant distribué en juin 2009.

5.3 Engagements hors bilan

Les engagements reçus et donnés en cours au 31 décembre 2008 sont les suivants :

- Les engagements de loyers immobiliers souscrits par les différentes sociétés du Groupe s'élèvent à 16,8 millions d'euros au 31 décembre 2008, dont 11,6 millions d'euros à échéance supérieure à un an.
 - bioMérieux S.A. est partenaire d'un programme de recherche coordonné par la société Mérieux Alliance, associant les sociétés bioMérieux, Transgene, Genosafe et l'association Genethon et dont l'objet est de développer une nouvelle génération de diagnostics et de thérapies centrée sur les cancers, les maladies infectieuses et génétiques. Ce programme est désigné "ADNA" ("Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches thérapeutiques"). Il est aidé par l'Agence de l'Innovation Industrielle qui a fusionné en 2007 avec OSEO ANVAR. Dans ce cadre, bioMérieux S.A. s'est engagé dans la réalisation de travaux de recherche et développement à hauteur de 136,5 millions d'euros couvrant la période 2007 à 2017. En contrepartie, bioMérieux S.A. recevra des subventions et des aides remboursables pour des montants pouvant atteindre respectivement 19,4 millions d'euros (dont 1,7 million d'euros au titre de l'exercice 2007) et 23,1 millions d'euros. En cas de succès, bioMérieux S.A. devra rembourser les aides remboursables proportionnellement à son chiffre d'affaires (2%) puis verser un intéressement jusqu'en 2027 ou 2029 selon les projets (1% à 2% du chiffre d'affaires selon les projets). La convention d'aide a été avalisée par les autorités européennes le 22 octobre 2008.
 - bioMérieux Inc. et bioMérieux S.A. ont conclu différents accords, totalisant 35 millions d'euros, qui impliquent des paiements en fonction de l'avancement des travaux de recherche correspondants ou d'un montant minimum de ventes.
-

- bioMérieux S.A. disposait au 31 décembre 2008 d'une option d'achat de 35% du capital social de ReLIA Diagnostic System LLC à échéance janvier 2009 qui n'a pas été exercée.
 - bioMérieux Inc. dispose d'une option d'achat sur les 7% qu'il ne détient pas encore de bioMérieux Mexique, sur la base d'une formule tenant compte du chiffre d'affaires et du résultat de cette société ; l'impact sur les capitaux propres et la dette financière de bioMérieux n'est pas significatif.
 - Dans le cadre du rachat de la participation de CEA-Industrie dans la société Apibio en décembre 2004, bioMérieux S.A. a accordé à CEA-Industrie une clause d'intéressement, couvrant les exercices 2010 à 2014, s'élevant à 3,5% du chiffre d'affaires qui sera réalisé avec les produits mettant en œuvre la technologie Apibio (MICAM et OLISA principalement). Cet intéressement est plafonné à 1,1 million d'euros.
 - bioMérieux S.A. bénéficie d'un crédit syndiqué de 260 millions d'euros (dont 65 millions d'euros utilisés au 31 décembre 2008) remboursable in fine en 2013 (cf. note 16.1 des comptes consolidés figurant dans la partie B du rapport financier annuel).
 - Suite à des opérations d'acquisition-cession, la Société est soumise à des clauses de révision de prix dont la probabilité d'application n'a pas été jugée suffisante ou le montant n'a pas pu être établi de manière suffisamment fiable à la date de clôture.
 - Les garanties bancaires obtenues par le Groupe dans le cadre des appels d'offres auxquels il participe totalisent 15,1 millions d'euros au 31 décembre 2008.
 - L'estimation au 31 décembre 2008 de l'engagement de bioMérieux S.A. envers ses salariés dans le cadre du Droit Individuel à la Formation représente un volume maximum de 224 675 heures.
 - bioMérieux S.A. bénéficie d'une clause de complément de prix suite à la vente de sa participation dans la société Harmonie SA. Cette clause prévoit, pour une période de 20 ans (2026), un intéressement de bioMérieux aux produits nets issus des brevets transférés.
 - Les autres engagements donnés (avals, cautions et garanties hors engagements fermes de loyers) s'élèvent à 1,6 million d'euros.
 - Les autres engagements reçus s'élèvent à 0,9 million d'euros.
-

5.4 Risques de marché

5.4.1 Risque de liquidité

L'échéancier est présenté par rapport aux montants comptabilisés au bilan. En effet, les emprunts ne sont pas actualisés, et les intérêts non courus ne sont pas intégrés, car les emprunts sont essentiellement à taux variable.

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2006	31/12/2007	Augmen- tations Diminu- tions	Change- ment périmètre	Variation au tableau des flux de trésorerie	Autres variations (a)	31/12/2008
Disponibilités	-32,8	-48,3	1,5	-6,8	-5,3	3,7	-49,9
Placements de trésorerie	-1,1	-6,2	3,3		3,3		-2,9
Disponibilités et équivalents de trésorerie	-33,9	-54,5	4,8	-6,8	-2,0	3,7	-52,8
Concours bancaires courants et autres dettes financières non confirmées	25,9	18,5	4,3		4,3	-1,5	21,3
Trésorerie nette	-8,0	-36,0	9,1	-6,8	2,3	2,2	-31,5
Dettes financières confirmées	18,5	21,0	61,5		61,5	-0,1	82,4
<i>dont part à plus de cinq ans</i>	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>					<i>1,2</i>
<i>entre 1 an et cinq ans</i>	<i>15,6</i>	<i>16,8</i>					<i>76,9 (b)</i>
<i>à moins d'un an</i>	<i>1,2</i>	<i>3,0</i>					<i>4,3 (c)</i>
Endettement net / (Trésorerie nette)	10,5	-15,0	70,6	-6,8	63,8	2,1	50,9

(a) Incidence des fluctuations de change et autres mouvements

(b) Dont emprunt syndiqué (65 millions d'euros)

Dont endettement relatif au contrat de location-financement du centre logistique de la Plaine de l'Ain 5,8 millions d'euros, dont 5,1 millions d'euros d'option d'achat. Le contrat se termine en 2010. A l'issue du contrat, bioMérieux pourra soit poursuivre la location, soit acquérir le bâtiment, moyennant le paiement de l'option d'achat.

Dont compte-courant de participation des salariés (3,7 millions d'euros)

(c) Dont compte-courant de participation des salariés (2,3 millions d'euros)

Dont endettement relatif au contrat de location-financement du centre logistique de la Plaine de l'Ain 0,7 million d'euros

Les échéanciers de règlement des emprunts en cours à la clôture sont respectés.

Aucun emprunt, dont la mise en place serait effective sur 2009, n'a été signé avant le 31 décembre 2008.

5.4.2 Risque de taux d'intérêt

Compte tenu du niveau de l'endettement net (50,9 millions d'euros au 31 décembre 2008) l'exposition au risque de taux n'est pas significative et n'a pas fait l'objet de couverture en 2008. Une variation de taux de 100 points de base en 2008 n'aurait pas eu d'incidence significative sur les frais financiers nets résultant des placements et des dettes financières.

5.4.3 Risque de change

Les activités du Groupe, exercées dans 150 pays, génèrent des flux dans de nombreuses devises. Les principales devises sont l'euro, le dollar américain, la livre anglaise, le yen japonais, le zloty polonais et le real brésilien.

Le Groupe a mis en place un système de facturation inter sociétés afin de centraliser dans les deux principales sociétés productrices les risques de taux de change, sauf avec les pays pour lesquels ceci n'est pas économiquement ou légalement possible (comme dans certains pays d'Amérique du Sud).

Le Groupe procède à des opérations de couverture (cf. paragraphe 5.1.4 "Impact des taux de change" supra).

Les couvertures de change en cours au 31 décembre 2008 sont les suivantes :

Couverture de change au 31 décembre 2008 <i>En millions d'euros</i>	Montant	Échéances		Valeur de marché (a)
		< 1 an	1 à 5 ans	
Couvertures de transactions commerciales				
- Change à terme	88,0	88,0		
- Options	0,3	0,3		
Total	88,3	88,3		
Couvertures de transactions commerciales futures				
- Change à terme	190,3	164,6	25,7	11,2
- Options	21,3	19,3	2,0	1,6
Total	211,6	183,9	27,7	12,8
Couvertures des investissements nets à l'étranger				
- Change à terme	51,8	41,0	10,8	-2,6
Total	51,8	41,0	10,8	-2,6

(a) Différence entre le cours de couverture actualisé au 31 décembre 2008 et le cours de marché au 31 décembre 2008

La valeur de marché des couvertures de transactions commerciales futures en cours au 31 décembre 2008 (+12,8 millions d'euros) est comptabilisée en autres réserves (+13 millions d'euros) et en résultat (-0,2 million d'euros).

La valeur de marché des couvertures des investissements nets à l'étranger en cours au 31 décembre 2008 (-2,6 millions d'euros) est comptabilisée en autres réserves.

Les ventes, achats à terme et options en cours au 31 décembre 2008 ont une échéance inférieure à 18 mois.

5.5 Détail des comptes consolidés

Le détail des comptes consolidés figure dans la partie B du rapport financier annuel.

6 - PRESENTATION DES COMPTES SOCIAUX

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2008 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Faits marquants de l'exercice

- Nouvelles filiales

Courant mars 2008, la société a procédé à l'ouverture d'une filiale à Singapour. Les titres de cette société ont été souscrits pour une valeur de 0,1 M€.

bioMérieux S.A. a repris à bioMérieux Chine les titres de la société HK Investment Ltd, mise en place dans le cadre de la création avec la société Shanghai Kehua Bio-engineering Co., Ltd. d'une entreprise commune, basée à Shanghai (Chine) et dénommée Shanghai bioMérieux Bio-engineering Co., Ltd. et dont le groupe détient (60%).

Par ailleurs, la filiale bioMérieux Moyen Orient (Dubai) a été créée en octobre 2008.

- Acquisition de sociétés

En juin 2008, bioMérieux S.A. a acquis la société suédoise AB BIODISK rebaptisée AB bioMérieux, pour une valeur de 68,7 M€ (643 MSEK).

Par ailleurs, en décembre 2008, la société a acquis auprès de la société Sysmex le fonds de commerce relatif à la distribution en France des instruments de la gamme UF (50, 100, 100I et 500I) pour une valeur de 0,8 M€.

- Cessions partielles de titres de participation

Dans le cadre de la joint-venture créée entre les sociétés bioMérieux Japon et Sysmex, bioMérieux S.A. a cédé à la société Sysmex 34% du capital de sa filiale au Japon, pour une valeur de 1,9 M€ (304 MJPY). Cette opération s'est traduite par la constatation d'une moins-value de cession d'un montant de 0,1 M€.

En date du 27 août 2008, bioMérieux S.A. a cédé pour un montant de 0,8 M€ (9,4 MZAR) à la société Litha 26% du capital de sa filiale en Afrique du sud. Cette opération qui avait été précédée par une réduction de capital de cette filiale d'un montant de 3 M€ (30 MZAR), s'est traduite par la constatation d'une moins-value de cession de 0,5 M€.

- Restructuration bioMérieux Japon

En date du 31 mars 2008, bioMérieux S.A. a consenti une aide à sa filiale bioMérieux Japon pour un montant de 1,5 M€ (240 MJPY) destiné à couvrir ses frais de restructuration.

- Absorption SNC Stelhys

En date du 18 février 2008, bioMérieux S.A. a absorbé par Transmission Universelle du Patrimoine la société SNC STELHYS. Cette absorption s'est traduite par la constitution d'un mali de fusion qui s'élève à 0,2 M€.

- Cession MRC5

En date du 3 octobre 2008, la société a cédé à la société RD Biotech, le fonds de commerce constitué par son activité de production et de commercialisation de cellules diploïdes humaines dites « MRC5 ». Cette cession s'est traduite par un produit exceptionnel de 0,6 M€.

- Subvention ADNA

La société a reçu l'accord de l'OSEO ANVAR pour l'octroi de subventions et d'avances remboursables dans le cadre du projet ADNA "Avancées Diagnostiques pour de Nouvelles Approches Thérapeutiques".

La société a ainsi comptabilisé en 2008 une subvention de 4,2 M€.

- Mesures fiscales

Le crédit d'impôt recherche bénéficie de nouvelles dispositions de la loi de finance 2008 qui porte son taux à 30% des dépenses éligibles, contre 10% l'année précédente. Ainsi, le crédit d'impôt recherche 2008 représente 11,5 M€ contre 4,2 M€ en 2007.

6.1 Activité

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2008, la Société a réalisé un chiffre d'affaires net de 599,2 millions d'euros contre 553 millions d'euros pour l'exercice précédent, soit une progression de 8,4 %.

Le chiffre d'affaires « gestion » retraité des produits d'activités annexes s'élève à 568,9 millions d'euros et progresse de 8,9%. Hors effet de change, la progression du chiffre d'affaires est de 10,1%.

- Les ventes domestiques croissent de 3%.
- La progression des ventes aux filiales est de 13,7%.
- Les ventes aux distributeurs sont en progrès de 2,5%.

6.2 Excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation s'élève à 70,6 millions d'euros, soit 11,8 % du chiffre d'affaires. Il progresse de 15,4% par rapport à l'exercice précédent.

Bien que la marge soit pénalisée par l'augmentation des achats au cours de l'exercice 2008, l'évolution favorable de l'excédent brut d'exploitation s'explique principalement par la croissance du chiffre d'affaires.

Les services extérieurs affichent une hausse de 12%. Ils supportent 0,9 millions d'euros de prestations informatiques liées au projet « Global ERP ».

6.3 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation, après amortissements et provisions, s'établit à 31,3 millions d'euros (22,8 millions d'euros l'année précédente). Il représente 5,2 % du chiffre d'affaires contre 4,1 % au 31 décembre 2007.

6.4 Résultat financier

Le résultat financier s'élève 47,4 millions d'euros, contre 9,5 millions d'euros au 31 décembre 2007. Il bénéficie de la hausse de 14,5 millions d'euros des dividendes reçus des filiales. L'exercice précédent supportait la dépréciation de 34,4 millions d'euros constatée sur les titres de bioMérieux BV.

6.5 Résultat courant

Le résultat courant avant impôts est bénéficiaire de 78,7 millions d'euros contre 32,2 millions d'euros au 31 décembre 2007.

6.6 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel présente un gain de 0,3 millions d'euros (contre 2,9 millions d'euros au 31 décembre 2007). Il bénéficie notamment de la reprise de provision relative au litige avec DBV (produit de 3 millions d'euros) et de la reprise partielle de la provision pour restructuration relative à Boxtel (1,8 M€). Ces produits étant partiellement compensés par la charge nette constatée lors de l'attribution définitive des actions gratuites (-3 M€) et par les moins values enregistrées sur la cession des titres bioMérieux Afrique du sud et Japon (-0,6 M€).

6.7 Résultat net

Le résultat net comptable de l'exercice fait apparaître un bénéfice de 78,7 millions d'euros (33,2 millions d'euros au 31 décembre 2007). Il représente 13,1% du chiffre d'affaires, contre 6 % au 31 décembre 2007.

6.8 Investissements

Les investissements en actifs corporels et incorporels se sont élevés à 31,9 millions d'euros, dont 3,6 millions d'euros d'instruments.

La Société a notamment poursuivi ses investissements pour 26,1 millions d'euros dans les infrastructures sur l'ensemble des sites et plus particulièrement sur les sites de Marcy, Craponne et Grenoble.

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles cédées ou mises au rebut s'est élevée à 0,6 millions d'euros.

Les immobilisations financières augmentent de 68,9 millions d'euros en valeur brute (acquisition – cession) : les avances faites aux filiales augmentent de 3,8 millions d'euros. Les titres de participation augmentent de 64,6 millions d'euros, suite notamment à l'acquisition des titres AB bioMérieux pour 68,7 millions d'euros.

6.9 Endettement

L'endettement de la société s'élève à 113 millions d'euros, en augmentation de 39,8 millions d'euros.

6.10 Détail des comptes sociaux

Le détail des comptes sociaux figure dans la partie Adu rapport financier annuel.

7 - ACTIVITE POLLUANTE OU A RISQUE

La société n'exploite pas d'installations classées Seveso seuil haut.

8 - IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

8.1 Impact social

bioMérieux fonde en grande partie sa réussite sur la qualité et la motivation de ses collaborateurs, leur capacité à travailler en équipes pluridisciplinaires et leur énergie à mettre leur créativité et leur professionnalisme au service de ses clients.

Un effort particulier est apporté à la communication interne afin que l'ensemble des collaborateurs de bioMérieux dans le monde puisse, grâce aux différents outils de communication, mieux connaître les informations sur la Société, comprendre ses enjeux et priorités et partager son expérience.

Effectifs du Groupe

bioMérieux est un groupe mondial de 6140 collaborateurs (salariés en équivalent temps plein au 31 décembre 2008) dont près de 60 % travaillent hors de France.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des effectifs (en équivalent temps plein) du Groupe par catégorie professionnelle et par zone géographique au 31 décembre 2008 .

Région	Production et logistique	Ventes, marketing, service client	R&D	Services administratifs et généraux	Total	%
Europe	1444	1189	683	441	3757	61,2
Dont France	1128	471	593	321	2513	40,9
Amérique du Nord	792	520	218	148	1678	27,3
Asie Pacifique	72	271	10	52	405	6,6
Amérique latine	47	199	3	51	300	4,9
Total	2355	2179	914	692	6140	100,0
%	38,4	35,4	14,9	11,3	100,0	–

Le tableau ci-dessous présente l'évolution globale du nombre de salariés (en équivalent temps plein) au sein du Groupe depuis 2006 :

	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
France	2513	2397	2351
Autre pays européens	1244	1193	1162
Amérique du Nord	1678	1426	1494
Amérique latine	300	304	312
Asie Pacifique	405	451	428
TOTAL	6140	5771	5747

En 2008, l'évolution des effectifs est impactée par les événements suivants :

- l'intégration de 244 salariés supplémentaires (respectivement 172 collaborateurs de PML Microbiologicals, 53 collaborateurs de AB BIODISK et 19 de AviraDx), suite à l'acquisition de ces trois nouvelles sociétés,
- le redéploiement et le renforcement de la force de vente de bioMérieux Inc. aux USA,
- la réorganisation des équipes de bioMérieux Japon, suite à la création de la coentreprise avec Sysmex.

L'évolution des effectifs sera par ailleurs affectée par le transfert, vers les sites de Grenoble, Marcy l'Etoile et Shanghai, des activités industrielles précédemment exercées sur le site de Boxel aux Pays-Bas, dont la fermeture progressive, annoncée en décembre 2007, sera effective à la fin de l'année 2009.

Politique sociale

Le Groupe mène en faveur de ses collaborateurs une politique sociale active centrée autour de plusieurs axes (i) le pilotage de la performance, (ii) le développement des compétences, de la formation et de la mobilité, (iii) la politique de rémunération, (iv) l'amélioration des conditions de travail et (v) la promotion de l'égalité professionnelle homme-femme.

- (i) Le **pilotage de la performance** au travers des entretiens annuels d'appréciation et de leur suivi permet d'assurer un bon alignement des objectifs individuels avec les priorités de la Société, d'évaluer les performances individuelles et de définir des actions de développement des compétences. C'est aussi l'occasion de clarifier les contributions attendues et de mesurer le respect des valeurs.
- (ii) La Société s'attache à réserver le recours à des **contrats à durée déterminée** pour des situations spécifiques. C'est ainsi qu'en France, 92% des salariés bénéficiaient de contrats à durée indéterminée pour 2008.

La formation est considérée par le Groupe comme un des moyens d'optimiser les parcours professionnels de ses salariés et de développer leurs compétences transversales et "métier". A ce titre la politique formation comporte maintenant un volet global composé de deux parcours transverses : un pour les managers, qui a été suivi en 2008 par plus de 430 managers en France et aux Etats-Unis et un pour tous les collaborateurs qui a débuté dans le courant du second semestre 2008 aux Etats-Unis.

La politique de formation est mise en œuvre par chaque société du Groupe afin de mieux faire face aux challenges spécifiques locaux. Enfin, la formation sur les produits, qui est clé pour assurer la bonne performance du Groupe, est dispensée au travers de cinq « Knowledge Centers » basés aux Etats-Unis, aux Pays-Bas et en France.

Présent dans le monde avec 39 filiales, le Groupe favorise la **mobilité géographique** de ses collaborateurs lorsque cela permet de satisfaire un besoin de compétences spécifiques ou lorsque cela s'inscrit dans le développement professionnel des salariés.

- (iii) Les **rémunérations** (parts fixes et variables) sont fixées au niveau de chaque pays en fonction du contexte local, de la performance économique de la société et des performances individuelles. La classification mondiale des fonctions pour les cadres permet de comparer les niveaux de responsabilités et de positionner les rémunérations en fonction des marchés de rémunérations locales. Pour renforcer la cohésion des équipes autour des valeurs et priorités stratégiques de bioMérieux, certains cadres dirigeants du Groupe bénéficient d'un système de rémunération global qui repose sur des indicateurs communs, dont une partie est liée aux performances économiques de l'entreprise.

Des mesures favorisant l'épargne salariale ont été instituées en France dès 1987, avec la mise en place d'un Plan Epargne Entreprise. La Société, au-delà de la participation légale aux résultats, fait également bénéficier ses salariés français d'un accord d'intéressement. Depuis 2006, tous les salariés français ont la possibilité de placer leur rémunération variable collective dans un Plan d'Epargne Retraite Collectif (PERCO), abondé par la Société.

- (iv) Le Groupe mène une politique active de **prévention des risques** en matière d'hygiène et de sécurité, notamment par la formation des nouveaux arrivants et le suivi médical des salariés soumis à des risques spécifiques.
- (v) Plus de la moitié des collaborateurs de bioMérieux sont des femmes. La Société poursuit une **politique égalitaire** active dans les conditions d'embauche et d'emploi de ses collaborateurs hommes et femmes. A ce titre, un accord a été signé pour la France en 2003.

La Société considère que ses relations sociales avec ses salariés sont bonnes. L'accord sur les salaires de 2009 a été signé unanimement par les deux organisations syndicales.

En 2008, la Société a mis en place une instance de dialogue européenne avec la participation de 4 pays européens (France, Allemagne, Italie, Pays Bas). La première réunion a eu lieu en Novembre 2008.

Au 31 décembre 2008, environ 1,38% du capital total de bioMérieux est détenu directement ou via des fonds communs de placement par les salariés.

8.2 Impact environnemental

Dans le cadre de sa politique environnementale, la Société s'efforce de conduire ses activités de manière à préserver la santé et à garantir la sécurité de ses salariés et des personnes présentes sur ses sites (entreprises extérieures, intérimaires, stagiaires, visiteurs), à maîtriser l'effet de ses activités sur l'environnement et à protéger ses actifs.

La Société analyse les dangers et évalue les risques avant de choisir d'utiliser des produits dangereux, d'acquérir ou d'exploiter des biens immobiliers ou des installations et de développer de nouveaux procédés ou produits.

La Société conçoit, utilise et entretient ses installations de façon à maîtriser au mieux ses impacts sur l'environnement (sol, eau, air, bruit, odeurs, énergie, déchets,...). Ainsi, les études réalisées en 2008 en vue des investissements devant être réalisés sur le site de Grenoble en France intègrent une analyse de l'efficacité des aménagements prévus. La Société fait régulièrement auditer ses installations sur l'application des réglementations et des autres obligations qui lui sont applicables et s'engage à mettre en œuvre les ressources nécessaires pour traiter les écarts constatés.

La Société a mis en place fin 2007 un Comité du développement durable présidé par le CEO et auquel participent le Directeur adjoint, le Directeur des opérations industrielles, le Directeur de la recherche et du développement, le Directeur Système de Management de la Qualité – Hygiène Sécurité Environnement-Contrôle Interne & ERP (SMQ-HSE-Contrôle Interne & ERP), avec l'appui d'un réseau de plus de 40 « Green Champions » ou « correspondants environnement » dans chaque site, filiale et fonction support de la Société.

L'objectif de ce comité est de procéder à l'établissement d'un « plan d'action pour l'environnement » permettant de définir une série d'objectifs et d'indicateurs annuels jusqu'en 2012 et de poser les principes applicables à l'ensemble des sociétés du Groupe en matière de maîtrise des impacts environnementaux. Le plan d'action pour 2009 a été diffusé à l'ensemble des collaborateurs en octobre 2008.

Les critères de respect de la réglementation hygiène, sécurité, environnement, sont pris en compte lors de la sélection des fournisseurs de biens et de services; des évaluations de fournisseurs sont effectuées.

La hiérarchie de la Société est responsable de la prévention des accidents. Chaque responsable s'engage à respecter et à faire respecter les principes de la politique environnementale et toutes les règles, procédures et consignes applicables dans son secteur.

Des procédures spécifiques (règles, consignes, instructions,...) sont développées et appliquées pour la réalisation des tâches analysées comme critiques. Des formations sont régulièrement conduites auprès des salariés afin de minimiser les risques d'atteinte aux personnes, aux biens et à l'environnement.

Sur ses principaux sites de production, la Société a mis en place des démarches d'amélioration continue de type « Kaizen » ou « 5S ». Ces démarches participent à la prise en compte des impacts de la Société sur l'environnement.

Un reporting sur les accidents du travail de ses principaux sites de production est réalisé mensuellement et diffusé dans l'entreprise.

Bilan environnemental

Préservation des ressources naturelles et contribution à la réduction de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières :

- ♦ L'eau

- La consommation des ressources en eau

L'eau, solvant non dangereux, est utilisée en priorité par la Société dans la formulation de ses produits. L'eau est également utilisée dans les installations de réfrigération comme les chambres froides de

stockage, dans les zones à atmosphères contrôlées ou pour le refroidissement des processus de fabrication. Pour ce type d'utilisations, la Société privilégie les systèmes fonctionnant en circuit fermé et mène une politique active de remplacement des installations fonctionnant à eau perdue.

Les consommations d'eau sont régulièrement suivies sur les sites principaux et des mesures de réduction de ces consommations sont entreprises. Sur le site de Craponne (France) la mise en circuit fermé des eaux de refroidissement utilisées dans le processus de fabrication permettra d'économiser plus de 40 000 m³ d'eau potable en 2009 .

- Eaux usées

Les eaux contaminées biologiquement et chimiquement sont récupérées et décontaminées à la source. Sur les sites de production les plus importants, des analyses sur les eaux usées sont régulièrement effectuées en fonction de plusieurs paramètres : débit, pH, température, matières en suspension, matières organiques, azote, hydrocarbures et métaux lourds.

♦ L'énergie

La Société privilégie l'utilisation du gaz naturel en tant que source d'énergie peu polluante. Les installations de combustion de la Société sont suivies sur le plan de l'efficacité énergétique et des émissions de polluants. Les installations ne répondant pas aux dernières normes dans ce domaine sont systématiquement mises en conformité.

En terme d'efficacité énergétique, la Société met en place une politique et un programme d'optimisation et de réduction. La création et la réhabilitation des bâtiments font l'objet préalable de simulations en terme d'efficacité énergétique pour l'éclairage, le chauffage, la ventilation et le confort d'été. Les solutions permettant d'atteindre des performances de basse ou de très basse consommation d'énergie sont recherchées, favorisées et progressivement généralisées.

bioMérieux est l'une des premières entreprises françaises à avoir volontairement engagé les démarches nécessaires en vue de l'obtention de certificats d'économie d'énergie. Ces certificats lui ont été attribués par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), au mois de juin 2007 pour l'installation d'un système de récupération de chaleur sur son site de Craponne qui doit permettre de réaliser une économie d'énergie totale de l'ordre de 2 millions kWh sur la durée de vie de l'équipement.

La Société entend poursuivre une politique active en vue de l'obtention d'autres certificats d'économie d'énergie.

A titre d'expérience pilote, un bâtiment éco-efficient a par ailleurs été réalisé sur le site de Marcy l'Etoile, en utilisant des technologies performantes qui permettent de limiter sa consommation d'énergie à 65 kWh par m² et par an. Pour cette réalisation, des certificats d'économie d'énergie pour 1 millions de kWh ont été attribués en février 2008 à la Société.

♦ Les matières premières

La Société s'attache à réduire sa consommation de matières premières dans son activité de conditionnement et d'emballage, activité la plus consommatrice de matières premières, en cherchant notamment à utiliser des emballages de regroupement adaptés au volume et en privilégiant le recyclage.

Dans le même sens, des initiatives sont mises en oeuvre pour réduire la consommation de papier et promouvoir l'utilisation de papier recyclé.

♦ L'air

La Société s'attache à réduire ses émissions notamment en privilégiant l'utilisation de combustibles propres comme le gaz naturel. Ses principales installations de production répondent aux normes les plus récentes

en termes de rejet de polluants et font l'objet d'un suivi, sous forme de « bilans carbone ». De telles actions ont été conduites en 2008 pour le site français de Marcy l'Etoile.

La Société a par ailleurs décidé d'intégrer des critères environnementaux à sa politique de véhicules de société, et privilégie la location longue durée de véhicules rejetant moins de 140 grammes de CO₂ par kilomètre.

- ♦ Les nuisances olfactives et sonores

La Société veille, pour ses installations génératrices de bruit, à respecter les niveaux d'émergence sonores qui lui sont prescrits selon l'implantation de ses sites. Dans ce cadre, elle réalise, sur ses sites français, des campagnes de mesure triennales, conformément aux arrêtés d'autorisation d'exploiter en vigueur.

Les activités de la Société n'engendrent pas actuellement de nuisances olfactives.

- ♦ Les déchets

Depuis de longues années, la Société s'attache à optimiser la gestion de ses déchets et pratique le tri sélectif à la source. Ses efforts portent notamment sur le développement de filières permettant de réduire les quantités de déchets produits. La Société privilégie le développement du recyclage, de la réutilisation et du tri pour les déchets non dangereux. Pour les déchets dangereux (produits chimiques de laboratoire rebutés, solvants organiques, acides, bases,...), la Société a toujours choisi de mener une politique rigoureuse de récupération à la source et d'élimination par des prestataires agréés pour le traitement en filières adaptées.

Tous les sites de la Société sont équipés de plateformes de stockage et de conditionnement de déchets.

Les mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels et aux espèces animales et végétales protégées

Les sites de la Société sont implantés dans des zones industrielles ou urbanisées et ne se situent donc pas dans le périmètre de zones de protection des milieux naturels, de la faune et de la flore. En outre, la Société apporte un soin tout particulier à la mise en valeur et à l'intégration paysagère et architecturale de ses sites.

Les démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement

La Société n'a pas, pour l'instant, entrepris de démarches généralisées de certification environnementale. Une première filiale commerciale, bioMérieux Suisse, a été certifiée ISO 14001 fin 2006. Le certificat a été renouvelé en 2008.

Les mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la Société aux dispositions législatives et réglementaires applicables

Tous les sites français de la Société sont en conformité avec la réglementation applicable en matière d'installations classées, qu'ils soient soumis au régime déclaratif ou à autorisation, en fonction de leur activité. Aucun de ces sites n'est soumis aux réglementations applicables aux risques technologiques majeurs.

Les dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité de la Société sur l'environnement

La Société veille à intégrer à la conception et tout au long de la vie de ses installations les aspects liés à la protection de l'environnement et à l'optimisation de l'utilisation des ressources naturelles. Des investissements significatifs sont régulièrement effectués par la Société pour assurer une parfaite adéquation de ses installations aux contraintes environnementales. Ainsi, en 2008, elle a consacré près de 1 370 000 euros à des investissements liés à la préservation de l'environnement.

Gestion interne et maîtrise des risques environnementaux

Outre le Comité dédié au développement durable et le réseau des « Green Champions », présentés plus haut, tous les principaux sites de production de la Société sont dotés de services "HSE" (Hygiène, Sécurité, Environnement) qui dépendent du Directeur de l'établissement. Par ailleurs, la Direction SMQ-HSE-Contrôle Interne & ERP apporte le conseil et le support nécessaires aux différents sites, en particulier à ceux qui ne disposent pas de ressources internes spécialisées.

La Société a mis en place une formation d'accueil en matière "HSE" destinée aux nouveaux salariés de ses sites français, néerlandais et nord-américains.

9 - INFORMATIONS CONCERNANT LES OFFRES PUBLIQUES

L'article L. 225-100-3 du Code de commerce, issu de la loi du 31 mars 2006, précise qu'afin d'assurer une plus grande transparence des mesures pouvant avoir une influence sur le cours ou l'issue des offres, le rapport doit préciser et le cas échéant, expliquer les éléments suivants :

- **Répartition du capital** : cf. §2
- **Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions** : outre l'obligation d'informer la Société et l'AMF du franchissement des seuils de 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 33 1/3 %, 50%, 66 2/3 %, 90% ou 95% du capital existant et/ou des droits de vote de la société et ce, par lettre en indiquant notamment la part du capital et des droits de vote qu'elle détient, dans un délai de 5 jours de bourse à compter du franchissement de seuil, l'article 10 des statuts de la Société fait obligation à toute personne morale agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir directement ou indirectement, au sens des articles L 233-7 et suivant du Code de commerce, un nombre d'actions ou de droits de vote de la Société correspondant à 1% du capital social ou des droits de vote de la Société, puis pour toute tranche supplémentaire de 1%, de déclarer à la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de cinq jours de bourse à compter du franchissement de seuil, le nombre total d'actions et des droits de vote qu'elle possède, ainsi que les titres donnant accès immédiatement ou à terme au capital et droits de vote qui y sont potentiellement attachés.

L'obligation d'information s'applique également lorsque la participation de l'actionnaire en capital ou en droit de vote devient inférieure à chacun des seuils mentionnés au paragraphe ci-dessus.

L'inobservation des dispositions qui précèdent est sanctionnée, à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction au moins égale à 5% du capital ou des droits de vote de la Société, par la privation des droits de vote pour les actions ou droits attachés excédant la fraction qui aurait dû être déclarée et ce, pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendrait jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date à laquelle la notification prévue ci-dessus aurait du intervenir.

L'intermédiaire inscrit comme détenteur de titres pour le compte d'actionnaires non résidents conformément à l'art L 228-1 du Code de commerce est tenu, sans préjudice des obligations de déclaration des propriétaires de ces titres, d'effectuer les déclarations de franchissement de seuils.

- **Mécanisme de contrôle prévu dans un éventuel système d'actionnariat du personnel :**

Il existe deux fonds communs de placement mis en place lors de l'augmentation de capital réservée aux salariés de bioMérieux suite à son introduction en bourse : **OPUS et OPUS MULTI**.

- **Pouvoirs du Conseil d'administration pour le rachat ou l'émission d'actions :** l'Assemblée générale des actionnaires, dans l'objectif:

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement,
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits liés à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à des programmes d'options d'achat d'actions, à l'attribution gratuites d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société ou des sociétés de son groupe, à l'attribution ou à la cession d'actions aux salariés dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne d'entreprise,
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe,
- de procéder à la réduction du capital de la Société par voie d'annulation d'action,

a consenti au Conseil d'administration, les pouvoirs nécessaires aux fins de juger de l'opportunité de lancer un programme de rachat, d'en déterminer les modalités et de mettre en œuvre cette autorisation aux seules fins fixées par elle. En particulier, le Conseil d'administration est autorisé à procéder à l'achat pour la Société de ses propres actions dans la limite légale de 10 % de son capital, étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport est limité à 5 %, conformément aux dispositions légales. Le prix maximum d'achat par action ne pouvant dépasser 120 euros, hors frais.

- Le tableau des délégations de compétence et de pouvoirs consenties par l'Assemblée générale au Conseil d'administration concernant les émissions d'actions figure au paragraphe 11 au présent rapport.
-

- **Clauses de changement de contrôle**

Certains contrats auxquels la Société est partie sont susceptibles d'être modifiés ou de prendre fin dans le cas d'un changement de contrôle. Le tableau ci-dessous reprend la liste des principaux contrats concernés.

Nature du contrat	Cocontractant	Objet
Contrat de prêt	BNP Paribas, Calyon, Natexis Banques Populaires, Société Générale	prêt syndiqué d'un montant de 260 millions d'euros, à échéance 2013
Contrat de licence	Gen-Probe	ARN ribosomal
Contrat de licence	Roche Diagnostics	NT-pro-BNP
Contrat de licence	Chiron	VIH
Contrat de licence	BioRad	VIH2
Contrat de licence	Institut Pasteur	VIH1
Contrat de licence	B.R.A.H.M.S. AG	PCT
Contrat de licence	CHU de Toulouse	Filaggrine

bioMérieux n'a pas connaissance d'autres éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique sur ses titres, tels que listés par l'article L. 225-100-3 du Code de commerce.

10 - FACTEURS DE RISQUES

La Société exerce son activité dans un environnement qui connaît une évolution rapide et fait naître pour la Société de nombreux risques dont certains échappent à son contrôle. Les risques et incertitudes présentés ci-dessous ne sont pas les seuls auxquels la Société doit faire face. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle tient pour négligeables pourraient également avoir une incidence négative sur son activité.

Présentation

Plusieurs nouveaux systèmes de diagnostic sont en cours de commercialisation ou seront prochainement commercialisés, mais la Société ne peut pas être certaine que la commercialisation de ces produits soit couronnée de succès ou que leur rentabilité soit suffisante.

La Société a récemment commercialisé ou prévoit de lancer plusieurs systèmes de diagnostic destinés soit à remplacer ou à compléter des plateformes existantes, soit à se développer sur de nouveaux marchés.

Des difficultés techniques, réglementaires ou commerciales concernant ces plateformes pourraient avoir un impact sur la croissance de la Société. En particulier :

- les nouvelles plateformes pourraient ne pas répondre aux besoins du marché,
 - les nouvelles technologies incorporées dans ces plateformes pourraient rencontrer des difficultés techniques susceptibles d'en retarder la commercialisation, d'affecter leur succès commercial ou de
-

mettre à la charge de la Société des frais supplémentaires pour remédier aux défauts et/ou pour indemniser ses clients,

- la réussite commerciale des nouvelles plateformes dépend du développement des menus de réactifs, qui pourrait être retardé pour des raisons techniques, réglementaires ou de propriété intellectuelle,
- il pourrait s'avérer trop coûteux ou difficile de fabriquer de nouveaux instruments ou réactifs à une grande échelle ou de trouver les approvisionnements nécessaires à la fabrication et à la mise sur le marché de nouveaux instruments et de nouveaux réactifs,
- la commercialisation de certains produits pourrait être interdite en raison de l'existence de droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers,
- le lancement de nouvelles plateformes pourrait nécessiter des investissements, tant en recherche et développement qu'en marketing et en formation des clients, plus importants que ceux prévus par la Société,
- les concurrents de la Société pourraient développer des produits plus efficaces ou qui, pour d'autres raisons, seraient mieux adaptés à la demande du marché,
- une des nouvelles plateformes intègre la technologie d'amplification NASBA[®], concurrente de la PCR, technique de référence commercialisée par le groupe Roche, et la Société ne peut pas être certaine que les clients accepteront NASBA[®] comme technique alternative,
- certaines nouvelles plateformes ont un coût de revient plus élevé pour les clients que les plateformes existantes, ce qui devrait être compensé par une réduction des coûts de main-d'œuvre ; cependant, si ces clients ne sont pas en mesure de réaliser ces économies, notamment pour des raisons sociales, les gains liés à ces nouvelles plateformes pourraient être diminués.

La Société pourrait ne pas être en mesure de faire face de façon efficace à la concurrence sur le marché.

Selon ses propres estimations, la Société occupe le septième rang mondial du marché du diagnostic *in vitro* en terme de chiffre d'affaires. Ce marché connaît une évolution rapide et une concurrence intense entre les différents acteurs, notamment sur certains segments où la Société est peu présente, comme celui de la biologie moléculaire.

Les concurrents de la Société comprennent de grandes sociétés internationales telles que Roche, Siemens, Abbott, Johnson & Johnson et Becton Dickinson, dont la taille, l'expérience, les ressources en capitaux et la part de marché dépassent celles de la Société. La Société est également en concurrence dans certains pays avec de nombreuses sociétés spécialisées de taille moyenne. Par conséquent, la Société ne peut pas être certaine que ses produits :

- pourront concurrencer de façon durable des produits commercialisés par des concurrents qui, pour beaucoup d'entre eux, disposent de ressources financières plus importantes que celles de la Société, leur permettant d'investir dans la recherche et le développement ou dans les activités de marketing et d'offrir des prix plus compétitifs en raison d'économies d'échelles supérieures,
 - lui permettront d'acquérir des parts de marché significatives et ainsi une notoriété équivalente à celle de concurrents mieux implantés,
 - s'adapteront suffisamment rapidement aux nouvelles technologies et aux avancées scientifiques tant dans les segments matures (développement de la spectrométrie de masse pour des applications en microbiologie) que dans ceux en phase de développement tel le marché de la biologie moléculaire et
 - seront préférés par les laboratoires, les hôpitaux, les médecins ou les clients industriels aux produits comparables commercialisés par des concurrents.
-

La Société est exposée aux risques liés à la responsabilité du fait des produits.

L'activité du Groupe est la production de réactifs destinés à détecter la présence d'organismes vivants (bactéries, virus, autres agents pathogènes ou marqueurs) dans des échantillons biologiques. Pour ce faire, le Groupe utilise des produits biologiques fabriqués ou créés à partir de composants issus de matières d'origine humaine, animale ou végétale qui ne peuvent pas, pour le moment, être fabriqués de façon économique à partir d'ingrédients synthétiques.

La fabrication et la commercialisation de ces produits de diagnostic exposent la Société à la mise en jeu de sa responsabilité, notamment sur le fondement de la responsabilité du fait des produits. En particulier, la Société pourrait voir sa responsabilité engagée si une erreur de diagnostic résultant d'un défaut de performance de l'un de ses produits conduisait à un traitement mal adapté au patient ou à la commercialisation de produits contaminés. Si la pratique consiste à réaliser une série d'examens complémentaires pour réduire le risque d'erreur sur les maladies les plus sérieuses, il n'est pas possible d'éliminer entièrement ce risque. La Société ne peut pas garantir qu'à l'avenir elle aura la faculté de souscrire et de maintenir en vigueur des assurances suffisantes à des conditions acceptables pour pouvoir couvrir ce risque. Si la Société ne parvenait pas à souscrire une assurance à un coût raisonnable ou à se prémunir d'une autre manière contre d'éventuelles réclamations au titre de la responsabilité du fait des produits, elle serait exposée à des responsabilités importantes qui pourraient nuire à la commercialisation de ses produits et affecter considérablement son activité.

La Société est exposée à certains risques liés au caractère international de ses activités.

La Société exerce ses activités dans le monde entier, y compris dans des pays autres que les pays membres de l'Union européenne et les Etats-Unis et, en particulier, en Chine, et dans des pays d'Amérique latine. Ainsi, les risques encourus par la Société propres aux activités internationales sont nombreux, et notamment :

- les risques liés aux changements inattendus ou aux défauts d'harmonisation en matière de réglementation, de législation fiscale, commerciale ou de tarification,
- les risques liés aux limitations concernant le rapatriement des bénéficiaires,
- les risques liés aux fortes variations des taux de change,
- les risques liés à la protection inégale des différents droits de propriété intellectuelle dans ces pays,
- les risques liés aux changements politiques ou économiques affectant une région ou un pays donné,
- les risques liés à l'accroissement des difficultés pour recruter du personnel et gérer les unités d'exploitation à l'étranger et
- les risques liés à l'absence d'un accord international sur les normes réglementaires.

Les incertitudes sur les politiques de remboursement des examens diagnostiques et sur les réformes des systèmes d'assurance maladie peuvent affecter les clients de la Société et, indirectement, la Société elle-même.

Le succès commercial des produits de la Société dépend, pour partie, du niveau du remboursement par les autorités publiques chargées de l'assurance maladie, les assureurs privés et autres organismes similaires et du prix des examens effectués par les clients de la Société. La décision d'un Etat ou d'un assureur privé de limiter le remboursement des examens de diagnostic pourrait affecter de façon significative la demande pour les produits de la Société et/ou le prix que la Société pourrait facturer à ses clients. De la même façon, dans certains pays, le prix d'un examen de diagnostic est déterminé par les autorités publiques qui ont ainsi une influence directe sur la capacité du client de payer le prix des produits.

En raison de son processus de fabrication “mono-site”, la survenance d’un événement entraînant l’interruption temporaire ou définitive de l’exploitation de l’une des unités de production de la Société pourrait avoir un impact négatif sur sa situation financière.

La Société dispose de dix-sept unités de production principalement organisées par ligne de produits et par technologie sur le principe de “une gamme de produits, un site”. Il en résulte que certaines des gammes phares de la Société, telles que les gammes VITEK[®], VIDAS[®] et BacT/ALERT[®], sont fabriquées sur un seul site. Tout événement économique, politique, social, réglementaire ou naturel provoquant une interruption temporaire ou définitive de l’activité de l’une de ces unités de production pourrait avoir un impact négatif sur la fabrication de ces gammes de produits et sur le chiffre d’affaires de la Société.

Si cet événement rendait impossible une remise en état rapide de l’unité de production considérée, la Société pourrait être dans l’obligation de délocaliser la production de la gamme de produits concernée. Compte tenu de la complexité des produits fabriqués par la Société, cette délocalisation pourrait être longue et coûteuse pour la Société et ainsi accroître l’impact négatif de cette interruption de production sur la situation financière de la Société.

Par ailleurs, le Groupe dispose de deux centres principaux de logistique, le premier en France et le second aux Etats-Unis. De la même façon, tout événement économique, politique, social, réglementaire ou naturel provoquant une interruption temporaire ou définitive de l’activité de l’un de ces deux centres de logistique pourrait avoir un impact négatif sur la distribution des produits et sur le chiffre d’affaires du Groupe.

Les contraintes réglementaires pourraient restreindre la capacité de la Société à mettre ses produits sur le marché ou rendre leur fabrication plus coûteuse.

Les produits de la Société et leur fabrication font l’objet de réglementations strictes, évolutives et très variables dans les 170 pays où la Société est présente. L’obtention d’une autorisation ou d’une certification nécessaire à la commercialisation d’un nouveau produit peut prendre plusieurs mois, voire, dans certains pays, une ou deux années et requérir d’importantes ressources financières. Les sites de fabrication font également l’objet d’autorisations et de contrôles périodiques. En conséquence, des dispositions réglementaires pourraient :

- retarder ou rendre impossible la mise sur le marché par la Société de ses produits nouveaux,
- obliger la Société à interrompre la production ou à modifier les procédés de fabrication ou
- imposer des contraintes coûteuses sur la Société ou ses fournisseurs.

Par ailleurs, les produits sont soumis à des contrôles réalisés par les autorités réglementaires tout au long de leur processus de commercialisation, qui peuvent aboutir, sur injonction des autorités réglementaires ou spontanément, à une modification de produit, à un retrait de produit, ainsi qu’à la suspension des dossiers d’enregistrement en cours pour les produits développés sur le site concerné, à un plan d’actions correctives en cas de non-conformités et, dans des cas exceptionnels, à la fermeture du site si les non-conformités peuvent induire des risques majeurs quant aux résultats obtenus avec les produits de la Société.

La capacité de production de la Société pourrait s’avérer insuffisante pour accompagner le développement de son activité ou se trouver affectée par la défaillance de certains fournisseurs.

Avec le développement de son activité, la Société peut se trouver confrontée à des problèmes de capacité de production. Si des difficultés de cette nature se produisaient, la réputation de la Société pourrait en souffrir, ce qui pourrait affecter sa capacité à maintenir et à développer sa clientèle. Par ailleurs, si la Société était obligée d’accroître sa capacité de production, elle pourrait avoir à effectuer des investissements significatifs susceptibles de générer des besoins de financement importants.

Par ailleurs, et indépendamment des mesures prises par la Société pour sécuriser ses approvisionnements en matières premières, en équipements ou en services spécifiques, la défaillance d’un ou plusieurs fournisseur(s) ou prestataire(s) de service pourrait créer des difficultés de production et entraîner notamment, dans certains cas, des coûts et des délais significatifs, liés à la nécessité de valider et mettre en oeuvre des solutions alternatives d’approvisionnement.

Les responsabilités liées à l'environnement et les frais de mise en conformité pourraient avoir une incidence négative sur les résultats d'exploitation de la Société.

Les lois et réglementations relatives à l'environnement peuvent imposer à la Société des obligations en matière d'entretien et de remise en état des sites de production contaminés et de stockage des produits industriels potentiellement toxiques au cas où des contaminations seraient découvertes. Ces obligations peuvent être liées aux sites dont la Société est ou était propriétaire ou à des sites où elle exerce ou exerçait ses activités ou bien encore à des sites où des déchets provenant de ses activités ont été déposés; la Société a ainsi procédé en 2005 et 2006, sur les sites français, à la recherche et aux repérages des matériaux amiantés sur l'ensemble des bâtiments avec constitution des dossiers techniques « amiante » conformément à la réglementation en vigueur. Ces mêmes types d'obligations peuvent s'appliquer au retraitement des instruments composant la base installée.

La Société pourrait être impliquée dans des procédures judiciaires ou administratives liées à l'environnement. Des lois relatives à l'environnement, à la sécurité et à la santé plus strictes et des mesures d'exécution plus rigoureuses que celles actuellement en vigueur pourraient générer des responsabilités et des coûts considérables pour la Société et pourraient assujettir la manutention, la fabrication, l'usage, la réutilisation ou le traitement de substances ou polluants par la Société à des mesures d'inspection plus rigoureuses que celles actuellement observées. En conséquence, le respect de ces lois pourrait entraîner des dépenses considérables de mise en conformité ainsi que d'autres coûts et indemnisations qui pourraient avoir un effet défavorable sur l'activité et les résultats de la Société.

Si des unités de production de la Société étaient fermées pour des raisons liées à l'application des lois relatives à l'environnement, la Société pourrait subir des interruptions temporaires dans la production de certains de ses produits et se voir imposer des délais importants avant d'obtenir les autorisations réglementaires nécessaires à la réouverture et à la reprise de l'exploitation des lignes de production.

L'augmentation du coût des matières premières pourrait pénaliser les résultats de la Société.

La Société utilise de l'énergie, ainsi que des matières premières transformées pour les besoins de sa production et de sa logistique.

Une augmentation importante du coût des matières premières pourrait avoir une incidence négative sur les marges réalisées par la Société.

Risque lié à la modification de l'environnement économique

Evolution de la structure du marché :

Un mouvement de concentration peut être observé parmi les utilisateurs finaux des produits de diagnostic *in vitro* qui leur permet :

- de créer des plateformes techniques traitant de gros volumes journaliers de tests. Dans certains domaines (les immunoessais en particulier), l'offre de la Société pourrait ne pas répondre aux besoins de ces plateformes techniques,
- de davantage peser dans les négociations commerciales (notamment sur les prix),
- en outre, la pression sur les prix est accrue par l'arrivée de nouveaux acteurs (comme Siemens en 2007), bénéficiant de ressources financières importantes et désireux de gagner rapidement des parts de marché, ainsi que par l'application des politiques nationales de santé publique, qui tendent généralement à restreindre le remboursement des produits et services médicaux.

Une diminution des prix de vente pourrait naturellement avoir des répercussions sur le chiffre d'affaires et sur la rentabilité de la Société.

Dégradation du contexte économique mondial :

Le contexte économique actuel de tarissement des sources de financement conduit à une diminution de la demande. Au delà du report des décisions d'investissement qui en résulte déjà à ce jour, il est possible que la persistance de la crise financière ait des impacts profonds et durables sur les politiques gouvernementales comme sur les ressources des acteurs privés du domaine de la santé. Ces éléments pourraient avoir des répercussions sur le chiffre d'affaires de la Société et par voie de conséquence sur ses marges.

Une partie significative de la croissance future de la Société repose sur le développement du secteur de la biologie moléculaire dont l'évolution pourrait ne pas correspondre aux attentes de la Société.

La stratégie de croissance de la Société s'appuie pour une part importante sur la technologie de la biologie moléculaire, un segment du marché du diagnostic *in vitro* qui est en phase initiale de développement. De ce fait, la Société fait face à plusieurs risques :

- la technologie de la biologie moléculaire pourrait ne pas connaître la croissance rapide anticipée par la Société, notamment aux Etats-Unis,
- en cas de croissance importante du secteur de la biologie moléculaire, de nouveaux acteurs pourraient décider de se positionner sur ce marché, et tirer profit des investissements qui y auront été réalisés par la Société et ainsi réduire les ventes et les résultats attendus par la Société dans ce secteur.
- la Société bénéficie d'appels d'offres qui pourraient ne pas être renouvelés, pesant ainsi sur son niveau d'activité et son développement.

La Société pourrait ne pas être en mesure de poursuivre sa stratégie d'acquisitions de technologies développées par des tiers, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur son activité.

Le développement de la Société repose en partie sur l'accès à des technologies développées par des tiers, soit par des acquisitions ciblées de sociétés de taille modeste soit par la conclusion d'accords de partenariats avec les propriétaires de ces technologies. Cependant, la Société pourrait ne pas être en mesure de trouver les partenaires susceptibles de lui fournir les technologies dont elle pourrait avoir besoin. Par ailleurs, de nombreuses opérations de concentration sont intervenues dans le marché du diagnostic *in vitro*. Cette tendance a réduit le nombre de partenaires avec lesquels la Société pourrait conclure ce type d'opérations. Il est également à souligner que le caractère excessif de certaines valorisations retenues pour ces sociétés peut constituer un frein à la mise en œuvre de cette stratégie. En outre, la réussite de ces opérations dépend de nombreux facteurs tels que la possibilité de les mener à bien à des conditions de coûts et de financement satisfaisantes ou encore l'obtention d'autorisations administratives, que la Société ne maîtrise pas nécessairement. L'impossibilité pour la Société d'acquiescer ces technologies pourrait retarder son développement et ainsi avoir une incidence significative sur la situation financière de la Société.

La Société investit des montants très importants dans la recherche et développement de produits pour rester compétitive et pourrait ne pas en percevoir les fruits en cas d'échec ou si ces produits ne recevaient pas les autorisations réglementaires nécessaires ou ne rencontraient pas le succès commercial attendu.

Pour rester compétitive dans l'industrie du diagnostic *in vitro*, notamment sur les segments à forte valeur ajoutée, la Société doit consacrer chaque année des ressources importantes à la recherche et développement, afin d'assurer l'élargissement de ses gammes existantes et la mise au point de nouveaux produits.

Le processus de recherche et développement est long : plusieurs années pour le lancement d'une nouvelle plateforme et au moins plusieurs mois pour un nouveau réactif ou groupe de réactifs. Ce processus comprend plusieurs étapes. Lors de chaque étape, la Société pourrait ne pas être en mesure d'atteindre

ses objectifs et être contrainte à renoncer à poursuivre ses efforts de développement d'un produit pour lequel elle a investi des montants importants. Les difficultés rencontrées dans les processus de recherche et développement et dans la certification réglementaire peuvent augmenter les coûts de la Société et remettre en cause la réussite commerciale de ces nouveaux produits.

En outre, les investissements engagés par la Société dans ce cadre pourraient ne pas être rentables.

Enfin, les développements technologiques rapides mis en œuvre par des concurrents pourraient rendre les nouveaux produits de la Société obsolètes avant même que celle-ci n'ait pu couvrir les frais qu'elle avait engagés dans le cadre de la recherche, du développement et de la commercialisation de ces nouveaux produits.

Si la Société ne parvenait pas à protéger ses droits de propriété intellectuelle, elle pourrait ne plus être compétitive et se trouver dans l'impossibilité de réaliser des bénéfices suffisants.

Le succès de la Société dépend de sa capacité à obtenir, à conserver et à protéger ses brevets et autres droits de propriété intellectuelle. Le droit des brevets, en particulier la portée et l'interprétation des revendications dans le secteur de la santé est un domaine dont l'évolution est permanente et qui comporte certaines incertitudes. Par conséquent, il se pourrait que la Société :

- ne puisse développer des inventions brevetables,
- ne puisse obtenir de brevets ou de licences auprès de tiers, pour certains produits ou techniques nécessaires au développement de son activité,
- ne se voie pas accorder les brevets pour lesquels elle a déposé ou déposera des demandes,
- voie un jour contestée la validité de ses brevets ou de ceux qui lui sont ou lui seront concédés en licence par des tiers,
- ne puisse bénéficier grâce à ses brevets d'une protection suffisamment large pour exclure des concurrents ou
- constate que les brevets et autres droits de propriété intellectuelle qu'elle détient, ou pour lesquels elle bénéficie ou bénéficiera de licences, font l'objet de revendication ou plus généralement sont contestés par des tiers.

La Société détient actuellement 434 familles de brevets délivrés ou en cours d'examen à l'échelle mondiale et un certain nombre de brevets font l'objet de licences à son profit pour des produits exploités ou en cours de développement. La Société ne peut pas garantir que tous ces brevets sont valables. Des tiers pourraient contester leur validité dans le cadre d'une procédure d'opposition, notamment devant l'Office européen des brevets, d'une action en annulation ou encore comme moyen de défense à l'occasion d'une action en contrefaçon, ce qui pourrait conduire selon le cas à la révocation ou l'annulation a posteriori de brevets déjà délivrés. La profusion des divulgations scientifiques au niveau mondial, tant orales qu'écrites, notamment dans le domaine des biotechnologies, fait peser sur la Société une incertitude permanente sur le fait que ses inventions soient brevetables. La Société ne peut pas garantir le niveau de protection qui sera accordé à ses brevets dans le cadre d'une action en contrefaçon intentée ou dont elle aurait à se défendre. Certains brevets de la Société arrivent à expiration dans un délai compris entre un et trois ans, ce qui pourrait avoir pour conséquence de réduire de manière significative le montant des redevances actuellement perçues par la Société au titre des licences accordées sur ce brevet.

Les brevets de la Société pourraient être contrefaits et la Société pourrait contrefaire des brevets de tiers.

Les concurrents de la Société pourraient contrefaire ses brevets ou les contourner par des innovations dans la conception. Pour empêcher la contrefaçon, la Société peut engager des actions qui sont onéreuses et demandent un investissement en temps de ses équipes. La Société pourrait ne pas être en mesure d'empêcher l'appropriation illicite de ses droits de propriété intellectuelle dont il est difficile de contrôler l'usage non autorisé.

En outre, compte tenu du développement de l'industrie du diagnostic *in vitro*, de plus en plus de brevets sont délivrés et le risque s'accroît de voir l'utilisation par la Société de certaines technologies constituer des violations de brevets appartenant à des tiers. Les demandes de brevets n'étant généralement publiées que 18 mois après la date de dépôt ou, le cas échéant, de la date de priorité, voire dans certains cas uniquement à la date de la délivrance des brevets, la Société ne peut pas garantir que des tiers n'ont pas été les premiers à inventer certains produits ou procédés et/ou à déposer des demandes de brevets pour des inventions identiques à celles de la Société ou pour des produits et procédés utilisés par la Société. La Société pourrait ainsi être contrainte, soit à obtenir des licences auprès de tiers pour exploiter leurs brevets, soit de cesser certaines activités ou à rechercher des technologies de substitution si l'obtention de ces licences s'avérait impossible ou non rentable (cf. supra § 1.5 « procédures en cours »).

La Société est dépendante de certains cadres dirigeants et de scientifiques.

Le succès de la Société dépend en grande partie de certaines personnes clés, telles que des cadres dirigeants ou ingénieurs. La perte de ces cadres y compris au profit de concurrents ou l'incapacité d'en embaucher de nouveaux pourraient nuire à la compétitivité de la Société et compromettre sa capacité à atteindre ses objectifs. En outre, l'expansion de la Société dans des secteurs et des activités exigeant une expérience et des ressources supplémentaires (telles que la recherche et développement, la commercialisation et les autorisations réglementaires) pourrait rendre nécessaire le recrutement de nouveaux cadres dirigeants et scientifiques. La Société pourrait ne pas avoir la possibilité d'attirer ou de conserver les cadres dirigeants et les scientifiques nécessaires.

La Société pourrait faire face à une défaillance de son système d'information, paralysant notamment l'échange des données relatives à la production, la logistique, la comptabilité et les finances.

La Société dépend de manière croissante d'applications informatiques communes et d'un réseau de communication pour la production de données pour les besoins de production et de logistique, ainsi que des données de nature comptables et financières sur la base desquelles sont prises les décisions relatives à la gestion de la Société.

Toute défaillance, tout dysfonctionnement de ces applications ou du réseau de communication pourraient retarder ou biaiser l'activité, ainsi que certaines prises de décision et entraîner des pertes financières pour la Société.

En particulier, la Société a entrepris un projet mondial en vue du remplacement de ses systèmes informatiques actuels de gestion de ressources (« ERP ») ; son déploiement est assuré par une équipe interne dédiée et pluridisciplinaire de 60 personnes basées en France et aux Etats-Unis, et a également donné lieu à de nombreux accords d'assistance avec des prestataires spécialisés (programmeurs, intégrateurs, formateurs, etc.). Ce type de projet représente des risques significatifs pour l'activité de la Société, dans le cas où les précautions mises en œuvre pour son déploiement s'avèreraient inadéquates ou insuffisantes.

Les variations des taux de change pourraient impacter de façon significative le chiffre d'affaires, les résultats et la situation nette de la Société (cf. chapitre 5 supra).

La Société vend ses produits dans plus de 170 pays et pourrait voir son chiffre d'affaires et son résultat d'exploitation affectés par des variations de taux de change. Le chiffre d'affaires de la Société est particulièrement exposé aux variations des taux de change entre l'euro et le dollar américain, dans la mesure où une partie significative de son chiffre d'affaires est réalisée en Amérique du Nord (environ 25% du chiffre d'affaires en 2008). En revanche, la Société bénéficie d'une quasi couverture naturelle au niveau de son résultat, puisqu'elle enregistre de nombreux coûts directement libellés en dollar américain.

Les autres devises représentent près de 28% du chiffre d'affaires de la Société. Cependant, les coûts libellés dans ces autres devises sont limités, la Société étant donc exposée à la baisse de ces monnaies. Cette exposition est répartie sur environ 20 devises, et aucune d'entre elles ne représente plus de 3% environ du chiffre d'affaires du Groupe. Cette exposition deviendrait donc significative si plusieurs de ces devises devaient varier contre l'euro dans le même sens, sans phénomène de compensation.

Outre l'impact sur les résultats de la Société, la variation des taux de change peut entraîner des fluctuations de ses capitaux propres : en effet, du fait de son implantation mondiale, beaucoup de ses actifs et passifs sont comptabilisés en dollars ou dans d'autres devises. A ce jour, la Société ne couvre pas ce risque de change patrimonial.

L'exposition au risque de change est analysée au § 5. L'impact des variations des taux de change sur le chiffre d'affaires et sur la réserve de conversion des deux derniers exercices est décrit dans les comptes consolidés figurant dans la partie B du rapport financier annuel.

La principale ressource financière de la Société est assujettie au respect de certains ratios financiers consolidés.

bioMérieux S.A. bénéficie d'un prêt syndiqué d'un montant de 260 millions d'euros, d'une durée de 7 ans (échéance janvier 2013), remboursable in fine pour 100% du montant.

Au 31 décembre 2008, le prêt syndiqué est tiré à hauteur de 65 millions d'euros. La possibilité pour bioMérieux d'utiliser cette ressource est assujettie au ratio « endettement net / résultat opérationnel courant avant amortissements et frais liés aux acquisitions ».

Le non respect de ce ratio pourrait limiter la capacité de la Société à utiliser ce prêt.

La Société détient des participations minoritaires dans d'autres sociétés.

La Société détient des participations minoritaires dans plusieurs sociétés, notamment dans le secteur des biotechnologies. Ces participations ne lui donnant pas le contrôle de ces sociétés, celles-ci sont susceptibles de prendre des décisions n'allant pas nécessairement dans le sens des intérêts de la Société.

En outre, certaines de ces sociétés étant cotées ou susceptibles d'être cotées sur un marché financier, les résultats de la Société peuvent subir l'impact de l'évolution de leur cours de bourse.

Par ailleurs, la Société ne dispose pas d'un accès à l'information lui permettant d'assurer un suivi opérationnel et financier comparable à celui de ses filiales.

L'actionnaire principal de la Société possède une majorité des droits de vote aux Assemblées générales.

Mérieux Alliance, société holding appartenant à la famille Alain Mérieux, détient environ 58,90 % du capital et 72,15 % des droits de vote de la Société. Par conséquent, Mérieux Alliance pourra adopter toutes les résolutions soumises à l'approbation des actionnaires en Assemblée générale ordinaire et, en l'absence d'un taux de participation des autres actionnaires très élevé, en Assemblée générale extraordinaire. Mérieux Alliance aura donc la faculté de prendre seule des décisions importantes, notamment la nomination des membres du Conseil d'administration et l'approbation des comptes annuels et la distribution de dividendes, voire l'autorisation des augmentations de capital et les opérations de fusion ou d'apport. Il est rappelé que Mérieux Alliance pourra acquérir des droits de vote double additionnels en avril 2009.

Risques liés à la volatilité et à la liquidité du cours de l'action ; impact de cessions futures d'actions

Le cours de l'action de la Société peut varier en fonction d'un grand nombre de facteurs :

- un changement de recommandations sur la Société émanant d'analystes financiers,
 - des changements de prévision des analystes sur le secteur où la Société opère,
 - l'annonce par la Société de ses résultats ou d'opérations sur son capital ou d'autres changements importants dans son activité,
-

- et d'une manière générale, la fluctuation des marchés boursiers.

En outre, la présence d'actionnaires importants, détenant individuellement plus de 5 % du capital de la Société, réduit le nombre d'actions effectivement disponibles sur le marché ; dans la mesure où il n'existe plus d'engagement de conservation des titres, la cession d'un nombre important d'actions sur le marché ou la perception par le marché qu'une telle cession est imminente, pourrait entraîner une baisse du cours des actions de la Société.

Autres risques financiers

La gestion des autres risques financiers est traitée dans les comptes consolidés figurant dans la partie B du rapport financier annuel.

11 - DELEGATIONS ACCORDEES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

État des délégations adoptées par l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007 et du 12 juin 2008 :

1) Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2009.

Montant maximal : -

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 35 % du capital à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007 ; ce montant pourra être augmenté du montant nécessaire pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions indépendamment du plafond de 35 % ci-dessus.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

Autorisation au Conseil d'administration de procéder à :

- une ou plusieurs augmentations de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres, dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible et sous forme d'attribution gratuite d'actions ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ;
- les droits formant rompus ne seront pas négociables et les titres correspondants seront vendus ;
- les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans le délai prévu par la réglementation.

2) Emission de titres avec droit préférentiel de souscription (augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues)

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2009.

Montant maximal : pour les titres d'emprunt, 500 millions d'euros.

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 35 % du capital à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007*.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

* Le montant nominal global de cette autorisation d'augmentation de capital est fixé à 35 % du capital de la Société tel qu'il résulte de l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

- augmentation de capital en une ou plusieurs fois ;
- possibilité pour le Conseil d'offrir au public tout ou partie des titres non souscrits en cas d'insuffisance de souscription ;
- possibilité pour le Conseil d'administration d'augmenter le nombre de titres à émettre dans la limite du plafond global prévu ci-dessus, lorsqu'il constatera une demande excédentaire ;
- le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être ainsi réalisées, augmenté du capital nécessaire pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des actions ne pourra être supérieur au montant des comptes de réserves, primes ou bénéfices qui existent lors de l'augmentation de capital.

3) Emission de titres sans droit préférentiel de souscription (augmentation de capital toutes valeurs mobilières confondues)

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2009.

Montant maximal : pour les titres d'emprunt, 500 millions d'euros.

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 35 % du capital à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007*.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

- augmentation de capital en une ou plusieurs fois par émission d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital;
 - augmentation de capital en une ou plusieurs fois par émission de tous titres et exercice de tous droits au sein de la Société, bénéficiant à des titulaires de valeurs mobilières émises par toute société possédant directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société, donnant accès par tous moyens et notamment par voie d'attribution et/ou de souscription, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes et/ou à émettre de la Société ;
 - suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre;
 - le Conseil d'administration dispose du pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un droit de priorité pour souscrire les titres à émettre;
 - la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions émises ou à émettre, après prise en compte, en cas d'émission de bons autonomes de souscription ou d'attribution d'actions, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée, soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis ;
 - les émissions pourront servir à rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société selon la procédure de l'offre publique d'échange.
-

4) Option de surallocation

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2009.

Montant maximal : -

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 15 % de l'émission initiale, dans la limite du plafond global de 35 % du capital à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007*.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

- augmentation du nombre de titres dans un délai de trente jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale ;
- nouvelle émission effectuée au même prix que celui retenu pour l'émission initiale,
- nouvelle émission avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires.

5) Emissions réservées à des « investisseurs qualifiés » ou appartenant à un « cercle restreint d'investisseurs »

Durée de l'autorisation/expiration : 18 mois/Assemblée générale mixte du 11 juin 2009

Montant maximal : -

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 35 % du capital à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 12 juin 2008² (ce montant s'imputant sur le montant maximal mentionné au 3).

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

- Suppression du droit préférentiel de souscription en faveur des fonds d'investissement, holdings financiers, sociétés industrielles, intervenant en particulier dans le domaine des technologies médicales et de la santé, de la recherche bio-médicale et pharmaceutique.
- Le prix d'émission des actions nouvelles sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action ancienne constatés sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A. au cours des trois jours de bourse précédant le début de l'émission.

6) Augmentation de capital à exécution successive

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2009.

Montant maximal : -

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 10 % du capital par an.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

* Le montant nominal global de ces cinq autorisations d'augmentation de capital est fixé à 35 % du capital de la Société tel qu'il résulte de l'Assemblée générale mixte du 7 juin 2007 et du 12 juin 2008.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

- Autorisation de procéder à une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission, en euros, d'actions ordinaires de la Société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires de la Société ou d'une société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, ces valeurs mobilières pouvant être libellées en monnaie quelconque ou établies par référence à plusieurs monnaies, et ce notamment dans le cadre d'émission de valeurs mobilières dites "au fil de l'eau" ;
- prix d'émission des titres de capital = soit le cours coté de l'action (constaté sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A) choisi parmi les trente dernières séances de bourse précédant l'émission, soit une moyenne de cours cotés de l'action (constaté sur l'Eurolist d'Euronext Paris S.A) choisis parmi tout ou partie des trente dernières séances de bourse précédant l'émission.

7) Emissions servant à rémunérer les apports de titres en cas d'offre publique d'échange ou d'apport en nature

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2009.

Montant maximal : -

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 10 % du capital social (ce montant s'imputant sur le montant maximal mentionné aux 2) et 3).

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

suppression du droit préférentiel de souscription pour permettre la rémunération des titres qui seraient apportés à la Société selon la procédure de l'offre publique d'échange effectuée conformément aux dispositions des articles L. 225-148 du Code de commerce et/ou la rémunération des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 et suivants ne sont pas applicables.

8) Augmentation de capital réservées au personnel (et assimilés) : options d'achat d'actions

Durée de l'autorisation/expiration : 38 mois/août 2010.

Montant maximal : -.

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 10 % du capital au jour de l'octroi des options.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale :

- autorisation de l'octroi, en une ou plusieurs fois, d'options donnant droit à l'achat d'actions de la Société provenant de rachats effectués par la Société au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les mandataires sociaux et les salariés de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont 10 % au moins du capital ou des droits de vote sont détenus directement ou indirectement par la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique détenant directement ou indirectement au moins 10 % du capital de la Société, des options donnant droit à l'achat d'actions de la Société provenant de rachats effectués par la Société dans les conditions prévues par la loi ;
 - le prix à payer lors de l'exercice des options d'achat d'actions sera fixé par le Conseil, sans décote ;
 - les options d'achat d'actions devront être exercées dans un délai maximum de huit ans à compter de la date à laquelle elles auront été consenties.
-

9) Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise des entreprises françaises ou étrangères liées à la Société dans les conditions de l'article L.225-180 du Code de commerce et L. 3332-1 et s. du Code du travail

Durée de l'autorisation/expiration : 26 mois/août 2010.

Montant maximal : -

Montant nominal maximal d'augmentation de capital : 5% du capital au jour de la mise en œuvre de l'autorisation.

Utilisation au cours de l'exercice : Néant.

Résumé de la décision de l'Assemblée générale : augmentation de capital social, en une ou plusieurs fois, par émissions d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société.

12 - RAPPORT SUR LES OPERATIONS DE RACHAT D' ACTIONS REALISEES AU COURS DE L'EXERCICE

a) Synthèse des opérations réalisées par la Société sur ses titres entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2008 dans le cadre d'un contrat de liquidité.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par les Assemblées générales mixte du 7 juin 2007 et du 12 juin 2008, ainsi que du programme de rachat de titres par la Société décrit aux points 5.10 du Document de référence 2006 et 5.12 du Document de référence 2007, et en exécution du contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI reconnue par l'AMF conclu avec la Société, la société Crédit Agricole Cheuvreux, agissant en qualité de prestataire de services d'investissement, a procédé, au cours de la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008, aux opérations suivantes :

Nombre d'actions achetées	114 506
Cours moyen des achats	65,61€
Nombre d'actions vendues	98 021
Cours moyen des ventes	67,55€
Frais de négociations	0
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2008	18 931
Valeur des actions à la clôture au cours moyen d'achat	1 080 173,22€
Valeur d'inventaire au 31 décembre 2008	1 135 860,00€
Valeur nominale des actions	/
Motif des opérations	Régulation des cours
Part du capital représentée par les actions propres à la clôture	0,048%

Les actions ainsi acquises par la société Crédit Agricole Cheuvreux l'ont exclusivement été pour répondre à l'objectif d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

b) Synthèse des opérations réalisées par la Société sur ses titres entre le 1er janvier 2008 et le 31 décembre 2008 dans le cadre d'un contrat de mandat.

En outre, dans le cadre de contrats de mandat conclus avec les sociétés Crédit Agricole Cheuvreux et Natixis dans l'unique objectif de remettre des actions lors de l'exercice de droits liés à l'attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux de la Société ou des sociétés de son groupe, conformément aux autorisations données par les Assemblées générales mixtes du 9 juin 2005 et du 12 juin 2008, ainsi que du descriptif du programme de rachat de titres par la Société figurant aux points 5.10 du Document de référence 2006 et 5.12 du Document de référence 2007, les mandataires ont procédé, au cours de la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2008, aux opérations suivantes :

Nombre d'actions achetées	212 100
Cours moyens des achats	68,06 €
Nombre d'actions vendues	0
Cours moyen des ventes	N/a
Nombre d'actions propres au 31 décembre 2008	172 500
Valeur des actions à la clôture au cours moyen d'achat	11 438 462,63 €
Valeur d'inventaire au 31 décembre 2008	10 350 000,00€
Valeur nominale des actions	/
Motif des opérations	Remise d'actions lors de l'exercice de droits liés à l'attribution gratuite d'actions aux salariés et aux mandataires sociaux
Part du capital représentée par les actions propres à la clôture	0,44%

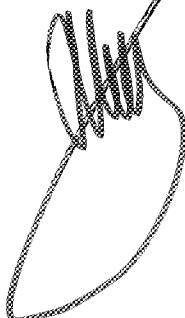
D – DECLARATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-dessus présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Marcy l'Etoile, le 30 avril 2009

Le Président-Directeur Général

Alain Mérieux

A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical strokes followed by a large, sweeping loop at the bottom.

Le Directeur Général Délégué

Alexandre Mérieux

A handwritten signature in black ink, featuring a vertical stroke followed by a large, sweeping loop at the bottom.

E – RAPPORTS DES CONTROLEURS LEGAUX

Cf. documents ci-joints intitulés « Rapport général des Commissaires aux Comptes – Comptes Annuels – Exercice clos le 31 décembre 2008 »
et « Rapport des Commissaires aux Comptes – Comptes Consolidés – Exercice clos le 31 décembre 2008 ».

BIOMERIEUX

Société Anonyme

376 chemin de l'Orme
69280 MARCY L'ETOILE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT - C.C.A.
43 rue de la Bourse
69002 LYON

DELOITTE & ASSOCIES
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

BIOMERIEUX

Société Anonyme

376 chemin de l'Orme
69280 MARCY L'ETOILE

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BIOMERIEUX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit en note 2-3 de l'annexe, votre société déprécie les titres de participation dont la valeur d'utilité devient inférieure à la valeur nette comptable. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les hypothèses et données retenues par votre société pour l'évaluation de ces titres et à revoir les calculs effectués.
- Votre société constitue également des provisions, tels que décrits dans les notes 2-6, 15-2, de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction.

Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

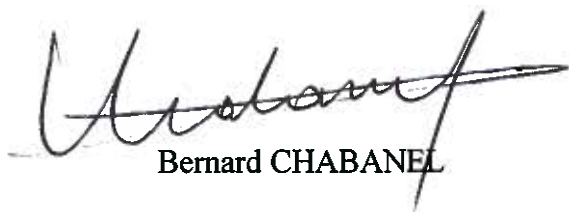
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon et Villeurbanne, le 23 avril 2009
Les Commissaires aux Comptes

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT - C.C.A.



Bernard CHABANEL

DELOITTE & ASSOCIES



Alain DESCOINS

BIOMERIEUX

Société Anonyme

376 chemin de l'Orme
69280 MARCY L'ETOILE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

BIOMERIEUX

Société Anonyme
376 chemin de l'Orme
69280 MARCY L'ETOILE

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société BIOMERIEUX, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de forte volatilité des marchés et d'une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques, comme mentionné dans la note 1.1 de l'annexe des comptes. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823.9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance.

- Comme décrit aux notes 1.12 et 14.1 de l'annexe, les provisions destinées à couvrir les engagements du groupe en matière de retraite sont calculées sur la base d'estimations actuarielles par des experts désignés par les sociétés du groupe. Nos travaux ont notamment consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues et à vérifier que les notes 1.12 et 14.1 de l'annexe fournissent une information appropriée.
- Comme décrit en note 1.8 de l'annexe, votre société procède annuellement à un test de dépréciation des écarts d'acquisition. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les données et hypothèses utilisées par votre société et nous avons vérifié que la note 1.8 donne une information appropriée.
- Enfin, le groupe constitue des provisions pour couvrir les litiges et les restructurations, tels que décrits dans les notes 1.13 et 14.2 de l'annexe. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la Direction. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

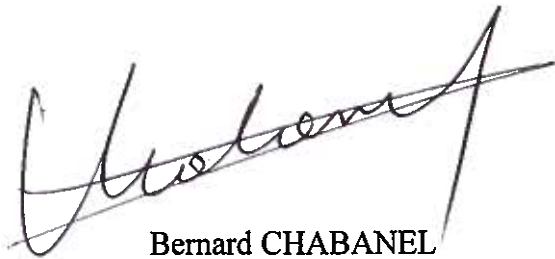
III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon et Villeurbanne, le 23 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

COMMISSARIAT CONTROLE AUDIT - C.C.A.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bernard Chabanel', written over a horizontal line.

Bernard CHABANEL

DELOITTE & ASSOCIES

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Alain Descoins', written over a horizontal line.

Alain DESCOINS